

PLAIDOYER

POUR UNE RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES RADIOS ASSOCIATIVES-COMMUNAUTAIRES AU MAROC



الإعلام الجماعي،
من أجل إعلام مواطنين
⊙⊙⊙⊙ | ⋈⋈⋈⋈,
⊗ ⊙⊙⊙⊙ ⊗ ⊗⊙⊙⊙
MÉDIAS
COMMUNAUTAIRES,
POUR UNE INFORMATION CITOYENNE

Portail de la société civile Maghreb-Machrek e-joussour

Programme du Forum des Alternatives Maroc (FMAS)
53 Rue Melouiya, appt. 16, 4ème étage, Agdal, Rabat
Tel : +212 5 37 68 39 26 - Fax : +212 5 37 77 07 22
ejoussour@gmail.com - www.e-joussour.net

Plaidoyer

**Pour une reconnaissance
juridique des radios
associatives-communautaires
au Maroc**

Par Saïd Essoulami
Directeur exécutif du CMF-MENA

Mise en forme : Thomas Pouppez

Impression : Fanigraph

Dépôt légal : 2012 MO 1907

ISBN : 9954-9156-0-8

© FMAS, 2012

Sommaire

Mémoire	5
---------	---

Etude – Par Saïd Essoulami, Directeur exécutif du CMF–MENA

Préambule analytique « Diagnostic du cadre légal régissant les communications audiovisuelles au Maroc » – Par Dr. Hicham Madacha, Professeur- chercheur	11
1. Introduction	28
2. La reconnaissance internationale des radios communautaires	28
2.1 Les mécanismes onusiens et les déclarations et chartes régionales	28
2.2 Reconnaissance par les organisations internationales intergouvernementales	30
2.3 Reconnaissance des radios communautaires par les Etats	31
2.4 Le mouvement international des défenseurs des radios communautaires.....	32
3. Non reconnaissance des radios communautaires dans le droit audiovisuel marocain ..	33
4. Un mouvement national pour la revendication du droit à la communication audiovisuelle	34
5. Définitions, caractéristiques et fonctions de la radio communautaire	35
5.1 Définitions de la radio communautaire	35
5.2 Caractéristiques des radios communautaires.....	37
5.2.1 La propriété	37
5.2.2 L'indépendance	37
5.2.3 Le financement	38
5.2.4 Les caractéristiques techniques	38
5.2.5 Les ressources humaines	38
5.2.6 La participation de la communauté	39
6. Les fonctions des radios communautaires	40
6.1 Informer.....	40
6.2 Renforcer les droits et promouvoir la citoyenneté	40
6.3 Promouvoir une plus grande transparence et responsabilité des institutions gouvernementales et des élus locaux.....	41
6.4 Promouvoir la culture locale.....	41
6.5 Prévention et résolution des conflits	42
6.6 Participer aux projets de développement.....	43
7. Conclusion	44
8. Recommandations	45

Annexes

Annexe 1 : Proposition de lignes directrices pour une législation marocaine sur les radios associatives - communautaires	47
Annexe 2 : Proposition d'un code de déontologie	55

Mémoire

Mémoire

Ce mémoire est un plaidoyer de la société civile marocaine pour la reconnaissance juridique et la promotion des radios associatives - communautaires au Maroc qui enregistre un retard significatif par rapport au pluralisme et la démocratisation de son système audiovisuel.

La communauté internationale a reconnu, depuis des décennies, le pluralisme audiovisuel dans lequel coexistent de manière complémentaire trois secteurs médiatiques : le public-étatique, le privé-commercial et l'associatif- communautaire.

Chaque secteur est régi par une réglementation spécifique et joue un rôle distinct dans le développement de la société de l'information et du savoir et apporte sa propre plus-value au développement économique, social et culturel de la société.

C'est dans les pays en voie de développement que les radios communautaires sont les plus actives. Elles sont régulièrement interpellées par leurs gouvernements et les institutions internationales pour engager les communautés locales qu'elles représentent dans des programmes de développement, surtout dans des zones rurales ou au sein des populations urbaines marginalisées, et touchent des secteurs divers comme la santé, l'éducation, l'environnement, l'engagement civique et la démocratie locale.

Au Maroc, la réforme de l'audiovisuel, engagée en 2004, n'a pas débouché sur la pluralité escomptée : le paysage médiatique demeure restreint aux médias de service public et privé à caractère commercial.

Les radios associatives- communautaires ne sont pas reconnues par le législateur qui ne leur a pas accordé de statut juridique lors du vote parlementaire de la loi 77.03 sur la communication audiovisuelle.

Aujourd'hui, la société civile marocaine milite pour remédier à cette carence. Elle a la conviction que les communautés qu'elle représente doivent jouir de leur droit à la communication tel que reconnu par le droit et déclarations internationaux, et garanti par la nouvelle constitution marocaine.

La revendication de la société civile marocaine, pour la reconnaissance juridique et la promotion des radios associatives- communautaires date de 2011. Elle a été initiée par le Forum des Alternatives Maroc (FMAS) et portée par un millier d'associations implantées dans les 16 régions du Royaume. Elle capitalise toutes les initiatives antérieures en la matière notamment, la première conférence arabo - africaine de l'UNESCO et du gouvernement marocain, sur les radios communautaires, en 2007 à Rabat et le dialogue national sur les médias et la société qui a débuté en 2009.

A la base des radios associatives- communautaires se trouvent des principes universels qui légitiment leur existence et guident leurs actions. Ces principes s'inspirent des droits humains et des bonnes pratiques dans les sociétés démocratiques.

A l'heure actuelle, plus de 100 Etats sur les cinq continents reconnaissent les radios communautaires comme un tiers secteur dans le paysage médiatique. Cette reconnaissance est le résultat de luttes de communautés locales et acteurs associatifs pour le droit à la liberté d'expression, la défense de leurs intérêts, et l'affirmation et la protection de leurs spécificités sociales, culturelles et linguistiques.

Les organisations intergouvernementales ont été les premières à reconnaître les radios associatives- communautaires, à aider à leurs installations et à les soutenir pour accompagner des projets de développement. L'UNESCO, le PNUD, l'UNICEF, l'UNIFEM, la FAO et la Banque Mondiale sont parmi les organisations les plus actives.

L'histoire des médias associatifs et communautaires varie d'un continent à un autre et même d'un pays à un autre. Les radios associatives et communautaires ne sont pas toutes similaires et les définitions sont nombreuses selon les différents contextes nationaux ou la nature et la fonction de la radio.

Nous retenons dans ce mémorandum la définition proposée par l'UNESCO pour qui la radiodiffusion communautaire est « un moyen de communication sans but lucratif, qui appartient à une communauté particulière qui la gère. Son but est de servir les intérêts de cette communauté, favoriser l'accès et la participation aux activités de la communauté et refléter les besoins et les intérêts particuliers du public auquel elle est destinée. »

Les radios communautaires possèdent de nombreuses caractéristiques qui les distinguent des radios du service public ou commercial :

- > La propriété : La radio communautaire est théoriquement la propriété de la communauté qu'elle dessert, mais en pratique c'est l'association qui possède le titre de propriété au nom de la communauté pour laquelle elle existe ;
- > L'indépendance : La radio communautaire est totalement indépendante dans sa constitution, programmation, gestion et ligne éditoriale. En plus, la radio communautaire ne se situe pas en opposition ou en alternative aux autres médias privés ou publics, mais en position de complémentarité car sa mission et ses objectifs répondent à des attentes et des besoins réels de la communauté qui ne sont pas ou rarement desservis par les autres médias ;
- > Le financement : La radio communautaire doit être à but non lucratif ;
 - Certaines juridictions permettent aux radios de conduire des activités lucratives à petite échelle à condition que le profit réalisé soit réinvesti dans la radio ;
 - Dans certains pays ces radios bénéficient aussi d'une aide financière publique et de dons d'organisations caritatives nationales ou internationales ;
 - D'autres législations encouragent les radios communautaires à trouver le financement dans la communauté ;
- > Les ressources humaines : Le bénévolat constitue la base la plus importante dans les ressources humaines de la radio communautaire ;
- > La participation de la communauté : La participation des membres de la communauté dans la gestion des opérations de la station radio est une question clé dans la gouvernance de la radio ;
- > Les caractéristiques techniques : La radio communautaire est aussi définie par la petite taille de son local, par le faible coût de ses installations techniques et sa zone de couverture. Le choix des technologies de la radio doit être adapté au contexte géographique ;
- > Les fonctions des radios communautaires : quel que soit leur statut légal et leur objet social affiché, les radios communautaires remplissent plusieurs fonctions qui sont reconnues par l'ensemble des acteurs associés à leur existence et développement :

Informer :

La radio communautaire permet à ses auditrices et auditeurs d'accéder à une information pluraliste, non partisane, utile et impartiale sur les questions politiques, économiques, sociales et culturelles locales, régionales, nationales et internationales, tout en s'assurant que cette information a une relation avec les besoins de la communauté.

Dans certaines régions rurales, ces radios sont les seuls médias d'information. Dans d'autres, ces radios peuvent offrir une information différente à celle dispensée par les médias dominants, non seulement parce qu'ils peuvent poser un autre regard sur l'actualité (régionale, nationale et internationale) et/ou répercuter une information locale négligée par les autres ou basée sur les besoins concrets de leur auditoire.

La radio communautaire consolide l'exercice du droit à la liberté d'expression des membres de la communauté en leur donnant l'opportunité de s'exprimer sur les questions qui concernent la vie de la communauté.

Renforcer les droits et promouvoir la citoyenneté :

La radio communautaire est l'un des moyens les plus puissants pour défendre et promouvoir les droits humains au sein des communautés, notamment celles marginalisées et pauvres.

Au niveau de l'éducation aux droits, de nombreuses radios communautaires, surtout dans les pays en voie de développement, diffusent des programmes sur les droits des femmes, des enfants, des personnes âgées, la santé, la protection de l'environnement, le droit au travail et le droit de vote aux élections. Sur ce dernier droit, des institutions de régulation de l'audiovisuel encouragent des radios africaines à sensibiliser leurs communautés à travers des actions de sensibilisation au devoir constitutionnel d'électeur.

Ces actions de défense et protection des droits Humains sont souvent conduites en collaboration avec des associations de défense des droits Humains qui opèrent dans la zone couverte par la radio ou avec d'autres qui agissent au niveau national.

Promouvoir une plus grande transparence et responsabilité des institutions gouvernementales et des élus locaux :

La radio communautaire est un agent de la bonne gouvernance. Son action de surveillance des politiques des responsables publics et des élus locaux en faveur des intérêts de la communauté vise à responsabiliser ceux-ci et à rendre leurs actes transparents pour la communauté. C'est un rôle d'intermédiation non partisan qui vise aussi à ce que les services rendus à la communauté par les pouvoirs publics et les élus répondent aux besoins de la communauté, et que les doléances de celle-ci soient transmises aux décideurs.

Promouvoir la culture locale :

La radio communautaire est une intuition culturelle de grand impact sur la culture locale. Son rôle est de promouvoir la création culturelle, de consolider la diversité et de valoriser la spécificité de l'espace culturel communautaire dans un environnement culturel national.

Prévention et résolution des conflits :

Les radios communautaires sont de plus en plus perçues comme des acteurs qui contribuent à la résolution des conflits qui peuvent se produire à l'intérieur de leur communauté, ou entre différentes communautés, ou entre leur communauté et les pouvoirs publics.

C'est grâce à leur proximité des communautés et leur localisation dans des zones de conflits pour certaines, que les radios communautaires peuvent jouer ces rôles qui peuvent se traduire en actions précises.

Participer aux projets de développement :

Le rôle des radios communautaires dans le processus de développement s'inspire du nouveau paradigme de la communication pour le développement selon lequel le développement doit être le choix de la communauté concernée et que la communication doit être horizontale impliquant une grande participation de la communauté dans les projets de développement.

Le rôle de la radio communautaire ne se limite plus au rôle d'information sur les projets de développement qui sont décidés ailleurs, en dehors de la communauté. Elle transforme le rôle des populations ciblées par les projets de développement d'un rôle passif à un rôle actif de participation.

La politique de communication officielle qui a maintenu les communautés dans un rôle d'objets passifs de développement conçus et décidés en dehors de la communauté n'est plus appropriée ou acceptée aujourd'hui et les projets de développement qui se sont basés sur cette conception ont échoué ou ont eu un faible impact.

Les gouvernements et les agences d'aide internationale au développement manifestent un intérêt grandissant dans la capacité des radios communautaires à jouer un rôle dans le processus de développement, surtout dans les zones pauvres et marginalisées. Les radios communautaires n'ont pas hésité à saisir l'opportunité et ont élaboré des stratégies de communication adaptées aux réalités locales de la communauté et aux projets de développement qui la ciblent. Les radios communautaires interviennent à trois niveaux du processus de développement qui sont le niveau de la conception des politiques de développement, la mise en œuvre des projets et leur évaluation et enfin leur correction ou réadaptation.

Conclusion

Les radios communautaires ont démocratisé le paysage audiovisuel et ont concrétisé le droit à la communication dans plusieurs pays. Elles sont reconnues par les mécanismes de droits humains des Nations Unies et par plusieurs importantes organisations internationales non-gouvernementales. Dans de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Asie, les radios communautaires concourent à la mise en œuvre des politiques publiques de développement et à la lutte contre la marginalité et l'exclusion des populations rurales.

Les radios communautaires, des radios de proximité par excellence, donnent aux « sans voix » la possibilité de s'exprimer, de concevoir et de participer à la réalisation des projets visant à améliorer leurs vies.

Le Maroc, malheureusement, est en retard par rapport à la tendance internationale. La loi sur la communication audiovisuelle ne reconnaît pas ce genre de radio et ne permet pas en conséquence, le droit à la libre communication, garanti par la nouvelle constitution.

Recommandations

Nous appelons le gouvernement et le Parlement à reconnaître les radios associatives- communautaires dans la loi régulant la communication audiovisuelle. Des amendements sont d'abord nécessaires à introduire dans la loi 77.03.

La HACA, vu son rôle dans la gestion du système audiovisuel et son pouvoir de saisine du gouvernement et du Parlement pour introduire des changements dans la législation afin qu'elle soit adaptée aux changements sociologiques et techniques dans l'espace audiovisuel, est sollicitée à :

- > Etablir une cellule interne spécialisée sur les radios associatives- communautaires comme il est de coutume dans les pays démocratiques disposant des trois secteurs médiatiques ;
- > Initier une proposition de loi concernant la reconnaissance juridique et les droits et obligations des radios associatives- communautaires.

Le Parlement est appelé à voter le projet de loi tout en s'assurant que les demandes des associations marocaines sont prises en compte et ce, dans le respect des lois et conventions internationales et la constitution du pays.

Cette loi doit reconnaître le rôle des radios communautaires dans la démocratisation du paysage audiovisuel ainsi que dans l'extension du droit à la liberté de communication à l'ensemble des communautés marocaines.

Leur rôle dans le changement social, la lutte contre la pauvreté, la précarité, l'isolement économique, politique, culturel et social et la promotion de la citoyenneté doit aussi être souligné.

Cette loi doit aussi permettre :

- > La mise en place d'un système d'octroi de licence et de fréquences qui soit encourageant et incitatif à l'émergence des radios associatives- communautaires.
- > Un cahier des charges non- contraignant.
- > La création d'un fonds national de soutien.

Préambule analytique

« Diagnostic du cadre légal régissant la Communication Audiovisuelle au Maroc »

Par Dr. Hicham Madacha

I. Présentation des différentes composantes du paysage médiatique et du cadre législatif régissant la communication audiovisuelle

1.1 Contexte général de la réforme audiovisuelle au Maroc

La réforme de l'audiovisuel au Maroc s'inscrit dans le cadre du processus de démocratisation entamé il y'a une dizaine d'années et notamment depuis l'accession au trône du Roi Mohammed VI. Ce courant démocratique touche l'ensemble des institutions marocaines et plus précisément le secteur des médias qui jouit désormais d'une liberté relative. La presse est aussi le reflet des débats publics sur les grandes questions qui traversent la société marocaine et ce, d'une manière inconnue encore quelques années auparavant. À titre d'exemple : la médiatisation des travaux et des conclusions de l'Instance sur l'équité et la réconciliation (IER) ainsi que les débats portant sur l'Initiative nationale du développement humain (INDH), tous les deux fortement présents dans les médias marocains au moment de notre consultation.

Cet effet salutaire sur le développement de l'espace public marocain n'est pas sans susciter des heurts¹, et alimente un certain scepticisme de la part des milieux militant pour les droits humains. Mais ces exemples sont toutefois limités dans un environnement médiatique de plus en plus marqué par l'ouverture. En tout état de cause, le débat sur l'étendue de la liberté d'expression et sur la pertinence des « lignes rouges » et leurs limites sont également très présents sur la scène médiatique marocaine. La palette des points de vue, des prises de position et des argumentaires développés par les uns et les autres est extrêmement diversifiée et nuancée.

1.1.1 Historique et mise en contexte

Le Maroc de l'époque précoloniale a suivi un processus d'évolution semblable à celui de nombre d'États souverains face à l'arrivée de l'audiovisuel en début du 20^e siècle. En fait, dès 1907, l'État marocain affirme sa volonté d'exercer un monopole dans ce domaine, lorsque le sultan Moulay Hassan I promulgue un dahir spécifiant que « l'exploitation des télégraphes avec ou sans fil était un monopole d'État dans tout l'empire chérifien ».

La radio a été introduite au Maroc sous le régime du protectorat, qui a reproduit le monopole étatique prévalant alors dans la majorité des pays européens. C'est ainsi que Radio Maroc voit le jour en 1928 en tant que service public placé sous la tutelle des PTT marocains. La télévision, pour sa part, apparaîtra en 1962 et Radio Maroc deviendra donc la Radio Télévision Marocaine, RTM.

¹ Voir, à titre d'exemple, Committee to Protect Journalists (CPJ), « Moroccan press faces aggressivejudicial harassment », News Alert 2006, en ligne au <http://www.cpj.org/news/2006/mideast/morocco18jan06na.html>, site consulté le 30 janvier 2006.

Après l'indépendance, le monopole étatique a été renforcé par le dahir du 18 mai 1959 relatif à la décolonisation des médias. Le monopole a été ensuite consolidé et transformé en arme politique du pouvoir de l'État par une série de dispositions juridiques mais surtout par les pratiques établies au cours des années 1960. Les partis politiques de l'époque, entre autres, se rendent compte à leurs dépens de la volonté affirmée du gouvernement de maîtriser l'information.

Symptomatique des contradictions inhérentes à ce mouvement, la création en début des années 1980 de la station radiophonique Média 1 constitue une « anomalie » juridique puisque la loi ne permettait pas, en principe, cette création. L'expérience se prolongera en 1989 avec une nouvelle dérogation au monopole et la création de la chaîne télévisuelle 2M.

En 1993, un important colloque professionnel (dit Infocom) a permis de formuler un ensemble de propositions visant à réformer le secteur des médias. Comme l'ont souligné plusieurs observateurs, les recommandations issues du colloque Infocom ont constitué la première articulation de ce qui deviendra dix ans plus tard l'ossature des dispositifs de la réforme du secteur.

Le processus de réforme amorcé continue avec l'arrivée du gouvernement d'alternance en 1998. Plusieurs projets de loi portant sur la restructuration du paysage audiovisuel marocain se sont, ainsi, succédés. Mais, il faudra attendre 2002 pour voir la création de la HACA par Dahir et la levée du monopole de l'État, puis jusqu'en 2005 pour que la nouvelle loi sur la communication audiovisuelle soit promulguée.

1.1.2 Genèse des médias audiovisuels marocains

Le Maroc est un pays arabo - musulman, méditerranéen, nord-africain, ouvert sur l'Europe en raison de sa situation géographique, sa culture, son histoire et son économie. Une véritable appréciation des médias marocains doit tenir compte de l'ensemble de ces éléments.

Les institutions médiatiques marocaines sont issues de l'expérience coloniale et demeurent fortement marquées par les efforts de décolonisation qui ont suivi cette époque. Les médias marocains sont donc semblables à plusieurs égards à ceux qu'on retrouve dans des pays avec des passés récents comparables. Nous pouvons, sans exagérer, affirmer que ces institutions manifestent les grands traits caractéristiques des modes de communication prévalant dans les anciennes métropoles coloniales mais adaptés à la spécificité locale. Ce syndrome a des conséquences institutionnelles importantes lorsque vient le moment de réformer ces institutions.

Les médias marocains sont également le reflet du contexte culturel du pays. Sur le plan linguistique, les programmes sont diffusés en langue arabe et en langue française, avec quelques contenus en langue amazighe.

Les données disponibles ainsi que les indications recueillies sur le terrain (l'abondance de l'offre dans les kiosques des journaux, l'omniprésence des antennes paraboliques, etc.) démontrent que le public marocain est friand de médias. Il faut, cependant, souligner certains éléments importants de sous-développement. Le taux relativement élevé d'analphabétisme fait en sorte que le lectorat de la presse écrite reste bien inférieur à ce qu'il pourrait être. La consommation des médias audiovisuels se concentre fortement sur les canaux étrangers et gratuits qu'ils soient captés légalement ou piratés. Les données statistiques sont incomplètes et ne reflètent qu'un portrait partiel du public des médias. Ces éléments risquent d'avoir des conséquences négatives sur l'introduction et l'implantation réussie du secteur privé dans l'audiovisuel.

En conclusion, sur le plan politique, les médias marocains étaient dans le passé fortement contrôlés par l'État. Cependant, depuis l'amorce du processus de démocratisation, les observateurs internationaux

concourent à considérer que le Maroc est en train de se démarquer de manière importante de tous les autres pays de la zone arabo – africaine -musulmane.²

L'intronisation du Roi Mohammed VI en 1999 a suscité les espoirs de libéralisation et de réforme démocratique chez toutes les couches de la société marocaine. La réforme des médias devait faire partie de ce processus.

La liberté d'expression, quoique garantie par la Constitution, n'est jamais acquise une fois pour toutes et de manière définitive. La situation réelle des médias est donc souvent le reflet d'un rapport de forces politiques. Les assises juridiques de la liberté d'expression sont assez floues et c'est plutôt la presse, par ses actions, qui pousse le pouvoir à en définir les limites. « Le courant général est en faveur d'une libéralisation responsable » nous a dit l'un de nos interlocuteurs, « mais il faudrait créer la liberté d'abord, et après nous pourrions définir la responsabilité. »

En 2005, la situation des médias au Maroc est classée « difficile » par l'ONG internationale Reporters sans frontières, ce qui la place dans la 4^e catégorie sur une échelle de 5.³ Cette ONG accueille favorablement la réforme de l'audiovisuel au Maroc, estimant que « la mise en œuvre d'un paysage audiovisuel marocain véritablement libéralisé constitue une première dans les pays du Maghreb, à condition que les autorités marocaines réussissent sans tricher ce test démocratique. »⁴.

Ce point de vue alliant prudence et attentisme est largement partagé par les acteurs de la société civile que nous avons rencontrés qui demandent à être convaincus par les progrès réels et concrets avant de se prononcer définitivement sur l'intérêt de cette réforme.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que la réforme des médias est le résultat d'une mutation sociopolitique qui se passe dans la continuité plutôt que dans la rupture avec le passé.

1.1.3 La libéralisation de l'audiovisuel

La libéralisation de l'audiovisuel et la création de la HACA s'inscrivent dans ce contexte de progrès réel mais intermittent, et constituent une réponse aux attentes exprimées par les milieux directement ou indirectement concernés par cette réforme.

Du côté politique, la libéralisation est une démarche qui pourrait faire du Maroc un exemple phare pour la région. En créant la HACA, le Maroc est devenu le premier pays de la zone arabo- musulmane à opter pour la régulation comme mode de gouvernance de l'audiovisuel. Le défi, tel que nous l'ont répété plusieurs de nos interlocuteurs, consiste à faire en sorte que cette libéralisation soit significative et réelle.

1.2 Cadre juridique

La liberté de la communication audiovisuelle au Maroc trouve son fondement dans un ensemble de textes normatifs. Il est donc important d'examiner la place que ces différents textes, à commencer par le texte normatif suprême, en l'occurrence, la constitution, réservent à cette question et de quelle manière ils peuvent servir de fondement à cette liberté.

2 Internews Network, Study of Media Laws and Policies for the Middle East and Maghreb. Arcata (CA), 2003.

3 L'ONG classe les pays selon que la situation soit « bonne », « plutôt bonne », qu'il y ait des « problèmes sensibles », que la situation soit « difficile » ou « très grave ». Donc, en 2005, les situations en Libye et en Tunisie seraient « très grave », soit pire qu'au Maroc, tandis qu'en Égypte et Jordanie il y aurait des « problèmes sensibles », soit une situation meilleure qu'au Maroc.

4 Reporters sans frontières, Maroc – rapport annuel 2005, on line sur http://www.rsf.org/article.php3?id_article=13300&Valider=OK, site consulté le 23 janvier 2006.

1.2.1 La constitution

La liberté d'opinion et la liberté d'expression ont été mentionnées à l'article 9 de la constitution marocaine. Ceci étant dit, la constitution n'a pas mentionné explicitement la notion de liberté de la communication audiovisuelle. Néanmoins, celle-ci constitue une forme de liberté d'expression. Elle est donc l'une des manifestations de ce principe constitutionnel, et élargit son champ d'application aux médias ayant un support audiovisuel.

Même si le principe de la liberté de la communication audiovisuelle n'a pas été expressément prévu par la constitution, force est de constater que les fondements de cette liberté et, partant, de la levée du monopole étatique et de la libéralisation de ce secteur se trouvent dans le texte suprême. Par ailleurs, l'article 15 garantit également à tous les citoyens la liberté d'entreprendre. Cette liberté constitue le sous-tendant du droit d'investir dans le domaine de la communication audiovisuelle, ce qui n'a pas été possible pendant le règne du monopole étatique sur le secteur de la communication audiovisuelle. L'on pourrait dès lors considérer le maintien antérieur du monopole étatique sur le secteur de la communication audiovisuelle comme étant en contradiction avec la liberté d'entreprendre.

Sur le plan constitutionnel alors, la levée du monopole étatique accompagnée par la libéralisation de l'audiovisuel s'avère un moyen de faire converger la réalité de ce secteur avec l'esprit de la loi suprême du pays. En libéralisant la communication audiovisuelle, le Maroc s'est mis en totale harmonie avec les principes exposés dans son ancienne constitution.

En effet, l'évolution logique de ce processus a abouti à la constitutionnalisation de l'instance de régulation en charge du secteur audiovisuel avec la consolidation de ses pouvoirs et l'ouverture sur de nouvelles attributions, notamment en matière d'accès à l'information qui a été érigé en tant que droit dans le plus haut texte du Royaume.

1.2.2 La loi sur la presse et l'édition⁵

La presse écrite est régie par les dispositions du dahir du 15 novembre 1958 qui a été profondément modifié en octobre 2002 par la loi 77-00. La plus grande partie des dispositions de cette loi régit uniquement la presse écrite et l'édition, à l'exception des dispositions du quatrième chapitre qui ont été réservés à l'aspect répressif, et qui traitent des crimes et des délits susceptibles d'être commis par voie de presse ou par tout autre moyen de publication.

La communication audiovisuelle est considérée comme étant l'un des moyens de publication pouvant donner lieu à des infractions de presse. L'article 38 sanctionne la provocation aux crimes et délits et dispose clairement que les actes constitutifs de cette infraction peuvent être commis par « les différents moyens de communication audiovisuelle » et les autres articles de ce même chapitre renvoient, dans le cadre de la détermination des moyens pouvant être utilisés dans la commission de l'acte matériel, aux dispositions de l'article 38.

Les médias sont donc tous soumis au même régime répressif, quelle que soit la nature du support utilisé. Il existe cependant à ce titre certaines nuances. La plus importante d'entre-elles est liée à la détermination des personnes responsables et à la portée de leur responsabilité. Contrairement au directeur de publication qui est considéré comme étant pénalement responsable de tout ce qui a été édité, même des articles portant la signature d'un tiers, le directeur d'une chaîne de télévision n'est

5 Dahir n° 1-02-207 du 3 Octobre 2002 portant promulgation de la loi n°77-00 modifiant et complétant le Dahir n° 1-58-378 du 15 Novembre 1958 formant code de la Presse et de l'Édition. Dahir n° 1-02-207, publié au Bulletin Officiel n° 5080 du jeudi 6 février 2003. Dahir n° 1-58-378, publié au Bulletin Officiel n° 2404Bis du jeudi 27 novembre 1958.

pas considéré comme responsable des déclarations faites par des personnes qui ont été appelées à s'exprimer en direct sur son antenne.⁶

1.2.3 Le Dahir portant création de la HACA⁷

Le Dahir du 31 août 2002 portant création de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle constitue, d'un point de vue chronologique, la première pierre posée dans l'édifice de la réforme du secteur audiovisuel. Ce Dahir a pour objectif de mettre en place une autorité de régulation chargée notamment d'octroyer les licences de diffusion et de veiller au respect, par les acteurs des deux secteurs, public et privé, des obligations légales et de celles prévues par les cahiers des charges et les conventions qui vont être établies.

Le Dahir portant création de la HACA contient 23 articles regroupés en cinq titres. Les deux premiers ont été réservés à la détermination des règles régissant les deux organes de la Haute autorité que sont respectivement le Conseil supérieur et la Direction générale. Le troisième titre relate les sanctions qui peuvent être prononcées par la Haute autorité à l'encontre des contrevenants. Le quatrième traite des dispositions relatives à la gestion financière.

1.2.4 Le décret-loi sur la suppression du monopole de l'État⁸

La deuxième étape du processus de réforme du secteur audiovisuel se traduit par la suppression du monopole étatique sur le secteur de l'audiovisuel. Cette étape a été franchie suite à la promulgation, le 10 septembre 2002, d'un décret-loi portant abrogation des dispositions du dahir du 25 novembre 1924 relatif au monopole de l'État en matière de radiodiffusion et de télévision, cela en vertu de l'article 55 de la constitution.

La levée du monopole étatique sur ce secteur constitue une étape clé du processus de libéralisation. La promulgation d'un texte de loi était nécessaire car le monopole lui-même était prévu par une autre loi qu'il fallait abroger.

Par ailleurs, le législateur marocain n'a fait qu'institutionnaliser une situation de fait. Car même si la communication audiovisuelle était juridiquement soumise au monopole étatique, le paysage audiovisuel marocain avait déjà connu une libéralisation dans les faits que nous pouvons qualifier de partielle, et qui a permis à certains opérateurs privés de s'installer dans le secteur de la communication télévisuelle (2M) et radiophonique (Médi 1, Radio Sawa).

1.2.5 La loi n°77-03 relative à la communication audiovisuelle

Promulguée par le Dahir n° 1-04-257 du 25 Kaada 1425 (7janvier 2005), la loi n° 77-03 constitue, comme le rappelle son préambule, un jalon important dans le processus visant, indéniablement, un point de rupture avec le mode de gestion traditionnel de la communication audiovisuelle, qui pendant longtemps fut basé sur le credo sécuritaire ainsi que sur des méthodes juridiques archaïques et approximatives.

6 La jurisprudence française justifie cela par le fait que le pouvoir de contrôle dont dispose le directeur d'un média audiovisuel, qui sert de fondement à cette responsabilité, ne peut pas s'exercer dans ces circonstances.

7 Dahir n° 1-02-212 du 31 août 2002 portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle modifié par le Dahir n° 1-03-302 du 11 novembre 2003 et par le Dahir n° 1-07-189 du 30 novembre 2007 et par le Dahir n° 1-08-73 du 20 octobre 2008 - Version consolidée. Dahir n° 1-02-212, publié au Bulletin Officiel n° 5036 du dimanche 15 septembre 2002. Dahir n° 1-03-302, publié au Bulletin Officiel n° 5162 du jeudi 20 novembre 2003. Dahir n° 1-07-189, publié au Bulletin Officiel n° 5584 du jeudi 6 décembre 2007. Dahir n° 1-08-73, publié au Bulletin Officiel n° 5680 du jeudi 6 novembre 2008.

8 Décret-loi n° 2-02-663 du 10 septembre 2002 portant suppression du monopole de l'Etat en matière de radiodiffusion et de télévision. Publié au Bulletin Officiel n° 5040 du jeudi 19 septembre 2002.

En effet, ayant pour références philosophiques fondamentales les valeurs constitutionnelles du Royaume que sont l'islam, l'unité nationale et territoriale ainsi que la monarchie constitutionnelle d'une part, la loi 77-03 se veut aussi résolument tournée vers le monde moderne dont elle adopte les principes généraux tels que ceux relatifs aux droits humains, affirmant ainsi une volonté certaine d'opter pour l'option libérale de la politique audiovisuelle fondée sur le respect du pluralisme et de la liberté d'expression, dans le cadre d'un Etat de droit moderne et spécifiquement marocain.

La loi 77-03 relative à la communication audiovisuelle, promulguée le 7 janvier 2005, est un texte qui détermine le régime juridique de la communication audiovisuelle. Cette loi est composée de 85 articles. Les deux principaux titres de ce texte ont été réservés à la détermination des règles régissant les secteurs public et privé de la communication audiovisuelle.

Le deuxième titre consacré à la communication audiovisuelle privée détermine les conditions et la procédure relative à l'attribution des licences et des autorisations de diffusion. Il détermine également le rôle des cahiers de charges qui vont être conclus avec les opérateurs privés et procède à l'exposition des dispositions qu'ils doivent contenir.

Le troisième titre régit le secteur public de la communication audiovisuelle. Ce titre procède à la détermination des objectifs du secteur public qui le distinguent du secteur privé et décline le nouveau statut de la RTM, qui se transforme en une société nationale ayant la forme d'une société anonyme, la Société nationale de radiodiffusion et de la télévision (SNRT).

Le quatrième titre expose les différentes obligations que les opérateurs doivent assumer et pose les principes régissant les différentes formes de publicité (parrainage, téléachat, publicité directe). Enfin, le cinquième titre a été réservé à la détermination des sanctions pouvant être prononcées à l'encontre des contrevenants.

Concrètement, et malgré quelques imprécisions, l'apport fondamental de cette loi demeure indéniablement sa propension à fixer enfin un cadre juridique clair qui détermine les principes généraux et les mécanismes essentiels à la restructuration du secteur de la communication audiovisuelle, offrant de nouvelles possibilités d'installation et d'exploitation à des opérateurs privés dans un environnement désormais régulé par une institution spécialisée et autonome, qu'elle rend en outre garante d'une équité et d'une transparence qui faisaient jusque là cruellement défaut.

II. Principales carences et limites de la situation actuelle

2.1 Diagnostic du champ médiatique actuel

Le paysage audiovisuel marocain a connu une certaine diversité même pendant le règne du monopole étatique. Cette situation était due à la libéralisation de la communication audiovisuelle satellitaire et aux expériences exceptionnelles menées par le secteur privé et qui ont, en quelque sorte, contribué à la concrétisation de la libéralisation audiovisuelle de facto. À cela s'ajoute le fait qu'avant même la libéralisation et la démocratisation des antennes paraboliques, de nombreuses chaînes étrangères étaient déjà captées par une grande partie de la population dans plusieurs villes du pays. Ces chaînes introduites de fait dans le paysage audiovisuel marocain sont respectivement la chaîne moyen-orientale MBC, la chaîne française internationale TV5 et la chaîne anglaise Sky Channel.

Par ailleurs, la région Nord du Royaume, en raison de sa proximité du continent européen a connu depuis très longtemps une grande ouverture audiovisuelle sur les chaînes espagnoles et portugaises qui se sont très vite intégrées dans les habitudes de consommation de sa population.

L'ensemble de ces éléments a contribué au façonnement d'un paysage audiovisuel pléthorique qui, bien que juridiquement et officiellement sous un monopole étatique, faisait preuve dans les faits d'une grande ouverture envers les médias étrangers et a concouru à l'émergence d'expériences novatrices menées par le secteur privé ayant conduit à la création de 2M et de Média 1.

2.1.1 Les sociétés nationales de l'audiovisuel public

A) La Société nationale de radiodiffusion et de télévision (SNRT)

La SNRT constitue le pôle public de la communication audiovisuelle. Cette société nationale, dotée de la forme d'une société anonyme et à qui le législateur a transmis l'ensemble des prérogatives dévolues dans le passé à la RTM (Radio Télévision Marocaine), sera appelée à accomplir une mission de service public dans le secteur de la communication audiovisuelle.

La transformation du statut de l'opérateur historique vise à atteindre deux objectifs. Le premier s'inscrit dans le besoin d'harmoniser le statut de cette structure avec les dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle exigeant que tout opérateur exploitant un service audiovisuel de communication doit avoir la forme d'une société anonyme. Le deuxième objectif s'inscrit dans la volonté de réorganiser cet opérateur et de le doter d'une structure plus moderne afin de le préparer à la concurrence que le secteur de la communication audiovisuelle va connaître après la création des premiers services privés.

La Société nationale de radiodiffusion et de télévision sera constituée de plusieurs directions : la direction de la radio, la direction de la télévision, la direction de la télédiffusion et le service autonome de publicité (SAP). La loi sur la communication audiovisuelle garantit au personnel des anciens organismes concernés par cette réforme, en l'occurrence, la RTM et le SAP, un statut qui ne peut être en aucun cas moins favorable à celui dont il a bénéficié avant la mise en place de la réforme.

Le personnel de la RTM est estimé à 2107 employés dont 36% de femmes. Ce personnel est réparti comme suit : 312 employés travaillent au sein de la direction générale et la direction des ressources humaines; 666 à la direction de la radio dont 400 au service central; 747 travaillent dans la direction de la télévision dont 600 au service central. La masse salariale constitue 174 millions de DH. L'importance de cet effectif s'explique par la diversité des services offerts par l'opérateur historique qui a lancé une autre chaîne éducative satellitaire Arrabi'a, à côté d'Al Maghribya à caractère généraliste, et qui prépare le lancement d'autres chaînes publiques thématiques satellitaires : une chaîne parlementaire, une chaîne de sport et une chaîne religieuse.

Le budget annuel de la RTM est estimé à 800 millions de DH. 174 millions sont destinés à l'investissement et 625 millions au fonctionnement. Les principales sources de revenu de cette chaîne proviennent respectivement du Fonds de soutien à l'audiovisuel (qui contribue à la hauteur de 230 millions de DH, ce qui constitue 60% des ressources de ce fonds), des recettes publicitaires (110 millions), et de ressources diverses et exceptionnelles (25 millions). Le reste provient de la taxe sur l'audiovisuel.

La radio nationale dispose d'une grande présence dans le paysage radiophonique national. Elle propose une offre très variée composée de trois chaînes : une chaîne arabe, une chaîne amazighe et une chaîne internationale, et dispose d'une présence très forte au niveau régional. Elle dispose de neuf stations régionales : Tanger, Tétouan, Oujda, Fès, Casablanca, Marrakech, Agadir, Laayoune et Dakhla.

B) SOREAD-2M

SOREAD-2M était au départ une chaîne de télévision privée payante. Elle a été créée en 1989 sur l'initiative de plusieurs entreprises privées marocaines, regroupées autour du groupe ONA (Omnium Nord Africain), qui est le premier groupe privé marocain, et avec la participation de plusieurs investisseurs étrangers, tels que les français Bouygues et TFI et le canadien Vidéotron.

Au début, l'actionnariat de la SOREAD, nom de la société qui se trouve derrière la création de 2M, était composé comme suit : 51 % appartenait à l'ONA et aux autres partenaires marocains (BMCE, BMCI, SMDC, Al Watanya, Groupe Kettani et la CIMR). À elle seule, l'ONA détenait 16% du capital, et 49% appartenait aux différents partenaires étrangers. Cet actionnariat n'a pas cessé d'évoluer tout au long de la phase privée de la vie de cette chaîne. En 1994, suite aux problèmes financiers rencontrés par cet opérateur, l'ONA est devenu l'actionnaire majoritaire en détenant 54.5% du capital.

Le début de l'expérience de 2M a eu lieu après la conclusion d'un accord par le biais duquel l'État a concédé son droit monopoliste d'exploiter le secteur de la communication audiovisuelle pour une durée déterminée de vingt ans. Ce contrat de concession a permis de donner un fondement juridique à l'existence de cette chaîne.

En 1996, l'État devient le principal actionnaire de 2M. Actuellement, l'État possède 72% du capital de 2M, l'ONA possède 21%, 5% du capital se trouve entre les mains de différents investisseurs marocains appartenant au secteur bancaire et des assurances et 2% appartiennent à des investisseurs étrangers.

Le personnel permanent de 2M, hors personnel free lance et occasionnel, est de l'ordre de 580. Ce dernier se répartit comme suit : 52% sont des cadres, 34% maîtrise et 14% employés. Les femmes constituent 28% du personnel.

Le budget annuel est estimé à 580 millions de DH. La majeure partie des ressources est récoltée grâce à la publicité, environ 450 millions de DH. Le reste, 133 millions de DH, est fourni par le Fonds de soutien à l'audiovisuel.

La chaîne diffuse ses programmes en deux langues : l'arabe et le français. La programmation arabe constitue 51 % de la totalité de la programmation. 24% des programmes diffusés en première diffusion et en rediffusion concernent la production nationale.

La part de 2M dans le marché publicitaire télévisuel marocain est très importante. Elle est de l'ordre de 71.5%. L'espace réservé à la diffusion des messages publicitaires est de l'ordre de 46 minutes et 27 secondes par jour (ces statistiques concernent l'année 2001). Sont concernés par ces messages 204 annonceurs et 549 marques.

Il faut cependant signaler à ce propos que les volumes de diffusion des messages publicitaires est désormais encadré par le cahier des charges de Soréad-2M, approuvé par la HACA le 27 juillet 2005. Il y est spécifié notamment que « pour une heure donnée, la durée totale des séquences publicitaires ne peut excéder 16 minutes en 2006, 15 minutes en 2007, 14 minutes à compter de 2008. Toutefois, pendant le mois de Ramadan, ce plafond est porté respectivement à 20 minutes, 18 minutes et 16 minutes ».

2M a conforté sa place dans le paysage audiovisuel national après le lancement de Radio 2M. La diffusion de cette station se focalise notamment sur la musique diversifiée. Elle joue également le rôle d'un radio-taxi en diffusant les annonces des émissions et programmes qui vont être diffusés sur la télévision et dans la mesure où sa création a pour rôle fondamental de faire augmenter son audience.

Si au départ la programmation de cette station radiophonique était essentiellement musicale, le récent cahier des charges de la société lui fait obligation, en tant que composante du secteur public de l'audiovisuel d'étoffer son offre de programmes afin de « satisfaire les besoins de culture, d'éducation, d'information et de divertissement d'un large public, et particulièrement du jeune public, en valorisant, dans sa diversité, l'identité nationale et en promouvant et en valorisant le patrimoine artistique marocain ».

La programmation de la station devrait comporter, selon le cahier des charges de Soréad-2M, « des programmes musicaux, des bulletins d'information, et des émissions consacrées notamment aux centres d'intérêts de la jeunesse, à la promotion des jeunes talents, à l'actualité musicale et culturelle, aux loisirs et au sport ».

C) MEDI I SAT

Au cours de l'année 2005, la société MEDI I SAT a exprimé à la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle sa demande de licence d'établissement et d'exploitation d'une télévision satellitaire, bilingue, d'information en continu à vocation internationale.

Après une première partie de l'instruction du dossier de demande, le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle, après avoir constaté qu'il dispose de l'ensemble des éléments permettant la prise de décision, a décidé la recevabilité juridique du dossier comme il a décidé la prise en charge de cette demande dans le cadre d'une procédure de gré à gré dans la mesure où le service n'exploitera pas la ressource fréquentielle terrestre.

Après l'audition du représentant légal de la société, sur invitation du Conseil Supérieur, et, après délibération de celui-ci, le tout conformément à la procédure en vigueur, il a été décidé, par décision n°32-06 en date du 10 mai 2006, d'attribuer à la société MEDI I SAT la licence d'établissement et d'exploitation d'une télévision satellitaire bilingue d'information en continu à vocation internationale.

Par ailleurs, les termes du cahier des charges ont été arrêtés par décision du Conseil Supérieur n°33-06 portant la même date.

En date du 16 avril 2009, la CDG a porté sa participation au sein du capital social de MEDI I SAT à plus de la moitié. De ce fait, la société MEDI I SAT est devenue une société nationale de l'audiovisuel public et ce, conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi 77-03 qui dispose que : « Au sens de la présente loi, on entend par sociétés nationales de l'audiovisuel public, les opérateurs de communication audiovisuelle constitués sous forme de sociétés anonymes dont le capital est détenu en majorité ou en totalité par l'Etat... ».

En date du 30 septembre 2010, le Gouvernement a soumis à la Haute Autorité, pour approbation, le nouveau cahier des charges devant encadrer le service télévisuel « MEDI I SAT » et ce, conformément aux dispositions de l'article 49 de la loi 77-03 relatives à la communication audiovisuelle. Après approbation de ce nouveau cahier des charges, MEDI I SAT, a pu s'implanter dans le paysage audiovisuel national via sa diffusion en mode analogique hertzien. Une nouvelle page de l'histoire de cet opérateur a été ouverte, notamment, par la possibilité d'accéder aux ressources publicitaires nationales ce qui permettra, à terme, d'assurer la viabilité économique et financière de cet opérateur.

2.1.2 Les opérateurs privés

Avant d'entamer cette partie du travail, il est nécessaire de souligner que les opérateurs audiovisuels privés en exercice sur le territoire national comptent en leurs seins deux opérateurs qui avaient débuté

leur exploitation avant l'avènement de la libéralisation, notamment, Médi I et radio SAWA. Aussi, la présentation de ces deux opérateurs s'est imposée :

A) Médi I (Radio Méditerranée Internationale)

Médi I constitue dans le domaine des médias radiophoniques ce que 2M constitue dans le cadre des médias télévisuels, mais ce, à une nuance près. Si l'expérience de 2M, en tant que station privée, s'est arrêtée quelques années après sa création, celle de Médi I a pu résister aux difficultés, notamment financières, que rencontrent les opérateurs privés et tout semble indiquer qu'elle continuera après la libéralisation.

Radio Médi I est née en 1980. Elle constitue le fruit d'une volonté de coopération franco-marocaine dans le domaine de l'audiovisuel qui avait pour prérogative, du côté marocain, d'enrichir le paysage audiovisuel marocain et, du côté français, de soutenir la francophonie et la présence de la langue française dans la société marocaine.

Le capital de cette radio est détenu par des investisseurs marocains et français. Les investisseurs marocains sont respectivement la SNI, la BMCE et la société de distribution Sochepress. Les investisseurs français étaient représentés par la SOFIRAD (la société anonyme de financement de radiodiffusion) dont le capital est détenu à 99% par le trésor public, soit par la Banque de l'Union Européenne, Thomson et Hachette.

Lors de son lancement, le capital de la société RMI (Radio méditerranée internationale), qui est une société en participation, était estimé à 200 millions de DH. 51% du capital était détenu par des personnes morales marocaines, ce qui a permis de conférer à cette société la nationalité marocaine. La gestion de cette radio est assurée par un conseil d'administration qui était présidé par le ministre de la communication.

La création de cette station radiophonique a été rendue possible grâce à une autorisation spéciale qui permettait à cet opérateur de déroger au monopole étatique que connaissait ce secteur. Cette radio bénéficiait également du monopole de la publicité radiophonique. Ce privilège n'a été levé que récemment. La promulgation de la loi 77.03 relative à la communication audiovisuelle a entraîné la mise en conformité du statut de Medi I avec les dispositions de ce nouveau cadre juridique. Le cahier des charges signé avec la HACA, le 2 août 2005, a mis fin au monopole de cette station sur la publicité radiophonique.⁹ Ce qui a permis aux autres stations radiophoniques, notamment radio 2M, de s'installer petit à petit sur ce marché.

La publicité constituait la seule source de financement de cette radio. Or, les ressources publicitaires, en raison de l'étroitesse du marché publicitaire radiophonique, ne permettaient pas de couvrir toutes les dépenses de fonctionnement. Ce gap était comblé grâce à la contribution institutionnelle de la partie marocaine qui supportait en grande partie le coût de l'énergie et une contribution similaire de la partie française qui prenait en charge les rémunérations attribuées au personnel expatrié.

Les émissions de RMI couvrent l'ensemble des pays du bassin méditerranéen. Cette radio est captée notamment, hormis le Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Mauritanie et dans une partie de la Libye. Elle dispose d'une situation très confortable dans le paysage audiovisuel maghrébin, où elle est considérée comme étant le premier média d'information radiophonique de la région. Ses auditeurs sont estimés entre 22 et 25 millions.

⁹ Ce monopole était en fait ébréché par une radio locale casablancaise, FIC FM, qui avait un statut spécial : exploitant une fréquence de l'ex-RTM, elle devait initialement accompagner les activités promotionnelles de la Foire Internationale de Casablanca, avant de devenir dans les faits une radio locale diffusant sur Casablanca une programmation à dominante musique et services et qui vendait des espaces publicitaires sur son antenne. Dans le cadre de la mise en conformité stipulée par la loi 77.03, cette station est retournée dans le giron de la SNRT.

L'information occupe la première place dans les programmes diffusés par RMI. Ces programmes sont diffusés en deux langues : l'arabe et le français. Chacune de ces deux langues occupe, d'après la convention initiale et le premier cahier de charges qui a été conclu avec la HACA, 50% de la totalité des programmes diffusés.

B) Radio Sawa

Radio SAWA est une radio publique américaine, dont le siège se trouve à Washington, qui a commencé la diffusion de ses programmes sur le réseau hertzien suite à une autorisation spéciale qui lui a été délivrée par le gouvernement marocain. Après la promulgation de la loi sur la communication audiovisuelle, la HACA a engagé avec la station américaine la procédure devant aboutir à sa mise en conformité avec le nouveau cadre juridique. Dans un premier temps, les responsables de la station ont mis en avant le statut particulier de cette chaîne radiophonique dans l'espoir de jouir d'un traitement sur mesure, arguant en particulier du fait qu'elle ne diffusait pas de publicité sur son antenne et qu'elle n'avait, par voie de conséquence, pas de caractère commercial. Or, le CSCA, en tant qu'instance délibérante de la HACA, fort des dispositions sans ambiguïté de la loi en la matière, a adopté comme principe d'appliquer la même règle à tous les opérateurs concernés par la mise en conformité avec le nouveau cadre juridique. Le mot d'ordre de l'instance de régulation sur ce sujet est de ne tolérer aucune exception. Cependant, fidèle à une devise que le régulateur s'est fixé, il a accordé à la station américaine un « délai de grâce » durant lequel il lui a apporté, à l'instar des autres opérateurs, l'accompagnement qui leur « permet de s'installer confortablement dans la loi », selon les propos tenus par le du Président de la HACA, lors d'une rencontre avec la presse, le 31 mai 2005.

C) Les opérateurs audiovisuels issus de la 1^{ère} génération de licences privées

De prime abord, il est nécessaire de signaler que le secteur privé actuel a été façonné en deux temps, notamment, par la première génération de licences (G1) et la deuxième génération de licences (G2). Pour ces deux étapes, la HACA a considéré que l'octroi de licences pour l'exploitation de services de communication audiovisuelle était une activité qui revêtait un caractère plus stratégique qu'opérationnel, un levier important de régulation du secteur dans son ensemble.

Partant de là, la Haute Autorité a défini une stratégie pour le paysage radiophonique qui s'articulait autour de trois axes :

- > Un paysage diversifié. Cette diversité devant s'entendre à la fois en pluralité des opérateurs et en diversité des programmes ;
- > Un paysage complémentaire en termes de vocation et de contenu ;
- > Un paysage équilibré, également en termes de vocation et de contenu.

Le nombre total d'opérateurs issus de la 1^{ère} génération est de 8 opérateurs radiophoniques qui éditent 14 services à couverture locale, multirégionale ou nationale et un opérateur télévisuel à couverture internationale par voie satellitaire.

D) Les opérateurs privés issus de la 2^{ème} génération de licences privées

Pour la seconde génération, pour des raisons de conjecture et d'étroitesse du marché publicitaire marocain, le Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle a décidé de ne pas accorder de licence télévisuelle.

Par contre, le champ radiophonique s'est enrichi par la venue de quatre opérateurs thématiques sur l'ensemble du territoire, ce qui porte le nombre total des opérateurs radiophoniques à 13 éditant 23 services radiophoniques à couverture multirégionale ou nationale.

E) Les opérateurs titulaires d'autorisation d'exploitation et de commercialisation de services audiovisuels à accès conditionnels

Un régime d'autorisation est institué pour les opérateurs désirant commercialiser des services à accès conditionnel sur le territoire national par l'article 14 de la loi 77.03 relative à la communication audiovisuelle. Depuis l'avènement de la libéralisation deux étapes distinctes ont été relevées : la mise en conformité des opérateurs en exercice avant la loi 77.03 relative à la communication audiovisuelle et le traitement des nouvelles demandes à la lumière du nouveau cadre juridique régissant ce volet de l'activité audiovisuelle.

Ainsi, on retrouve la société SAMAHA MEDIA qui commercialisait le bouquet à accès conditionnel « AL AWAEAL/ARABESQUE » du groupe ART, puis la société KHALSA HOLDING qui commercialisait le bouquet à accès conditionnel « SHOWTIME ».

Par la suite, est venue s'ajouter à ces deux opérateurs, la société « CINEST » qui commercialise le bouquet « Al Jazeera Arriyadia », la société « MEDINETWORK » qui commercialise le service à accès conditionnel « BIS BY MEDINET » et la société « CANAL OVERSEAS MAROC qui commercialise le service à accès conditionnel « CANAL+ », puis enfin, la société Ittissalat Al Maghrib qui commercialise les services à accès conditionnel « TV via ADSL » et « TV via MOBIL ».

2.2 Principales carences de la configuration actuelle du secteur audiovisuel

2.2.1 Les carences dans le cadre légal

Plusieurs zones d'ombre résident dans l'arsenal légal encadrant le secteur audiovisuel marocain.

A) Le pôle public

Il est indiscutable que le but explicite de la loi 77.03 est de consacrer la liberté d'entreprendre dans le domaine de la communication audiovisuelle. Un autre objectif, certes implicite mais non moins important que le premier, sous-tend ce texte. Il s'agit de créer l'environnement propice pour stimuler le secteur public de l'audiovisuel, étant donné que la multiplication des opérateurs est la meilleure façon de pousser ceux-ci à rester à l'écoute de la population, à fortiori pour le service public.

Malheureusement, tel qu'appréhendé, le secteur public de l'audiovisuel, nonobstant l'apparence de spécificité que lui reconnaît la loi, ne bénéficie pas d'une vision claire sur les missions et les objectifs qui lui sont assignés. L'article 46 de la loi stipule que « le secteur audiovisuel public assure, dans l'intérêt général, des missions de service public tendant à satisfaire les besoins de culture, d'éducation, d'information et de divertissement du public et ce, par le canal des sociétés nationales de l'audiovisuel public ». Comme si le secteur privé de l'audiovisuel, légitimement mercantiliste, peut prétendre à d'autres objectifs que la culture, l'éducation, l'information et le divertissement. Cette définition des missions de service public, qui, de surcroît, évoque le public plutôt que le citoyen, s'accommode plus d'une situation de monopole que d'une situation de concurrence.

Sur la base de cette définition, il est illusoire de s'attendre à l'émergence d'un véritable pôle public orienté vers le citoyen plutôt que vers le consommateur, surtout qu'il est, au même titre que le secteur privé, en concurrence avec ce dernier sur les ressources financières de subsistance.

Cette situation est aggravée par le modèle organisationnel actuel du pôle public qui défavorise la complémentarité, la coordination, le service du citoyen et l'optimisation de la gestion des ressources humaines et matérielles.

B) Les métiers de l'audiovisuel

La loi 77.03 reconnaît deux métiers de l'audiovisuel, l'opérateur de communication audiovisuelle et le distributeur. Cette simplicité cache en réalité une vision dépassée et inadaptée dans le traitement des métiers de l'audiovisuel, parce qu'elle se base sur la situation actuelle du pôle public, méconnaissant toutes les évolutions technologiques éprouvées en la matière et les contraintes de gestion moderne et efficace de l'audiovisuel.

Cette vision restrictive des choses a eu un impact direct sur la mise en place de la 1^{re} génération de licence, en particulier; et sur la portée du champ d'action de la Haute Autorité, en général. Ce dernier impact, d'ordre institutionnel, risque d'avoir des conséquences très négatives sur l'évolution harmonieuse et surtout, pérenne du paysage audiovisuel, particulièrement eu égard à l'inertie avérée du pôle public en matière de diffusion face à la demande des nouveaux acteurs privés.

Dans le même cadre, il est vrai que la loi prévoit la définition de « l'éditeur de service », mais elle s'arrête à ce niveau, sans en tirer les conséquences qui s'imposent sur le plan juridique et opérationnel. Ce manque d'harmonie dans le texte est accentué par l'absence de toute référence à un autre corps de métier complémentaire à l'édition qui est « l'opérateur réseau », d'autant plus que la spécialisation des métiers de l'audiovisuel est une condition sine qua non de qualité et d'équilibre du paysage.

C) Les conditions d'éligibilité à la licence

L'instruction des dossiers de la première vague de licences a révélé des limites et, parfois, des inadéquations importantes aux conditions d'éligibilité à la licence requises par les articles 18 et suivants de la loi.

Ainsi, à titre d'exemple, l'engagement de stabilité ne présente aucune portée juridique réelle. Il n'oblige pas les actionnaires à maintenir leurs participations, étant donné qu'ils peuvent soumettre au Conseil une demande de changement de l'actionariat. D'où sa nature insuffisamment dissuasive. D'autres formules pourraient être plus efficaces en la matière, comme, notamment, l'engagement d'inaliénabilité des actions du noyau dur pendant une certaine période à la lumière des pratiques utilisées en matière de privatisation.

Le même raisonnement pourrait être valable pour d'autres conditions, comme l'opérateur qualifié, sachant que le Conseil a adopté, lors de la première vague, une acception on ne peut plus extensive de cette condition.

Par ailleurs, la forme de société anonyme, qui est la principale condition d'éligibilité requise par la loi, semble être un frein considérable au rôle social qu'est censé jouer les services de communication audiovisuelle, particulièrement la radio en termes de vulgarisation, de sensibilisation des populations, ainsi qu'en termes d'intégration et de désenclavement culturel des régions reculées du pays. Ce frein demeure le plus dissuasif pour l'accession des services audiovisuels associatifs.

D) La publicité

Il est vrai qu'à la date d'aujourd'hui, le dispositif juridique relatif à la publicité ne montre pas d'insuffisance réelle, en termes de portée d'application. Tous les cas soulevés ont pu être couverts par ledit dispositif.

Toutefois, ce dispositif gagnerait à être davantage clarifié et détaillé, en ce sens que, dans le cadre de l'effort pédagogique d'accompagnement et de l'action préventive, la Haute Autorité pourrait proposer que la loi comprenne des applications plus lisibles et plus prévisibles des principes et règles généraux qu'elle édicte. L'intérêt de cette démarche est de rendre le corpus relatif à la publicité mieux accessible aux intervenants dans ce domaine.

2.2.2 Services audiovisuels et Internet

L'arrivée de l'accès Internet à haut débit a introduit une myriade de services multimédias interactifs innovants et créé une nouvelle plate-forme de distribution de contenus et d'informations audiovisuels. L'Internet à haut débit fournit non seulement du texte, des données et des images, mais aussi du divertissement, ce qui a pour effet de créer un processus de convergence entre l'Internet (télécommunications) et les applications de radiodiffusion (Audiovisuel).

En effet, ce développement place les régulateurs de l'audiovisuel à travers le monde face à de nouveaux défis : ce nouveau support de communication audiovisuelle donne d'emblée aux programmes diffusés une couverture mondiale, et semble donc, à première vue, les exonérer de toute réglementation nationale ou régionale. Or, l'amélioration de la qualité de la transmission des programmes audiovisuels sur Internet risque d'en faire un vecteur privilégié, qui sera concurrent des modes de diffusion classiques, qu'encadrent d'ores et déjà des dispositions légales précises.

Dès lors, lesdites instances se trouvent devant une alternative claire : soit deux régimes fondamentalement différents perdurent selon que les services sont diffusés sur Internet ou par des moyens de diffusion classiques, soit un même régime s'instaure quel que soit le moyen de diffusion.

Pour le cas du Maroc, la question semble d'emblée tranchée. En effet, la rédaction de l'article 13 de la loi 77-03 relative à la communication audiovisuelle, sans prévoir expressément le mode de diffusion via Internet, a été assez flexible pour instituer un champ d'encadrement large (« tout ... mode de diffusion »), pouvant englober l'ensemble des innovations technologiques à venir. Par conséquent, les services audiovisuels (radio/télé) diffusant exclusivement sur Internet sont, en principe, soumis au régime de licence instauré par la loi 77-03.

Toutefois, il est nécessaire de s'arrêter sur un constat de carence de la loi 77-03 quant à la définition de télévision ou de radio. D'ailleurs, ce point revêt un intérêt des plus stratégiques pour la détermination des conséquences en découlant. En effet, hormis le fait qu'elles fassent l'objet d'une diffusion publique (pour ne pas être considérée comme une correspondance privée), la loi ne donne aucune indication sur les conditions devant être remplies par une radio ou une télévision pour être considérée comme un service de communication audiovisuelle, au sens de ladite loi, et, de ce fait, rentrer dans le champ de régulation de la Haute Autorité.

D'autre part, il est opportun de souligner que les trois dimensions d'Internet, réseau international, polycentrique et évolutif rendent l'exercice de la régulation particulièrement complexe : le caractère international d'Internet paraît s'opposer aux cadres normatifs nationaux ; sa nature polycentrique rend problématique la nécessité d'identifier et de sanctionner les services et leurs responsables ; l'évolution perpétuelle du Réseau rompt avec le temps long de l'évolution législative, de l'instruction des dossiers...

Dans un autre registre, quid de la problématique de savoir est ce que la réglementation traditionnelle des services de radiodiffusion ou de télévision doit-elle être conservée sur Internet ? Faut-il n'en conserver qu'une partie (par exemple concernant la protection de l'enfance ou de la dignité de la personne, ou les programmes violents ?) et assouplir cette réglementation traditionnelle sur d'autres points (s'agissant par exemple des quotas de diffusion des œuvres audiovisuelles, etc.) ?

De plus, se pose le problème des limites territoriales de la régulation. Le principe de la souveraineté veut que la portée de l'autorité du régulateur se limite aux services audiovisuels relevant du territoire national. A cet effet, il est légitime de retenir comme critère de localisation (services national ou étranger) le lieu d'hébergement du service. Aussi, serait-il national tout service hébergé chez un fournisseur marocain d'accès Internet.

En tout état de cause, malgré les progrès technologiques, l'importance des investissements économiques nécessaires pour moderniser les infrastructures de diffusion ne devrait pas permettre à court terme de développer des services de télévision à grande échelle sur l'Internet. Il n'en demeure pas moins que la radio sur Internet est déjà une réalité.

Il va sans dire que la législation marocaine est déjà outillée pour encadrer la sphère Web dans sa globalité ; lois relatives à la signature électronique et au commerce électronique¹⁰, à la protection des bases de données¹¹, aux droits d'auteur¹², à la presse¹³ à côté de textes plus « classiques », notamment, le Code pénal, le Code des obligations et des contrats... la difficulté relevant, au demeurant, de la mise en cohésion de l'ensemble, mais également de la question plus globale de l'effectivité de la norme juridique, par la mise en œuvre de moyens à même d'en assurer la meilleure application.

En ce qui concerne la sphère audiovisuelle, la loi 77.03 relative à la communication audiovisuelle, comme c'est le cas des textes précités, dispose déjà des aménagements nécessaires pour la prise en charge de ce nouveau mode de diffusion. Toutefois, elle pêche par le manque de clarté quant aux définitions des nouveaux intervenants¹⁴. Or, la délimitation du champ d'intervention de chacun permettra de dessiner les droits et obligations desdits intervenants.

Ainsi, la fixation de régimes appropriés à chaque type de service passe par une définition claire, qui devrait figurer dans la loi, des critères permettant de qualifier un service de télévision ou de radio-diffusion sonore¹⁵. Ces mêmes définitions ne devront pas se limiter à des éléments techniques mais devront porter sur le contenu et la finalité du service et, notamment, sur la mise à disposition du public d'images ou de sons, quelles que soient les modalités techniques de l'accès à ces services.

Il va sans dire que l'intégration de ces définitions devra se situer dans une optique d'approche globale visant à une modification législative de l'ensemble de l'arsenal en place. Tout en sachant que la mise en place d'une solution WEB TV/WEB Radio est largement moins budgétivore que les médias classiques, notamment, en termes d'infrastructures dédiées. D'ailleurs, le business model desdits services est fondamentalement différent des médias classiques.

En tout état de cause, la barrière à l'entrée des associations, des clubs sportifs et autres ONG instituée par l'article 18 de la loi 77.03 qui exige la forme de société anonyme doit être revue afin de permettre à ces acteurs d'intégrer ce pan de l'activité audiovisuelle et de profiter de cette force de frappe en vue de jouer pleinement leur rôle de fédérateur au sein de notre microcosme social.

10 Dahir n° 1.07.129 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n°53-05 relative à l'échange électronique des données juridiques.

11 Dahir n° 1.09.15 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n°09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

12 Dahir n° 1.00.20 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins modifié et complété par le Dahir n° 1.05.192 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-05 modifiant et complétant la loi n°2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins.

13 Dahir n° 1.02.207 du 25 rejeb 1423 (03 octobre 2002) portant promulgation de la loi n°77-00 modifiant et complétant le Dahir n° 1.58.378 du 3 Joumada I 1378 (15 novembre 1958) formant code de la presse et de l'édition.

14 Les métiers de référence tel que présenté par le livre blanc concernant la TV ADSL et les services audiovisuels haut débit du 13.12.04, notamment, les créateurs de contenus, les producteurs de contenus, les éditeurs de contenus, les opérateurs de transport, les plateformes de paiement, les distributeurs de contenu audiovisuel, les opérateurs télécom d'accès et opérateurs de service (ISP).

15 Voir titre « I » du présent préambule.

Etude

1. Introduction

Le Maroc a enregistré un retard significatif par rapport au pluralisme et la démocratisation de son système audiovisuel. La communauté internationale a reconnu, depuis des décennies, le pluralisme audiovisuel dans lequel coexistent trois systèmes médiatiques : le public-étatique, le privé-commercial et l'associatif-communautaire. Chaque système est régi par une régulation spécifique et joue un rôle distinct dans le développement de la société de l'information et du savoir et apporte sa propre plus-value au développement économique, social et culturel de la société.

Les radios communautaires constituent aujourd'hui un mouvement international dynamique et sont reconnues dans plusieurs de pays sur l'ensemble des continents¹. C'est dans les pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie que les radios communautaires sont les plus actives et sont régulièrement interpellées par leurs gouvernements et les institutions internationales pour engager les communautés locales qu'elles représentent dans des programmes de développement, surtout dans des zones rurales ou au sein des populations urbaines marginalisées.

L'intérêt que leur portent de nombreuses institutions internationales intergouvernementales comme l'UNESCO, la Banque Mondiale, la FAO et le PNUD, ainsi que de nombreuses fondations et ONG internationales est une preuve incontestable de leur importance dans le processus de développement et de démocratisation. Ces institutions ont mis en œuvre en partenariat avec ces radios des programmes de communication de proximité dans les domaines tels que de la santé, l'éducation, l'environnement, l'engagement civique et la démocratie locale.

Au Maroc, les radios associatives - communautaires ne sont pas reconnues par le législateur qui ne leur a pas accordé de statut juridique lors du vote parlementaire de la loi sur la communication audiovisuelle en 2004.

Aujourd'hui, la société civile marocaine milite pour remédier à cette carence. Elle a la conviction que les communautés qu'elle représente doivent jouir de leur droit à la communication tel que reconnu par le droit et déclarations internationaux et garanti par la constitution marocaine et la loi sur la communication audiovisuelle. Ce droit ne peut se réaliser que par une appropriation des moyens de communication audiovisuelle, en l'occurrence la radio qui est le moyen le plus accessible à toutes les communautés, surtout à celles qui vivent dans des zones pauvres et marginalisées.

2. La reconnaissance internationale des radios communautaires

A la base des radios communautaires se trouvent des principes universels qui légitiment leur existence et guident leurs actions. Ces principes s'inspirent des droits humains et des bonnes pratiques dans les sociétés démocratiques.

2.1 Les instruments internationaux, mécanismes onusiens et déclarations et chartes régionales

L'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé et ratifié par le royaume du Maroc, stipule que : « Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté

¹ A elle seule l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) réunit plus de 4000 radios communautaires, fédérations et alliés des radios communautaires dans plus de 115 pays. <http://www.amarc.org/index.php?p=home&l=FR>

de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix »

L'Article 19 garantit des droits fondamentaux qui ont une pertinence par rapports aux radios communautaires. Les droits « de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. », « s'appliquent également à l'accès et l'utilisation des fréquences radios, y compris celles utilisées par les radiodiffuseurs communautaires. »²

Le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies reconnaît implicitement l'existence des radios communautaires. En effet, dans sa nouvelle interprétation de l'Article 19 du Pacte international sur les droits civils et politiques, il exhorte les États partis au pacte d'« éviter d'imposer aux médias audiovisuels, y compris aux médias communautaires et aux chaînes commerciales, des conditions d'octroi de licence trop rigoureuses et des droits de licence excessifs. »³

Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté d'opinion et d'expression reconnaît aussi la légitimité des radios communautaires en déclarant dans son rapport de sa mission en République des Maldives que : « La radiodiffusion communautaire offre un modèle social et économique alternatif pour le développement des médias qui peut élargir l'accès à l'information, aux voix et opinions. Ces programmes devraient encourager la participation active de la communauté dans leur initiation, production et présentation. »⁴

Le rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) déclare que : « ...La CIDH et le Bureau du Rapporteur spécial ont reconnu que les médias communautaires remplissent une fonction essentielle dans notre hémisphère pour les différents secteurs de la société, à exercer leurs droits à la liberté d'expression et d'accès à l'information. Dans ces déclarations, ils ont établi qu'il est nécessaire que les États reconnaissent légalement les médias communautaires, pour le spectre à réserver pour ces types de médias et pour qu'il y ait un accès égal à des licences qui reconnaissent le caractère distinct des privés non commerciaux des médias ». ⁵

La Déclaration sur les principes de la liberté de l'audiovisuel de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples reconnaît aussi l'existence des radios communautaires et appelle les États africains à encourager la radiodiffusion communautaire « compte tenu de son potentiel pour élargir l'accès des pauvres et des communautés rurales aux ondes. »⁶

La charte africaine sur la radiodiffusion reconnaît aussi les radios communautaires lorsqu'elle déclare dans son titre 3 que :

- > « La radio télédiffusion communautaire s'adresse à la communauté, est un produit de la communauté et porte sur la communauté, sa propriété et sa gestion sont représentatives de la communauté, qui suit un programme de développement social, et est une entreprise à but non lucratif.

2 <http://www.article19.org/resources.php/resource/1176/en/uruguay:-senate-must-approve-community-broadcasting-bill>

3 Observation générale no 34 : Article 19: Liberté d'opinion et liberté d'expression. Comité des droits de l'Homme, 102e session. Genève, 11-29 juillet 2011.

4 Report of the special rapporteur on the right of freedom of opinion expression and expression, Frank La Rue on his mission to the Republic of the Maldives. Human Right Council. Eleventh session, Agenda item 3 A/HRC/11/4/Add.3. 25 May 2009

5 Ibid.

6 La Déclaration a été adoptée par la Commission africaine des droits humains et des peuples, réunie en sa 32^{ème} Session Ordinaire, à Banjul, en Gambie, du 17 au 23 Octobre 2002

- > Il convient de clairement reconnaître, notamment au sein de la communauté internationale, la différence qui existe entre la radio télédiffusion publique décentralisée et la radio télédiffusion communautaire.
- > Il conviendrait de faire en sorte que soit respecté le droit, pour les opérateurs communautaires, d'avoir accès à l'Internet, au profit de leurs communautés respectives. »⁷

2.2 Reconnaissance par les organisations internationales intergouvernementales

Les organisations internationales intergouvernementales ont été les premières à reconnaître les radios communautaires, à aider à leurs installations et à les soutenir pour accompagner des projets de développement. L'UNESCO, la Banque Mondiale, la FAO et le PNUD sont parmi les organisations les plus actives.

L'UNESCO est la plus importante des organisations internationales qui travaillent pour la promotion et le soutien des radios communautaires dans le monde et surtout dans les pays en développement. Elle considère comme prioritaire « l'octroi et le renforcement de moyens de communication et d'information au niveau des communautés locales. »⁸ L'organisation affirme aussi que la radio communautaire « tient une place particulière au sein des programmes de l'UNESCO »⁹, et que l'objectif de ce programme est « d'examiner les questions sociales au niveau communautaire, telles que la pauvreté et l'exclusion sociale, de déléguer des pouvoirs aux groupes ruraux marginalisés et de catalyser les processus démocratiques et les efforts de développement. »¹⁰

L'UNESCO a produit des manuels techniques pour l'installation des radios et de formation des animateurs. Elle a aussi financé directement des projets de radios communautaires à travers son Programme international de développement de la communication (PIDC). Elle intervient dans plusieurs pays en Afrique, Amérique du Sud et en Asie.¹¹

La Banque Mondiale intervient dans le champ des radios communautaires à travers son programme Engagement civique, renforcement des capacités et respect de la diversité (CEERD), qui consiste à soutenir les organisations non gouvernementales intéressées à établir des stations de radios communautaires et de développer leurs capacités dans la programmation, les reportages, la gestion et la mobilisation des ressources.¹² La Banque mondiale met l'accent sur la radio communautaire parce que celle-ci « peut être un véhicule important pour le développement participatif. La radio permet d'éroder l'un des aspects clés de la pauvreté, celui de l'isolement. »¹³

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutient particulièrement la radio rurale car pour elle, cette radio reste encore un moyen de communication vital pour les pays en développement et que « En dépit des avancées technologiques dans le domaine de la communication, la radio est encore le média de masse disponible le plus répandu, accessible, abordable et flexible. Dans les zones rurales, il est souvent le seul moyen qui peut diffuser rapidement à un large public et à distance, l'information critique sur les marchés, les conditions météorologiques, des cultures et l'élevage et la protection des ressources naturelles. »¹⁴

7 Charte africaine sur la radiotélédiffusion, 3- 5 Mai 2001, Windhoek.

8 <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/media-development/community-media/>

9 Ibid.

10 Ibid.

11 Une des plus importantes publications de l'UNESCO est l'ouvrage en anglais : « Comment faire une radio communautaire. » Voir <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001342/134208e.pdf>

12 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

13 Ibid.

14 <http://www.fao.org/sd/ruralradio/en/index.html>

Pour la FAO la radio rurale implique « un processus à double sens, qui appelle à la participation active des communautés dans les activités de planification et de production des émissions de radio. Il est l'expression de la communauté plutôt que d'un canal pour la communauté. Il favorise l'échange de points de vue, rapproche les gens, stimule l'information, et améliore la valeur des savoirs locaux. »¹⁵

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intervient aussi dans le soutien aux radios communautaires qu'il considère comme une ressource essentielle pour la diffusion de l'information locale et pour garantir aux communautés une voix sur les implications des activités de développement économique proposées, afin de leur permettre la connaissance et la participation aux processus de planification de ces projets.¹⁶

Les projets les plus visibles du PNUD sur les radios communautaires se trouvent en Inde, au Laos et au Cambodge. En Inde, par exemple, le projet consiste à informer, à travers les radios communautaires, les populations rurales isolées sur leurs droits et les mettre en relation directement avec les avocats qui les soutiennent dans leurs démarches juridiques.¹⁷

2.3 Reconnaissance des radios communautaires par les Etats

Actuellement, plus de 100 Etats, sur l'ensemble des continents, reconnaissent les radios communautaires comme un tiers secteur dans le paysage médiatique.

Cette reconnaissance est le résultat de luttes de communautés locales et d'acteurs associatifs pour le droit à la liberté d'expression, la défense de leurs intérêts et l'affirmation et la protection de leurs spécificités sociales, culturelles et linguistiques.

L'histoire des médias communautaires varie d'un continent à un autre et même d'un pays à un autre.

C'est en Amérique latine que les radios communautaires ont débuté, leur existence remontant à plus de cinquante ans. Elles étaient au départ « hors-la-loi » et la Bolivie, la Colombie, le Pérou, le Vénézuéla, le Mexique et l'Argentine, entre autres, ont récemment élaboré des politiques afin de les réglementer.

En Europe, les premières radios communautaires ont émergé à partir des années 1980 pour remplacer les radios « pirates » des années 1960 et 70s. Leur légalisation est intervenue au moment des fins des monopoles étatiques sur l'audiovisuel. Aujourd'hui, on peut compter plus de 3000 radios communautaires en Europe, la majeure partie en Europe Occidentale.¹⁸

En Afrique, du Mali au Cameroun, du Sénégal à la République démocratique du Congo, en passant par le Togo, l'Afrique du Sud, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Niger et le Tchad, et dernièrement la Tunisie, tous connaissent une explosion du nombre de stations de radios communautaires, à tel point qu'on en compte aujourd'hui des milliers. Cette explosion est d'abord le résultat de la démocratisation des sociétés, la fin des monopoles étatiques sur l'audiovisuel et la libéralisation des ondes.

15 Ibid.

16 Communication for Development: A glimpse at UNDP's practice. UNDP. 2009. http://www.undp.org/oslocentre/docs09/FinalCfD_booklet.pdf

17 <http://www.beta.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/democratic-governance/dgttf/india-country-assessment-the-asia-pacific-rights-and-justice-initiative/IndiaA2/CountryAssessment.pdf>

18 Dr. Purita Juppi: Community radio in Europe and Finland, 2009. <http://www.slideshare.net/PuritaJuppi/community-radio-in-europe-and-finalnd>

En Amérique du Nord, c'est le Canada qui a développé un secteur communautaire radiophonique complexe depuis les années 1970.¹⁹ La loi reconnaît 4 types de radios : universitaires, communautaires, éducatives et celui des populations autochtones. Les radios francophones sont les plus importantes.

L'expérience de l'Asie est plus récente, mais le Bangladesh, le Népal, la Thaïlande, l'Inde et l'Indonésie octroient maintenant des licences de radio aux communautés.

En Australie, à peu près 500 radios communautaires couvrent tous le pays et presque toutes les cultures et minorités. Le secteur radiophonique communautaire emploie plus de 1000 personnes et est largement dirigé par des bénévoles, avec plus de 23.000 australiens qui contribuent aux opérations et à la programmation.²⁰ Selon des statistiques, 80% des radios communautaires sont rurales ou opèrent dans des zones isolées.²¹ Le système des radios communautaires en Australie est considéré comme le meilleur dans le monde. Il est soutenu financièrement par l'Etat.

Toutes ces radios communautaires ont le même objectif d'atténuer l'hégémonie des médias étatiques et privés et de fournir une programmation qui n'obéit pas à l'intérêt commercial. Elles représentent des communautés qui aspirent à prendre en charge leur propre besoin d'information, de culture et de développement.

Des acteurs, individus ou groupes continuent de militer avec persévérance pour la reconnaissance des radios communautaires dans d'autres pays.

2.4 Le mouvement international des défenseurs des radios communautaires

Le plaidoyer pour la radio communautaire est soutenu par un mouvement international implanté dans 115 pays.

Parmi les organisations les plus prédominantes se trouve l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC). Celle-ci s'est constituée en 1983 et représente aujourd'hui plus 4000 radios communautaires. Sa principale fonction est « d'accompagner et d'appuyer l'établissement d'un secteur mondial de la radio communautaire. » Elle plaide pour « le droit à la communication au niveau international, national, local et de quartier; défend et promeut les intérêts du mouvement des radios communautaires à travers la solidarité, le réseautage et la coopération. »²²

L'AMARC collabore avec toutes les organisations internationales intergouvernementales qui interviennent pour soutenir les radios communautaires et a organisé de nombreuses conférences internationales et régionales. Les plus importantes concernant la région arabe sont la conférence d'Amman (Jordanie) en novembre 2006 et la conférence Arabe - africaine de Rabat (Maroc) en Octobre 2007.

A l'issue de la conférence de Rabat, sponsorisée notamment par le Ministère de la Communication du Maroc, les participants ont adopté une déclaration qui a appelé de façon urgente les gouvernements des deux régions, Afrique et monde arabe, à une libéralisation des systèmes médias au niveau de la législation afin que soit reconnu et légitimé « un service communautaire qui doit être assimilé à un service d'intérêt public, dans le sens où il devrait être en mesure de se conformer à la définition

19 Community radio in a global context. A comparative analysis. AMARC, 2001. http://www.amarc.org/documents/articles/Community_Radio_Global.pdf

20 <http://www.cbaa.org.au/sites/default/files/Voices%20%26%20Vision%20-%20All%20About%20Community%20Broadcasting.pdf>

21 Ibid.

22 <http://www.amarc.org/index.php?p=home&l=FR>

reconnue d'un service public, c'est-à-dire la garantie de sa propre indépendance institutionnelle et éditoriale, le pluralisme et la diversité de ses contenus. »²³

Sur le terrain l'AMARC travaille avec de nombreux partenaires nationaux pour exiger des législations spécifiques pour les radios communautaires dans leurs pays ou des financements publics ou pour former les animateurs de ces radios à la bonne gestion ou aux techniques du reportage.

Le réseau de l'AMARC Afrique compte plus de 364 membres basés dans toutes les sous-régions du continent. Ce réseau lutte pour « appuyer le développement d'un environnement juridique, politique et culturel plus propice à la radiodiffusion participative ; développer des ressources humaines et matérielles en production et en gestion des radios ; promouvoir l'accès et la participation des femmes africaines à tous les aspects de la radio communautaire ; coordonner un réseau régional de radiodiffuseurs dont la mission est de jouer le rôle de trait d'union pour le transfert des compétences entre radios communautaires nationales. »²⁴

3. Non reconnaissance des radios communautaires dans le droit audiovisuel marocain

Le système audiovisuel national marocain est régi par la loi n° 77-03 sur la communication audiovisuelle. Elle a été précédée par la promulgation du dahir n° 1-02-663, du 31 août 2002, relatif à la création de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) et le décret-loi n° 2-02-663, du 10 septembre 2002, portant suppression du monopole de l'État sur la communication audiovisuelle nationale²⁵.

La libéralisation partielle du système audiovisuel marocain a été inaugurée par la fin du monopole étatique et la promulgation de la loi sur la communication audiovisuelle en 2005. Cette libéralisation, qui a mis fin à un système audiovisuel étatique verrouillé, peut être considérée comme le résultat de deux facteurs :

- > D'une part, par le développement des luttes revendicatives pour la démocratisation et le pluralisme du système médiatique menées par les acteurs politiques et associatifs longtemps exclus de l'accès aux médias étatiques ;
- > D'autre part, par le besoin de diversifier la production nationale audiovisuelle pour protéger les cultures nationales contre la globalisation des médias, et en particulier des effets sur le public marocain des programmes des télévisions satellitaires arabes, européennes et américaines.

La nouvelle loi sur la communication audiovisuelle ne reconnaît que deux types de systèmes audiovisuels : le service public propriété de l'État et le service commercial propriété du secteur privé. Le secteur associatif a été exclu sans aucune explication de la HACA hormis une petite déclaration sur son site web qui explique que : « Seules les personnes morales, ayant la forme juridique de société anonyme, peuvent créer une chaîne de télévision ou une station radio. Par conséquent, un parti politique ou une association ne peut créer une chaîne de télévision ou station radio. »²⁶

En 2004, avant le vote de la loi sur la communication audiovisuelle par le parlement, la société civile marocaine n'a pas été impliquée dans le lobbying pour proposer des amendements au projet de texte

23 First Conference of Community Radio in Africa-Middle East and North Africa Rabat, 22-24 October 2007.

http://podcast.amarc.org/amena/for_aa_mena_website/Declaration_de_Rabat_EN.pdf

24 http://amarc.org/index.php?p=Mission_Afrique&l=FR

25 Décret-loi n° 2-02-663 du 2 rejjeb 1423 (10 septembre 2002) portant suppression du monopole de l'État en matière de radiodiffusion et de télévision. Ce décret abroge les dispositions du dahir du 25 novembre 1924 relatives au monopole de l'État en matière de radiodiffusion. Voir annexe 2.

26 <http://www.haca.ma/indexFr.jsp?id=45>

de loi. Sa seule revendication, et elle est toujours valable, était la concrétisation du droit d'accès libre aux médias, surtout publics, pour exprimer ses opinions sur les problèmes du pays.

Aujourd'hui, la société civile revendique le droit à la liberté de communication tel qu'il est garanti par la loi sur l'audiovisuel. En effet, le préambule de la loi sur l'audiovisuel déclare que la loi vise « la protection de la liberté de communication audiovisuelle et la garantie des libertés d'expression, d'opinion et de communication, individuelles et collectives; ainsi que le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée dans la société. »²⁷

Le droit à la communication est aujourd'hui universellement interprété comme le droit de s'approprier les moyens de communication audiovisuels pour pouvoir s'exprimer collectivement ou individuellement. Ce droit est garanti par la nouvelle constitution.

L'absence de radios associatives- communautaires au Maroc est un déficit de la liberté d'expression et du droit à la communication et une violation des principes et normes internationales et régionales sur la liberté de la communication audiovisuelle.

4. Un mouvement national pour la revendication du droit à la communication audiovisuelle

Les revendications pour l'ouverture du champ médiatique aux radios associatives -communautaires ne sont pas nouvelles. Des pas ont été faits dans ce sens depuis plusieurs années déjà. En effet, en décembre 2006, à l'occasion de l'installation de la chaire UNESCO/Orbicom en « Communication publique et communautaire » par le Directeur Général de l'UNESCO et le ministre marocain de la communication, porte parole du gouvernement, ce dernier déclara : « Cette initiative (...) permettra aussi de faire promouvoir l'action visant à instaurer un meilleur cadre pour la mise en place de radios communautaires au Maroc, à l'heure où l'espace audiovisuel connaît des changements importants. »²⁸

Par la suite, la chaire UNESCO a mené un travail de plaidoyer, en partenariat avec un certain nombre d'ONGs, notamment l'Organisation Marocaine des Droits de l'Homme (OMDH), qui a abouti en octobre 2007 à l'organisation, par une entente entre le gouvernement marocain, l'AMARC et l'UNESCO, sous la coordination de la chaire UNESCO, de la première conférence internationale arabo - africaine des médias communautaires et associatifs à Rabat.

Récemment, dans le rapport final du dialogue national « médias et société » entrepris en 2010 par le Parlement, il est inscrit, parmi les 300 recommandations, certaines relatives à l'émergence, l'encadrement et la régulation (avec différentes formes de soutiens publics) de médias associatifs au Maroc. En parallèle de ce plaidoyer politique, le tissu associatif marocain a pris des initiatives, notamment des séminaires et ateliers d'information, de plaidoyer et de formation et dans certaines régions, notamment au Nord et au Sud-est du pays, certains sites web et portails communautaires s'initient, ces dernières années, à la diffusion de contenus radiophoniques et de télévision par streaming.

Les éléments mentionnés ci-dessus illustrent bien la maturité à laquelle est arrivée la société marocaine en vue d'une intégration organisée et légiférée de ce type de médias dans le paysage audiovisuel marocain.

27 Préambule de la loi sur la Communication audiovisuelle

28 Consulter : www.orbicom.ca

Le projet « Médias communautaires : pour une information citoyenne » vient donc faire progresser cet agenda. Ainsi, un cycle de six séminaires régionaux ayant rassemblé près de 500 acteurs associatifs, chercheurs et professionnels des médias, a été organisé entre avril et octobre 2011.

La conférence internationale de Marrakech, organisée du 5 au 8 décembre 2011, a réuni plus de soixante acteurs associatifs, journalistes, blogueurs, experts, formateurs et opérateurs de médias²⁹ qui se sont penchés sur la définition d'un cadre législatif, de régulation et d'autorégulation à même de promouvoir un secteur radiophonique communautaire dans le pays. La conférence a adopté une importante **Déclaration**³⁰ dans laquelle les participants ont souligné, entre autres, que le « droit à la communication » doit être considéré par le législateur et les pouvoirs publics en tant que droit inaliénable et que le champ médiatique doit être encadré par le référentiel des droits de l'Homme tels que stipulé dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ainsi que par l'éthique et la déontologie des médias telles que consignées dans les chartes adoptées et promues parmi les professionnels des médias au plan régional et international.

Les participants ont aussi demandé à ce que le secteur des médias communautaires soit reconnu et outillé par un nouvel encadrement législatif de régulation et d'autorégulation, pour que sa légitimité et sa liberté d'action et d'expression soit installées aux plans institutionnel et politique, en tant que troisième secteur aux côtés des médias du service public et privé.

Le renforcement des capacités engagé en parallèle des séminaires de concertation et de réflexion, à travers des sessions de formation, ont démontré que la société civile marocaine est arrivée à un stade de maturité avancé pour qu'elle puisse prendre en charge au niveau technique, éditorial et au niveau des ressources humaines, le fonctionnement et la gestion de radios communautaires.

5. Définitions, caractéristiques et fonctions de la radio communautaire

Le but de ce passage en revue des différentes définitions de la radio communautaire adoptées par des organisations internationales et nationales publiques ou non-gouvernementales, est d'arriver à une définition opérationnelle pour le contexte marocain.

Les radios communautaires ne sont pas toutes similaires et les définitions sont nombreuses, selon les différents contextes nationaux, ou la nature et la fonction des radios communautaires.

5.1 Définitions de la radio communautaire

De prime abord, il est important de signaler que le concept de « communauté » ne signifie pas le communautarisme qui est un terme « sociopolitique désignant les attitudes ou les aspirations de minorités (culturelles, religieuses, ethniques...) visant à se différencier volontairement et à se dissocier du reste de la société »³¹.

La communauté se définit comme « un groupe de personnes qui partagent des caractéristiques et / ou des intérêts communs. La communauté d'intérêts devrait être basée sur l'appartenance à une zone géographique commune, c'est-à-dire des personnes vivant dans une ville, un village ou ayant des liens

29 Ont participé aussi des experts et spécialistes des médias communautaires à l'échelle mondiale, venant notamment d'Amérique latine (Argentine, Brésil), d'Afrique (Ghana, Sénégal, Niger, Egypte, Tunisie), d'Orient (Palestine) et d'Europe (France)

30 Déclaration de Marrakech sur les médias communautaires et associatifs au Maroc (Décembre 2011)
<http://www.e-joussour.net/node/10747>

31 Communautarisme voir : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Communautarisme>.

spécifiques de voisinage, et sur le partage d'une même vie économique et sociale par le biais du commerce, du marketing, des échanges de biens et de services. »³² La taille de la communauté peut varier d'un quartier, un village, ou une ville entière ou une vaste zone rurale et la communauté d'intérêts peut être les femmes, les jeunes ou une minorité linguistique et culturelle.

Pour l'**UNESCO** la radiodiffusion communautaire « est un moyen de communication sans but lucratif, qui appartient à une communauté particulière qui la gère. Son but est de servir les intérêts de cette communauté, favoriser l'accès et la participation aux activités de la communauté et refléter les besoins et les intérêts particuliers du public auquel elle est destinée. »³³

Pour la **Banque mondiale** « Les radios communautaires sont détenues et exploitées par les communautés qu'elles servent. Elles sont à but non lucratif, non partisane et non -sectaire et elles fonctionnent d'une manière participative, s'appuyant souvent sur des bénévoles de la communauté pour produire et présenter les programmes, pour collecter les fonds, et même de gérer les stations. »³⁴

La **charte Africaine de la Radiodiffusion** (2001) définit la radio communautaire comme le type de radio « qui est pour, à propos et par la communauté, qui est la propriété de la communauté, dont la gestion et l'administration relèvent de la communauté, qui a un objectif de développement social et qui est à but non lucratif. »³⁵

Pour l'**AMARC**, la radio communautaire « est gérée par la communauté, pour la communauté, qu'elle soit une communauté physique ou une communauté d'intérêt (...) conçue pour atteindre des acquis sociaux pour la communauté et non pas pour le profit (...), est la propriété de la communauté qu'elle dessert et à laquelle elle doit rendre des comptes (...), est ouverte à la participation de la communauté à la conception de sa programmation et de sa gestion. »³⁶

Pour l'**Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec**, « la radio communautaire est un organisme de communication indépendant, à but non lucratif, à propriété collective, gérée et soutenue par des gens d'une communauté donnée. Elle est un outil de communication et d'animation qui a pour but d'offrir des émissions de qualité répondant aux besoins d'information, de culture, d'éducation, de développement et de divertissement de la communauté dont elle est issue. »

L'**autorité australienne de l'audiovisuel** définit les services communautaires des radiodiffusions comme ceux qui : « ne sont pas exploités pour le profit ou dans le cadre d'une entreprise à but lucratif, sont fournis à des fins communautaires, représentent une communauté d'intérêts et encouragent les membres de la communauté desservie à participer à des opérations du service de choix et diffusion des programmes. »

La **Société canadienne de la radiodiffusion et des télécommunications** définit la radio communautaire comme une station de radio qui est « détenue et contrôlée par un organisme sans but lucratif, dont la structure prévoit l'affiliation, la gestion, l'exploitation et la programmation principalement par des membres de la communauté au sens large. La programmation devrait refléter la diversité du marché que la station est autorisée à desservir ».

Pour la **Commission Indépendante Radio et Télévision Commission (IRTC)** en Irlande, une station de radio communautaire « se caractérise par sa propriété et sa programmation, et la communauté qu'elle est autorisée à desservir. » Elle est « détenue et contrôlée par un organisme sans but lucratif

32 UNESCO : Manuel de la radio communautaire, 2001. <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001245/124595f.pdf>

33 Manuel des radios communautaires. UNESCO, 2001.

34 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

35 Op. cit..

36 Steve Buckley, Président de l'AMARC (2006). Giving voice to local communities: Community radio and related policies.

dont la structure permet l'adhésion, la gestion, l'exploitation et de programmation principalement par des membres de la communauté au sens large. Sa programmation devrait être fondée sur l'accès communautaire et devrait refléter les intérêts et les besoins particuliers de l'audience qu'elle est autorisée à desservir. »

5.2 Caractéristiques des radios communautaires

De ces définitions ont été déduites un ensemble de caractéristiques qui distinguent les radios associatives- communautaires de celles du service public ou commercial.

5.2.1 La propriété

Dans la plupart des pays, la radio associative- communautaire est gouvernée par des lois et règles juridiques différentes de celles qui s'appliquent aux radios commerciales ou publiques. Celles-ci sont souvent simplifiées, surtout au niveau des conditions d'octroi de licences et des cahiers des charges, pour qu'elles ne découragent pas ou défavorisent les associations porteuses de petits projets de radios.

La licence est octroyée par un organe public chargé de gérer le système audiovisuel du pays dans lequel un département est chargé d'administrer les radios associatives- communautaires. La licence est octroyée pour une durée de 4 à 10 ans selon les pays et renouvelable une ou deux fois ou pour une période indéterminée.

La propriété de la radio communautaire est théoriquement celle de la communauté qu'elle dessert, mais en pratique c'est l'association qui possède le titre de propriété au nom de la communauté pour laquelle elle existe. En quelque sorte, c'est la communauté qui délègue à l'association la propriété et la gestion de la radio mais elle garde le contrôle des opérations de la radio selon des mécanismes et des procédures que l'assemblée générale de l'association décide.

Avant d'octroyer la licence, certaines autorités nationales de l'audiovisuel exigent des associations une description détaillée de la communauté qu'elles représentent (communauté d'intérêts ou géographiquement définie) et une évidence que ses besoins et attentes en matières de services radiophoniques ne sont pas pris en charge par les autres secteurs commerciaux ou publics pour la communauté que l'association représentent.³⁷ Les frais de la licence sont décidés par l'organe public et ne dépassent pas une limite que les associations ne peuvent supporter.

5.2.2 L'indépendance

La radio communautaire est un média indépendant dans sa constitution, programmation, gestion et ligne éditoriale totalement des pouvoirs publics et économiques, des partis politiques, des institutions religieuses au niveau national et local, ainsi que des financeurs de ses opérations.

L'indépendance ne signifie pas l'absence de relations avec ses acteurs, mais « la nature de leurs relations doivent être transparentes. (...) Là où il y a un potentiel pour l'indépendance d'être compromise, ce qui arrive souvent lorsque l'argent est impliqué, les relations sont régies par des conventions claires et transparentes qui garantissent le caractère non partisan des supports communautaires, tout en opérant dans les limites définies par la loi et par la constitution / principes directeurs de la station. »³⁸

En plus, la radio communautaire ne se situe pas en opposition ou en alternative aux autres médias privés ou publics, mais en position de complémentarité, car sa mission et ses objectifs répondent à des attentes et des besoins réels de la communauté qui ne sont pas ou rarement desservies par les autres médias.

37 C'est le cas du Royaume Uni.

38 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

Elle est aussi un média coopératif dans le sens où elle peut développer des relations de partenariat avec les autres radios communautaires, les pouvoirs publics locaux ou les opérateurs privés ou organisations nationales ou international sur la base de non ingérence. La radio communautaire ne se base sur des divisions ethniques, politiques, religieuses ou idéologiques existantes dans la société.

La radio doit faire la démonstration de son indépendance par l'adoption d'une charte éthique professionnelle et un mémorandum qui définit les relations avec les acteurs externes.

5.2.3 Le financement

La radio communautaire doit être à but non lucratif, c'est-à-dire que son objectif n'est pas le profit comme les radios commerciales, mais des gains sociaux pour la communauté qu'elle dessert.

Certaines juridictions permettent aux radios de conduire des activités lucratives à petite échelle à condition que le profit réalisé soit réinvesti dans la radio et, au lieu de bénéficier d'un revenu régulier du marché publicitaire comme les médias publics ou privés, les législations nationales limitent le montant du revenu que ces médias peuvent tirer de la publicité.

Dans certains pays ces radios bénéficient aussi d'une aide financière publique et de dons d'organisations caritatives nationales ou internationales.

D'autres législations encouragent les radios communautaires à trouver le financement dans la communauté (publicité pour les petites entreprises ou commerces locaux, annonces des associations locales ou de personnes privées ou des autorités locales, cotisations des membres etc.)

5.2.4 Les caractéristiques techniques

La radio communautaire est aussi définie par la petite taille de son local, par le faible coût de ses installations techniques³⁹ et sa zone de couverture.⁴⁰

Le choix des technologies de la radio doit être adapté au contexte géographique (zone montagnarde, zone urbaine et au climat, aux conditions atmosphériques.⁴¹ Souvent ce sont des équipements légers, non professionnels et pré- câblés qui sont utilisés.⁴²

5.2.5 Les ressources humaines

Le bénévolat constitue la base la plus importante dans les ressources humaines de la radio communautaire. Les bénévoles, s'ils réduisent les charges de la station, constituent la traduction de la politique d'engagement avec les membres de la communauté et représentent la présence de la communauté dans la station. Recrutés de préférence dans les rangs de la communauté, les volontaires sont formés et assignés à des tâches diverses dans les opérations de la radio.

Les bénévoles donnent de leur temps, leurs connaissances et expériences à la radio pour une variété de raisons. Certains veulent apprendre comment fonctionne une radio, d'autres veulent soutenir leur radio par le partage de leurs connaissances et leur expérience dans la communauté, d'autres encore veulent continuer leur travail comme les écologistes, médecins ou travailleurs des droits humains.

39 Voir une indication sur l'équipement type d'une station de radio communautaire financée par l'UNESCO in Manuel de la Radio Communautaire, Colin Fraser et Sonia Restrepo Estrada. © UNESCO 2001, page 47.

40 La zone de couverture dépend de la taille de la communauté et de la localisation de ses membres. En milieu rural, souvent la communauté est dispersée par contre dans le milieu urbain celle-ci peut être concentrée dans un quartier par exemple.

41 N. Ramakrishnan, CR: A user's guide to the technology: A guide to the technology and technical parameters of community radio in India. UNESCO 2007.

42 Radios Communautaires pour le Développement : analyse d'une stratégie, mission d'analyse, PNUD/UNESCO : Niamey et les régions, 2 au 30 juillet 2003. <http://www.devenir.be/photosite/RapportUnescoSite.pdf>

Quels que soient les motifs, peu de stations de radios communautaires seraient en mesure de fournir un service si ce n'était pas par le travail librement offert des bénévoles et des connaissances.⁴³

La radio communautaire peut avoir un personnel salarié qualifié. La radio est tenue aussi de développer une politique de recrutement non discriminatoire et d'encourager les femmes et les jeunes à participer. Des formations pour son personnel et ses volontaires sur tous les aspects de gestion de la radio sont aussi souhaitables.

5.2.6 La participation de la communauté

La participation des membres de la communauté dans la gestion des opérations de la station radio est une question clé dans la gouvernance de la radio.

Des législations obligent les radios à adopter des mesures pour encourager l'accès et la participation des membres de la communauté à l'ensemble des opérations de la radio : gestion, programmation, production, diffusion.⁴⁴ L'adhésion est l'un des principaux moyens d'encourager l'accès et la participation communautaire dans les opérations de la radio.⁴⁵

L'AMARC, pour sa part a précisé que « la participation de la communauté » doit garantir le fait que « la communauté possède vraiment le contrôle de la station, (...), les activités dans lesquelles la communauté peut s'assurer de ce contrôle sont : l'élection des dirigeants de la station, l'élaboration des politiques pour la station, la gestion de la station, la sélection, la production et la diffusion de la programmation et, la représentation extérieure de la station. »⁴⁶

La banque mondiale explique en d'autres termes que : « La participation est à la fois le but et la force de la radio communautaire. C'est le but car la radio communautaire cherche à fournir un forum pour la communauté et c'est sa force car c'est à travers la participation que les gens et leurs organisations transforment leurs connaissances, leur expérience, la recherche, les opinions, la culture et les compétences dans la programmation de la station. »⁴⁷

Une autre dimension de la participation concerne l'interactivité de la communauté avec les programmes diffusés par la radio. Le maintien d'une audience est une nécessité et une obligation pour la radio car c'est à travers elle que la radio détecte les besoins de la communauté et anime ses programmes.

Une des solutions adoptées est l'institution de « clubs d'écoute » qui sont définis comme « des espaces stimulant la mobilisation, le dialogue, le partage d'expériences, la collaboration et surtout l'action »⁴⁸ entre la radio et les membres de sa communauté. Mais concrètement, ces clubs sont utilisés « pour tester les programmes avant de les diffuser; exercer une sorte de contrôle « qualité ». Ils jouent un rôle consultatif ; ils se prononcent sur l'accessibilité des productions, leur adéquation morale, culturelle ou linguistique. »⁴⁹

43 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

44 Voir par exemple, « Community Broadcasting Participation Guidelines », Australian Communication and Media Authority, Mars 2010, http://www.acma.gov.au/webwr/_assets/main/lib310667/revised%20community%20broadcasting%20participation%20guidelines%20march%202010.pdf

45 Ibid.

46 What is a community radio? A resource guide. AMARC Africa and Panos Southern Africa in collaboration with IBIS/Interfund and WACC. 1998

47 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

48 « Les clubs d'écoute communautaires : Un tremplin pour l'action en milieu rural », un projet de la FAO et Dimitra au Kenya. <http://www.fao.org/docrep/014/am604f/am604f.pdf>

49 Plaidoyer pour l'appui des radios locales de service aux communautés en Afrique de l'Ouest. Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds. Direction : Stéphane Boulch (COTA) en collaboration avec l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO). 2008. <http://www.cota.be/>

La radio doit normalement définir une stratégie et adopter des procédures démocratiques pour concrétiser la participation. Ces procédures doivent être établies par l'Assemblée Générale de l'association ou par son Conseil d'Administration élu.

6. Les fonctions des radios communautaires

Les radios communautaires, quel que soit leur statut légal ou leur objet social affiché, remplissent plusieurs fonctions qui sont reconnues par l'ensemble des acteurs associés à leur existence et développement.

6.1 Informer

La radio communautaire permet à la communauté d'accéder à une information pluraliste, non partisane, utile et impartiale sur les questions politiques, économiques, sociales et culturelles locales, régionales, nationales et internationales, tout en s'assurant que cette information a une relation avec les besoins de la communauté.

Dans certaines régions rurales, ces radios sont les seuls médias d'information, dans d'autres, ces radios peuvent offrir une information différente à celle dispensée par les médias dominants, non seulement parce qu'elles peuvent poser un autre regard sur l'actualité (régionale, nationale et internationale) et/ou répercuter une information locale négligée par les autres ou basée sur les besoins concrets de leur auditoire.

La radio communautaire consolide l'exercice du droit à la liberté d'expression des membres de la communauté en leur donnant l'opportunité de s'exprimer sur les questions qui concernent la vie de la communauté.

6.2 Renforcer les droits et promouvoir la citoyenneté

La radio communautaire est l'un des moyens les plus puissants pour défendre et promouvoir les droits humains dans la communauté. Il le fait par l'éducation, le suivi de la situation des violations des droits⁵⁰ et par le plaidoyer pour la reconnaissance et l'extension d'autres droits non encore reconnus. L'action au niveau des droits humains est encore beaucoup importante au sein des communautés marginalisées et pauvres qui souvent ne connaissent pas leurs droits.

Au niveau de l'éducation aux droits, de nombreuses radios communautaires, surtout dans les pays en développement, diffusent des programmes sur les droits des femmes, des enfants, des personnes âgées, la santé, la protection de l'environnement, le droit de travail et le droit de vote aux élections. Sur ce dernier droit, des institutions de régulation de l'audiovisuel encouragent des radios africaines à sensibiliser leurs communautés à travers des actions de sensibilisation au devoir constitutionnel d'électeur.⁵¹

Ces actions de défense et protection des droits humains sont souvent conduites en collaboration avec des associations de défense des droits humains qui opèrent dans la zone couverte par la radio ou avec d'autres qui agissent au niveau national.

50 En recevant par téléphone, email ou lettre des plaintes des citoyens dont les droits ont été bafoués et conduit des investigations.

51 D'après la Haute autorité des médias de la République démocratique du Congo, les tâches qui incombent aux radios associatives et communautaires sont les suivantes : « 1. Avant les élections, vulgariser le contenu de la loi électorale, les projets de société des partis et regroupements politiques, éduquer les uns et les autres au respect des règles du jeu démocratique; 2. Pendant les élections, mobiliser les électeurs en vue d'accomplir leur devoir civique ; 3. Après les élections, amener les acteurs politiques à accepter le verdict des urnes en toute sportivité ; 4. En tout temps, traiter l'information avec objectivité, honnêteté et un sens élevé de responsabilité." <http://www.grandslacs.net/doc/3380.pdf>

6.3 Promouvoir une plus grande transparence et responsabilité des institutions gouvernementales et des élus locaux

La radio communautaire est un agent de la bonne gouvernance. Son action de surveillance des politiques des responsables publiques et des élus locaux en faveur des intérêts de la communauté vise à responsabiliser ceux-ci et à rendre leurs actes transparents pour la communauté. C'est un rôle d'intermédiation non partisan qui vise aussi à ce que les services rendus à la communauté par les pouvoirs publics et les élus répondent aux besoins de la communauté, et que les doléances de celle-ci sont transmises aux décideurs.⁵²

« Le développement des radios communautaires est un élément important qui structure le débat entre les élus locaux et les administrés. Débat dont l'urgence ne retient plus comme moment approprié les meetings et périodes électorales mais utilise le canal des radios de proximité pour interroger l'action quotidienne des élus. Changement inattendu certes pour les élus mais avec lequel il faut compter dans les activités de tous les jours. Les radios communautaires sont devenues des « sentinelles de bonne gouvernance à la base ». ⁵³

« Le dialogue communal », une émission d'une radio Dakaroise, est considérée comme un modèle de démocratie directe. Elle a « obligé les maires (de Dakar) à se rapprocher de leurs administrés et à prendre davantage compte de leurs aspirations ; elle a aussi incité les communautés à porter un regard critique sur la manière de gérer les affaires publiques par leurs élus. »⁵⁴

6.4 Promouvoir la culture locale

La radio communautaire est une institution culturelle de grand impact sur la culture locale. Son rôle est de promouvoir la création culturelle et de consolider la diversité et valoriser la spécificité de l'espace culturel communautaire dans un environnement culturel national.⁵⁵

Les radios communautaires permettent aux producteurs culturels comme les artistes « de créer hors des contraintes de la rentabilité commerciale des radios privées. » Elles contribuent « à l'émergence de nouveaux talents. Plusieurs artistes d'horizons divers ont pu bénéficier d'une visibilité que d'autres médias leur refusaient, surtout à leurs débuts. » Donc, leur contribution au développement culturel s'effectue notamment par : le soutien et la promotion des artistes et événements, l'information culturelle, le sponsoring d'événements culturels et la découverte et la diversité musicale⁵⁶.

Les créations culturelles peuvent contenir des formes de divertissements comme la musique, le théâtre, les sketches, les contes, les jeux etc. Les besoins de divertissement sont saillants dans les zones reculées où les médias « conventionnels » ne peuvent accéder et où les infrastructures de divertissement font défaut.⁵⁷ Ils le sont aussi lorsque l'offre culturelle des médias publics et privés ne correspond pas aux attentes de la communauté.

52 Par exemple, la corruption et la non application des décisions de la justice.

53 Mansour DIOUF : Medias, gouvernance locale et citoyenneté au Sénégal. <http://www.cities.lyon.fr/medias-citoyennete.html>

54 « Dialogue communal », une émission d'une radio communautaire Dakaroise entre « interactivité » moderne et « palabre » traditionnelle Yacine Diagne Doctorante Université Paris Dauphine – année non précisée. http://www.cean.cinquanteenaire.sciencespobordeaux.fr/diagne_communication.pdf

55 Mais, il est important de ne pas créer une culture de ghetto, coupée des autres cultures locales, régionales ou nationales.

56 Pour une information au service de l'intérêt public Orientations du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition Féminine Ce mémoire est présenté par L'Association des Radiodiffuseurs communautaires du Québec. <http://radiovision.ca/system/files/ARCQ-Memoire-+Consultations+MCCCFCQ+2011.pdf>

57 Stephane Bloc'h : Radios communautaires en Afrique de l'Ouest: Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds. 2003. <http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/HS5.pdf>

Dans les radios communautaires, la production culturelle occupe souvent une place importante dans la programmation. Elle est un travail collectif de la communauté. Des sondages sont recueillis pour connaître les besoins de la communauté. Des programmes de divertissement, en forme de sketches, sont produits pour véhiculer des messages sur la santé, l'abandon scolaire ou le mariage des mineures.

6.5 Prévention et résolution des conflits

Les radios communautaires sont de plus en plus perçues comme des acteurs qui contribuent à la résolution des conflits qui peuvent se produire à l'intérieur de leur communauté ou entre différentes communautés⁵⁸ ou entre leur communauté et les pouvoirs publics. Les radios communautaires s'engagent à influencer les belligérants vers la recherche de solutions, par des voies pacifiques.

L'engagement des radios communautaires est particulièrement sollicité dans deux contextes : le contexte de la guerre civile ou de conflits intercommunautaires violents et le contexte de reconstruction de la paix et de la réconciliation. Mais un rôle aussi important et qui n'est pas très bien mis en relief est celui de la prévention des conflits.

C'est à cause de leur proximité des communautés et leur localisation dans des zones de conflits pour certaines que les radios communautaires peuvent jouer ces rôles qui peuvent se traduire en des actions précises.

Dans le contexte pré- conflit, les radios contribuent à diffuser des programmes sur les droits humains et le civisme pour combattre le racisme, les préjugés culturels ou psychologiques et les fausses croyances et représentations que certains groupes peuvent porter sur d'autres.

Pendant le contexte d'un conflit, les radios communautaires sont appelées à :

- > Promouvoir la communication entre les protagonistes ;
- > Rectifier des perceptions erronées en invitant des personnalités et des experts à s'expliquer clairement ;
- > Montrer un aspect plus humain de l'autre ;
- > Mettre en avant la dimension humaine du conflit en y associant des noms et des voix et en relatant à l'antenne des histoires vécues ;
- > Fournir un exutoire aux auditeurs et aux protagonistes, les amener à envisager le problème d'une manière différente ou encore leur donner l'occasion de s'inspirer de solutions trouvées ailleurs ;
- > Générer des solutions.⁵⁹

Mais, lorsqu'un conflit atteint le niveau d'une guerre civile, la capacité d'une radio communautaire à le résoudre est limitée. Elle ne peut être en mesure que d'éduquer sur les droits humains ou essayer de résoudre les malentendus et les préjugés, mais même celles-ci sont difficiles dans une zone de guerre où les combattants des deux camps ont intérêt à maintenir les préjugés et la culture de la peur. Cependant, aider les communautés à se protéger peut être possible.

Dans le contexte post-conflit, les radios communautaires s'engagent à promouvoir la paix et la réconciliation entre les communautés. On compte de nombreux exemples d'engagement de la radio communautaire dans la construction des communautés après les conflits, comme par exemple le travail de

58 Par exemple des conflits sur la terre, l'eau ou des conflits de voisinages

59 Radios Africaines Pour la Paix. SFCG - 2007 <http://www.media-diversity.org/mdi/additional-files/documents/A%20Guides/Radios%20Africaines%20pour%20la%20Paix%20-%20un%20guide%20%5BFR%5D.pdf>

la Mission des Nations Unies de la Côte d'Ivoire avec les radios communautaires sur les questions de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.⁶⁰

6.6 Participer aux projets de développement

Le rôle des radios communautaires dans le processus de développement s'inspire du nouveau paradigme de la communication pour le développement selon lequel le développement doit être le choix de la communauté concernée et que la communication doit être horizontale impliquant une grande participation de la communauté dans les projets de développement. Le rôle de la radio communautaire ne se limite plus au rôle d'information sur les projets de développement qui sont décidés ailleurs, en dehors de la communauté. Elle transforme le rôle des populations ciblées par les projets de développement d'un rôle passif à un rôle actif de participation.

La politique de communication officielle qui a maintenu les communautés dans un rôle d'objets passifs de développement conçus et décidés en dehors de la communauté n'est plus appropriée ou acceptée aujourd'hui et les projets de développement qui se sont basés sur cette conception ont échoué ou ont eu un faible impact.

Les gouvernements et les agences d'aide internationale au développement manifestent de plus en plus un intérêt grandissant dans la capacité des radios communautaires à jouer un rôle dans le processus de développement, surtout dans les zones pauvres et marginalisées. Les radios communautaires n'ont pas hésité à saisir l'opportunité et ont élaboré des stratégies de communication adaptées aux réalités locales de la communauté et aux projets de développement qui la ciblent. Les radios communautaires interviennent à trois niveaux du processus de développement qui sont le niveau de la conception des politiques de développement, la mise en œuvre des projets et leur évaluation et enfin leur correction ou réadaptation.

> La participation au niveau de la conception de la politique de développement :

Les radios communautaires associées dès le départ par les pouvoirs publics ou les organisations internationales à la conception de la politique de développement, fournissent des informations sur les réalités locales, sur les besoins de la communauté. Les informations recueillies par la méthode d'investigation journalistique, le dialogue interactif et le sondage peuvent servir à définir des projets demandés par la communauté.

Une fois que les projets sont conçus, la radio communautaire donne la parole aux membres de la communauté et aux spécialistes de développement pour donner leurs avis sur l'impact de ces projets sur la communauté. Ces avis doivent trouver un retentissement auprès des décideurs institutionnels.

> La participation à la mise en œuvre des projets de développement :

La radio communautaire informe régulièrement la communauté du développement des projets et s'assure que ceux-ci ne prennent pas une autre trajectoire ou deviennent victimes de la lenteur dans l'exécution ou objets de détournement de fonds ou de corruption. Dans ces cas, qui malheureusement se produisent dans plusieurs pays en voie de développement, la radio doit alerter les pouvoirs publics et la communauté pour qu'ils se mobilisent.

60 http://africa.amarc.org/documents/pan_african/Rapport_session_R%F4le_de_la_RC_dans_la_promotion_de_la_bonne_gouvernance_et_de_la_gestion_des_conflits_en_Afrique.pdf

> La participation à l'évaluation des projets de développement :

C'est la communauté qui évalue les projets de développement à travers sa radio parce que c'est elle qui en est la destinataire et la bénéficiaire. La radio organise des débats pour permettre aux membres de la communauté de faire leur évaluation, surtout avec les groupes qui sont directement concernés. Si les bénéficiaires jugent le projet inadéquat alors, la radio peut commencer son plaidoyer pour le corriger.

7. Conclusion

Les radios communautaires ont démocratisé le paysage audiovisuel et ont concrétisé le droit à la communication dans plusieurs pays. Elles sont reconnues par les mécanismes des droits de l'Homme des Nations Unies et par plusieurs importantes organisations internationales non- gouvernementales.

Dans plusieurs pays, en particulier en Afrique et en Amérique latine, les radios communautaires concourent à la mise en œuvre des politiques publiques de développement et dans le combat contre la marginalité et l'exclusion des populations rurales.

Les radios communautaires, des radios de proximité par excellence, donnent aux « sans voix » la possibilité de s'exprimer, de concevoir et de participer à la réalisation des projets visant à améliorer leurs vies.

Au Maroc, deux facteurs motivent le besoin de reconnaissance du rôle que joue la communication communautaire. D'une part, l'intégration des communautés urbaines et rurales exclues du processus de développement socio-économique et d'autre part, l'intégration des communautés marginalisées ou ignorées par les médias de masse publics et privés.

Leur existence dans le paysage médiatique permettrait de diversifier la production radiophonique nationale par l'apport d'un nouveau contenu délaissé par les médias conventionnels. Les acteurs associatifs viendront enrichir et compléter cette production par un nouveau contenu reflétant les besoins et les attentes des communautés locales.

Aussi, le tissu associatif marocain est arrivé à maturité pour qu'on lui accorde avec confiance le développement du secteur des médias associatifs- communautaires, qui sont des leviers de développement et de démocratisation incontournables.

En effet, les radios communautaires, représentent une réalité internationale à laquelle le Maroc peut contribuer activement et montrer la voie aux autres pays de la région Maghreb-Machrek.

En reconnaissant ces radios, et le pluralisme médiatique qu'elles supposent, le Maroc renforcera son engagement à contribuer, à la consolidation des libertés publiques fondamentales, en particulier la liberté d'expression et le droit à l'information et à la communication des citoyens, garantis par les lois internationales mais également la constitution du pays.

8. Recommandations

Nous appelons le gouvernement et le parlement à reconnaître les radios associatives- communautaires dans la loi régulant la communication audiovisuelle. Des amendements sont d'abord nécessaires à introduire dans la loi 77.03.

La HACA, vu son rôle dans la gestion du système audiovisuel et son pouvoir de saisine du gouvernement et du Parlement pour introduire des changements dans la législation afin qu'elle soit adaptée aux changements sociologiques et techniques dans l'espace audiovisuel, est sollicitée à :

- > Etablir une cellule interne spécialisée, sur les radios associatives- communautaires comme il est de coutume dans les pays démocratiques disposant des trois secteurs médiatiques.
- > Initier une proposition de loi concernant la reconnaissance juridique et les droits et obligations des radios associatives- communautaires.

Le Parlement est appelé à voter le projet de loi tout en s'assurant que les demandes des associations marocaines soient prises en compte, et ce, dans le respect des principes et standards nationaux et internationaux.

Cette loi doit reconnaître le rôle des radios communautaires dans la démocratisation du paysage audiovisuel ainsi que dans l'extension du droit à la liberté de communication à l'ensemble de la société civile marocaine.

Leur rôle dans le changement social, la lutte contre la pauvreté, la précarité, l'isolement économique, politique, culturel et social et la promotion de la citoyenneté doit aussi être souligné.

Cette loi doit aussi permettre :

- > La mise en place d'un système d'octroi de licence et de fréquences qui soit encourageant et incitatif à l'émergence des radios associatives- communautaires, dans le respect d'un code de déontologie défini à l'avance.
- > Un cahier des charges non- contraignant.
- > La création d'un fonds national de soutien

ANNEXE 1

**Proposition de lignes directrices
pour une législation marocaine
sur les radios associatives - communautaires**

Préambule

Ce projet de loi modifie et complète le Dahir n° 1-04-257 du 25 kaâda 1425 (7 janvier 2005) portant promulgation de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle.

Le présent projet de loi sur les radios associatives- communautaires comble un retard significatif dans le développement démocratique du système audiovisuel du Royaume du Maroc. Il reconnaît la nécessité d'atteindre un développement avancé dans le pluralisme audiovisuel dans lequel coexistent trois secteurs médiatiques : le public-étatique, le privé-commercial et l'associatif-communautaire.

Les radios associatives- communautaires sont une réalité internationale à laquelle le Maroc peut contribuer activement et montrer la voie aux autres pays de la région Maghreb-Machrek. Elles sont reconnues dans une centaine de pays sur les cinq continents. Dans les pays en développement, leur rôle apparaît crucial dans la vie des communautés locales pour lesquelles elles existent.

Ce nouveau pluralisme médiatique vise à renforcer l'engagement du Royaume du Maroc à contribuer, par la loi, aux libertés publiques fondamentales, en particulier la liberté d'expression et le droit à l'information et à la communication des citoyens, consacré par la législation internationale et la nouvelle Constitution marocaine.

Deux facteurs motivent le besoin de reconnaissance du rôle que joue la communication communautaire : d'une part, participer à la promotion du travail associatif et développer ses outils et d'une autre part favoriser la communication entre les organismes de la société civile et les citoyens.

Le présent projet de loi a pour objectif de diversifier la production radiophonique nationale par l'apport d'un nouveau contenu délaissé par les médias nationaux dont ce n'est pas la vocation. Le projet vise aussi à encourager et soutenir les acteurs associatifs à enrichir cette production par un nouveau contenu reflétant les besoins et les attentes d'une large partie de la population.

Le tissu associatif marocain est arrivé à maturité pour qu'on lui accorde avec confiance le développement du secteur des médias associatifs- communautaires.

Article 1. Définition

La radio associative- communautaire est un moyen de communication indépendant, à but non lucratif, au service de la communauté qu'elle dessert et gérée par une association issue de cette communauté. La communauté est la population desservie par la radio dans un bassin d'écoute géographique.

Les membres de la communauté ont la possibilité de participer à la conception, la production et la diffusion des programmes.

Les dirigeants de la radio sont responsables devant les auditeurs à qui ils doivent rendre des comptes.

Article 2. La mission de la radio associative-communautaire

La radio associative- communautaire concourt, entre autres, à :

- > L'émergence et au développement d'une information locale pluraliste dans le but de rendre visible sur le plan local et régional, dans le contexte national, les activités politiques, économiques, sociales,

culturelles et environnementales des acteurs locaux. Les membres de la communauté participent au processus de décisions des choix éditoriaux, la conception, la production et la diffusion de l'information locale ;

- > Au renforcement de la liberté d'expression des auditeurs qu'elle dessert en les encourageant à prendre la parole et participer aux débats et à l'échange d'idées pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes de développement socio-économiques et culturels les concernant ;
- > La promotion du savoir et savoir-faire locaux en vue de trouver les solutions adéquates aux problèmes de développement vécus par les citoyens ;
- > La préservation des liens de solidarité et d'entraide entre les membres de la communauté et la résolution par le dialogue et le consensus de tout conflit qui peut surgir au sein de la communauté ou entre la communauté et d'autres acteurs publics ou privés ;
- > A la diffusion à travers ses programmes des valeurs de la démocratie, de la citoyenneté, du respect de la diversité, des droits humains et de la liberté et la dignité de la personne humaine ;
- > A participer à la lutte contre la précarité, la marginalité et l'exclusion en encourageant les membres de la communauté à s'inscrire en partenaires dans les programmes socio-économiques locaux des acteurs locaux, nationaux et internationaux qui visent les mêmes objectifs ;
- > A la promotion et la préservation des cultures et patrimoines locaux ;
- > A la protection de l'environnement au niveau local.

Article 3. Licence

- 3.1 Les radios associatives- communautaires ne peuvent opérer sans une licence accordée par la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA).
- 3.2 La licence est accordée pour une durée de cinq ans renouvelable deux fois, sauf en cas de non respect des cahiers de charges ou de violation des lois en vigueur.
- 3.3 La HACA organise les appels à candidatures aux associations pour l'octroi de licences pour les radios associatives- communautaires. Ces appels sont publiés sur le site de la HACA et dans la presse nationale. Ils sont en relation avec le plan de fréquence établi par l'Agence Nationale de réglementation des Télécommunications (ANRT). Les associations peuvent aussi spontanément poser leurs candidatures.
- 3.4 Considérant le gain social que les radios associatives- communautaires apportent à la communauté, les radios associatives- communautaires sont exonérées des paiements des frais de licence et elles doivent s'acquitter des frais de diffusion sur la fréquence assimilée. Le montant de ces frais sera adapté à l'économie des radios associatives. La diffusion pourra toutefois être réalisée par la radio associative- communautaire sous réserve des normes de l'ANRT.
- 3.5 Pour être candidate à une licence, la radio associative- communautaire doit être portée par une association à but non lucratif établie selon la loi marocaine sur les associations¹.
- 3.6 Les candidats pour une licence de radio associative- communautaire doivent déposer un dossier en trois exemplaires contenant les documents et informations suivants.

¹ Dahir n° 1-58-376 du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par la loi n° 75-00 promulguée par le Dahir n° 1-02-206 du 12 jourmada I 1423 (23 juillet 2002)

- Le statut légal constitutif de l'association porteuse de la radio associative- communautaire ;
- L'adresse de la radio, les noms des personnes de la direction de la radio et leurs niveaux de responsabilité ;
- Le procès verbal du Conseil d'Administration de l'association autorisant le bureau à solliciter une licence ;
- Une fiche descriptive de la communauté que la radio entend desservir, sa zone géographique, la taille de sa population et ses caractéristiques socio-économiques, culturelles et linguistiques ;
- Les objectifs et buts de la radio ;
- Le plan technique (puissance, antenne, équipements techniques) ;
- Une proposition de grille de programmation, au moins semestrielle ;
- Une ébauche d'un budget annuel ;
- Un plan financier identifiant les ressources de financement potentielles.

Article 4. Candidatures

La HACA évalue les dossiers de candidatures selon la procédure en vigueur pour les candidats pour les radios privées.

Article 5. Financement

- 5.1 Les ressources financières des radios associatives- communautaires doivent garantir à celles-ci une continuité et un développement qualitatif. Le soutien de la communauté est la meilleure garantie de la pérennité de la radio associative- communautaire.
- 5.2 La loi prévoit une diversité de sources de financement auxquelles la radio peut faire appel :
- La publicité commerciale dont le revenu généré ne doit dépasser le budget annuel de la radio. Il est souhaitable que ces ressources proviennent en grande partie d'annonceurs locaux ;
 - Une subvention annuelle d'un fonds de soutien et d'aide à la production radiophonique associative- communautaire. Un organe indépendant établit ce fond et définit les conditions de l'octroi des subventions ;
 - La générosité des membres de la communauté qu'elle dessert et les cotisations annuelles des membres de l'association ;
 - Le soutien financier des institutions publiques nationales, régionales ou locales, dans le cadre de projets de partenariats.
 - Le soutien des organisations caritatives ou d'organisations intergouvernementales internationales ;
 - Les sponsors privés ou publics.
- 5.3 La radio est aussi autorisée à mener des actions lucratives limitées à condition que les profits réalisés soient réinvestis dans la radio et dans la communauté (ex. organisation de festivals, événements sportifs, etc.) ;

- 5.4 La radio est encouragée à explorer d'autres ressources financières au sein de la communauté qu'elle représente (ex. diffusion de communiqués payés à caractère social ou collectif, etc.) ;
- 5.5 Aucune source de financement ne doit influencer la ligne éditoriale de la radio décidée par les membres de la communauté ;
- 5.6 Les radios ne doivent pas être contrôlées ou propriété des autorités idéologiques. Toute aide de toute nature provenant d'un parti politique ou d'une institution idéologique est interdite.

Article 6. Gestion

- 6.1 La radio associative- communautaire doit être gérée par une direction élue ou désignée par les membres du Conseil d'Administration de l'association ;
- 6.2 La gestion se fait dans la transparence et garantit la participation des membres de la communauté dans la supervision et le contrôle des processus des opérations de la radio, en l'occurrence la gestion financière et celle des ressources humaines.
- 6.3 La gestion financière
- La radio doit prévoir en son sein un comité ou une structure dédiée à la gestion financière et qui est sous l'autorité du trésorier ;
 - Elle doit tenir une comptabilité analytique pour chacune de ses sections et opérations ;
 - Elle doit publier un bilan annuel et le mettre à la disposition des membres de la communauté.
- 6.4 Gestion des ressources humaines
- La radio doit respecter les lois en vigueur en ce qui concerne le droit du travail ;
 - Le personnel de la radio s'appuie sur des volontaires recrutés parmi les membres de la communauté et de salariés ;
 - Une politique de non discrimination est appliquée dans le processus du recrutement du personnel permanent et volontaire. Une attention particulière est donnée à la femme et à la jeunesse ;
 - La qualité et la diversité du personnel doivent être des objectifs de la politique de gestion des ressources humaines ;
 - Des programmes de formation pour le personnel sont prévus dans les cahiers de charge de la radio.

Article 7. Spécificités techniques

- 7.1 La HACA décide de la puissance de diffusion selon la nature de la communauté et son espace géographique ;
- 7.2 L'allocation des fréquences prend en considération la localisation urbaine, périurbaine ou rurale ;
- 7.3 La radio associative- communautaire a la possibilité d'opérer ses propres moyens de transmission.

Article 8. Programmation et indépendance éditoriale

- 8.1 La radio associative- communautaire prépare sa programmation en toute indépendance en prenant soin de faire participer les membres de la communauté dans la conception de celle-ci et ce, selon des procédures spécifiques qu'elle établit.
- 8.2 La programmation doit répondre aux besoins et attentes de la communauté au niveau de l'information, éducation, culture et divertissent. Le contenu local de la programmation doit être le plus prédominant.
- 8.3 L'information doit se focaliser dans sa majorité sur les événements locaux sans pour autant négliger tout autre événement international, national ou régional ayant un rapport ou impact sur la vie de la communauté.
- 8.4 Les émissions culturelles et de divertissement doivent viser la protection et la promotion des cultures locales et la découverte de nouveaux talents au sein de la communauté.
- 8.5 La radio doit respecter les lois sur la protection des droits d'auteurs et droits voisins.

Article 9. Code déontologique

La radio doit respecter le code déontologique proposé séparément.

Article 10. Cahier des charges

La HACA est habilitée, selon le Dahir n° 1-02-212 du 22 jourmada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle², à élaborer les cahiers des charges des opérateurs audiovisuels. Elle est aussi habilitée selon cette loi à préparer les cahiers des charges spécifiques aux radios associatives- communautaires.

Le cahier des charges fixe l'orientation et les méthodes de fonctionnement de la radio associative - communautaire. C'est un contrat qui régit les relations entre la HACA et l'association détentrice de la licence. Il garantit à la radio une existence légale.

Le cahier de charge arrête la nature de la radio, ses objectifs et ses droits et devoirs en matière de gestion, de financement, et de programmation.

Éléments constitutifs du Cahier des charges :

- 10.1 Nature de la radio
 - L'objet de la licence, sa durée ainsi que les conditions et les modalités de sa modification et de son renouvellement ;
 - La dénomination de l'attributaire, sa forme juridique, l'identité des administrateurs, l'origine des ressources financières et les prévisions de leur montant.

2 Modifié par le Dahir n° 1-03-302 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) et par le Dahir n° 1-07-189 du 19 kaâda 1428 (30 novembre 2007) et par le Dahir n° 1-08-73 du 20 chaoual 1429 (20 octobre 2008)

10.2 Etablissement du réseau

- Zone géographique de couverture ;
- Caractéristiques de la communauté ciblée ;
- Modalités techniques de la transmission ;
- La nature des équipements de transmission et de diffusion utilisés ;
- le lieu d'émission, la limite supérieure de puissance apparente rayonnée.

10.3 Programme

- Langues des programmes (Arabe, Amazigh, dialectes Arabes ou langues étrangères) ;
- Durée et caractéristiques générales des programmes ;
- Part de production propre ;
- Part des messages publicitaires ;
- Part des émissions parrainées ;
- Diffusion des messages officiels d'intérêt public ;
- La séparation des différents éléments des programmes (information, magazines de débat, émissions pédagogiques et éducatives, de sensibilisation, de vulgarisation, et de la musique) ;
- Programmes en direct ou en différé ;
- Programmes nationaux et internationaux.

10.4 Droits d'auteurs et droits voisins

10.5 Ressources humaines

- Personnel salarié ;
- Volontaires ;
- Droits du personnel.

10.6 Financement

- Potentiels de la publicité locale ;
- Contribution des membres de la communauté ;
- Parrainage ;
- Partenariat avec les acteurs publics locaux ;
- Aide de l'État ;
- Aide internationale.

10.7 Rôle de la communauté dans les opérations de la radio

- Procédures d'accès, modalités de participation par les membres de la communauté de la gestion de la radio ;
- Rôle des membres de la communauté dans la programmation, la production et la diffusion des émissions ;

- Rôle dans la collecte des fonds ;
- Rôle dans la gestion des opérations de la radio ;
- Modalités de contrôle par la communauté et procédures des comptes-rendus.

10.8 Formation et formation continue

- Un plan de formation des volontaires selon les tâches qu'ils occupent ;
- Formation continue de personnes qualifiées ;
- Formation à l'usage des TIC.

Article 11. Contrôle

- 11.1 En plus du contrôle que peut exercer la communauté sur sa radio, la HACA a le pouvoir de s'assurer que la radio associative - communautaire respecte les principes et règles applicables au secteur associatif-communautaire et du contenu des cahiers des charges ;
- 11.2 La HACA veille au respect, par les radios associatives – communautaires, de la législation et de la réglementation en matière de publicité. Elle contrôle les modalités de programmation de la publicité par les radios associatives- communautaires ;
- 11.3 La HACA reçoit et instruit les plaintes relatives à des violations des lois ou règlements applicables au secteur ou à des préjudices subis à la suite de la diffusion d'information manifestement contraire à la vérité ou portant atteinte à l'honneur ;
- 11.4 La HACA sanctionne les infractions commises par les radios associatives- communautaires ou propose aux autorités compétentes les sanctions encourues ;
- 11.5 La radio soumet à la HACA un rapport annuel sur l'application de ses cahiers des charges.

Article 12. Sanctions

La loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle prévoit des sanctions. Celles-ci sont applicables aussi aux radios associatives - communautaires.

ANNEXE 2

Proposition d'un code de déontologie pour les radios associatives - communautaires

1. Introduction

La présente proposition d'un code déontologique pour les futures radios associatives- communautaires au Maroc s'inspire d'abord du code déontologique applicable aux médias audiovisuels publics et privés au Maroc tel que décidé par la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), des principes reconnus au niveau international et des modèles en vigueur dans les pays démocratiques.

L'objectif de ce code est de soutenir le professionnalisme des radios associatives- communautaires et de les assister à comprendre leurs devoirs envers les auditeurs et vis-à-vis du journalisme citoyen dont elles seront demain les porteuses du flambeau.

A la différence des médias publics et privés commerciaux, la radio associative- communautaire tire sa légitimité de la communauté présente sur son bassin d'écoute et par conséquent, est considérée comme un média de proximité engagé dans la vie de la communauté. Cet engagement lui impose des responsabilités spécifiques en plus de celles qui sont communes à tous les médias et à la profession de journalisme.

2. Responsabilités et devoirs envers les auditeurs et auditrices

La radio a le devoir d'impliquer la communauté dans tous les aspects de ses opérations : gestion, programmation, production, et diffusion. Elle doit respecter la parité entre les deux sexes.

Elle doit définir des procédures démocratiques pour concrétiser la participation de la communauté sans aucune discrimination d'origine ethnique, de la langue, de l'âge, du genre, du handicap, de la situation socio-économique ou de la religion, dans le respect de la Constitution.

Le bénévolat et le volontariat sont le principe de base de la participation des membres de la communauté. Il doit être encouragé et encadré. La radio doit définir une politique et des procédures d'engagement des bénévoles qui prend en considération, entre autres obligations, leur formation et le cas échéant leur indemnisation. Quand cela est possible, la radio doit se doter d'une équipe permanente et salariée, technique et rédactionnelle, dans le cadre des métiers structurés de la radio.

Elle a le devoir de consulter les membres de sa communauté, à intervalles définis, pour recueillir leurs opinions sur sa performance.

Elle doit renforcer les droits des membres de la communauté et promouvoir les valeurs de la citoyenneté et l'esprit civique en son sein. L'action au niveau des droits humains est importante au sein des communautés marginalisées et pauvres qui souvent méconnaissent leurs droits. Elle doit particulièrement renforcer la participation des jeunes, des femmes des aînés, des personnes en situation d'handicap et des groupes vulnérables.

Elle doit jouer le rôle d'un agent de la bonne gouvernance. Elle doit surveiller les politiques des responsables publics et des élus locaux en faveur des intérêts de la communauté. Ce rôle d'intermédiation non partisane vise à ce que les services rendus à la communauté par les pouvoirs publics et les élus répondent aux besoins de la communauté, et que les doléances de celle-ci sont transmises aux décideurs.

Elle doit jouer un rôle important dans les projets de développement locaux. Elle veille à ce que sa communauté joue un rôle actif dans la conception de la politique de développement, sa mise en œuvre et son évaluation.

Elle est un acteur qui a le devoir de contribuer à la résolution des conflits qui peuvent se produire à l'intérieur de sa communauté ou entre différentes communautés ou entre sa communauté et les pouvoirs publics. Elle s'engage à influencer les belligérants vers la recherche de solutions.

2. Le traitement de l'information

La liberté d'expression, de la communication et le droit à l'information sont des droits fondamentaux universellement reconnus. La radio a le devoir de les défendre, de les promouvoir et de combattre les restrictions, les pressions, ou les menaces qui visent à limiter la jouissance de ces droits.

Elle doit permettre aux auditeurs d'accéder à une information pluraliste, non partisane, utile et impartiale. Cette information doit répondre aux besoins concrets de la communauté pour la connaissance et la compréhension de son environnement politique, économique, social et culturel au niveau local et régional, dans un contexte national et international.

Elle se doit de rapporter fidèlement, d'analyser et de commenter, le cas échéant, les faits sans contrainte ou entrave. Elle se doit de vérifier le bien-fondé de l'information, notamment par le recours à des sources diversifiées et crédibles. Le commentaire des faits et événements publics doit être impartial et exempt de toute exagération ou sous-estimation. Elle doit veiller à éviter toute confusion entre l'information et le divertissement.

Elle doit consolider l'exercice du droit à la liberté d'expression des membres de la communauté (surtout les femmes, jeunes et enfants encadrés par des majeurs) en leur donnant l'opportunité de s'exprimer sur les questions qui concernent la vie de la communauté.

Elle a le devoir de protéger le secret des sources d'informations lorsque celles-ci le demandent. L'absence d'une telle protection pourrait dissuader les sources à assister la radio dans son travail d'information sur des questions d'intérêt général.

Elle ne doit pas se livrer au plagiat. Si elle reprend une nouvelle exclusive qui vient d'être diffusée par un autre média, elle doit en identifier la source.

Elle doit faire preuve de compassion et de respect à l'égard des personnes qui viennent de vivre un drame ainsi qu'à l'égard de leurs proches, et s'interdire de les harceler pour obtenir des informations.

Elle doit respecter la présomption d'innocence des citoyens. Lorsque ceux-ci font l'objet d'un mandat d'arrestation, d'une arrestation ou de procédures judiciaires formelles, les journalistes peuvent les identifier, conformément au code de la presse, mais ils veilleront à ne pas présenter ces personnes comme des criminels, notamment par l'emploi du conditionnel et par d'autres moyens.

Elle joue un rôle essentiel dans l'information d'urgence concernant les catastrophes naturelles et industrielles et le risque sanitaire. Elle doit mettre en place des procédures appropriées pour permettre la diffusion d'information d'urgence que les autorités publiques lui demandent d'assurer.

3. Le souci de l'indépendance et conflits d'intérêts

La radio doit veiller à ce que ses programmes, sa ligne éditoriale et ses décisions managériales soient réalisés dans des conditions qui garantissent leur indépendance vis-à-vis de tout groupement économique, politique, ou religieux.

Elle doit éviter les situations de conflits d'intérêts et tout comportement, engagement ou fonction qui pourraient la détourner de son devoir d'indépendance, ou semer le doute dans la communauté.

Elle ne doit pas servir les intérêts de son personnel ou de son Conseil d'Administration ou ceux d'autres individus, groupes, syndicats, entreprises, partis politiques. Les seuls intérêts à servir sont ceux de la communauté.

Le personnel de la radio ou son Conseil d'Administration ne doivent pas se servir de leur statut ou des informations recueillies dans l'exercice de leurs fonctions pour retirer des avantages et privilèges personnels, ni pour en faire profiter leurs proches.

Les journalistes et bénévoles doivent refuser les cadeaux et gratifications qui pourraient leur être offerts à cause de leurs fonctions.

4. La programmation : Promouvoir la culture locale

La radio doit promouvoir la création culturelle, consolider la diversité et valoriser la spécificité de l'espace culturel communautaire où elle opère, surtout dans les zones reculées où d'autres médias ne peuvent accéder et où les infrastructures de divertissement font défaut.

Elle doit contribuer à l'émergence de nouveaux talents et permettre aux producteurs culturels locaux de créer hors des contraintes de la rentabilité commerciale.

Elle ne peut pas diffuser des programmes faisant l'apologie de la violence, des comportements délinquants, inciviques ou amoraux, racistes ou manquant au respect d'une personne ou groupe de personnes en raison notamment de leur origine, de leur sexe, de leur appartenance ou non à une ethnie, une nation ou une religion déterminée.

Elle ne peut pas aussi faire l'apologie de l'usage des drogues illicites, l'abus de tabac ou d'alcool ainsi que d'autres substances nocives.

Elle ne doit pas diffuser des programmes qui renforcent les stéréotypes, incitent, diffament ou provoquent la haine contre toute personne ou groupe sur la base de l'ethnicité, la nationalité, la langue, le sexe, la religion, l'âge, la capacité physique ou mentale, l'occupation, la croyance ou de l'appartenance politique.

Elle doit se conformer à la réglementation en vigueur sur les droits d'auteurs et droits voisins qui seront et peuvent être négociés, le cas échéant, dans la branche de la radiodiffusion.

5. La protection de l'enfance

L'intérêt de l'enfant doit être une considération primordiale pour la radio. Elle doit veiller, dans ses émissions, à la protection des enfants contre les contenus préjudiciables, et ne jamais divulguer l'identité d'un enfant sans l'autorisation écrite de ses parents ou de son tuteur légal.

L'avis de l'enfant et l'accord des parents sont essentiels à la constitution de tout contenu incluant des enfants. La prise en compte de ces besoins fondamentaux, physiques, intellectuels, sociaux et affectifs, doivent guider toute programmation le concernant.

Donner à l'enfant la possibilité de s'exprimer dans le cadre d'interview, reportage ou émission qui le concerne, sauf si cela est contraire à son intérêt.

6. Le respect de la vie privée

La vie privée couvre les espaces tels que l'intimité du foyer, l'état de santé, le corps physique et son intimité, la vie conjugale, familiale et amoureuse, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses et l'orientation sexuelle.

La radio doit respecter le droit légitime des personnes à la protection de leurs vies privées contre l'utilisation injustifiée d'une information qui est obtenue sans le consentement ou par une intrusion de la vie privée.

Elle a le devoir de protéger les informations et données personnelles des personnes collectées au cours de son travail. Les données personnelles sont des informations individuelles relatives à la situation personnelle ou matérielle d'une personne physique identifiée ou identifiable, comme par exemple son nom, son adresse postale, son adresse de courrier électronique, ou son numéro de téléphone.

7. La publicité

Pour la publicité et le parrainage, la radio s'engage à ne pas diffuser de la publicité interdite ou de la publicité clandestine telles que définies aux articles 2 (alinéas 2 et 3), 67 et 68 de la Loi 77 – 03 sur la Communication audiovisuelle.

En vue d'assurer la séparation entre le contenu éditorial et le contenu commercial, la radio garantit l'indépendance des contenus de ses émissions vis-à-vis des annonceurs.

Elle annonce clairement le début et la fin des coupures publicitaires. Afin de ne pas déséquilibrer le marché publicitaire, la radio se conformera à la législation et la réglementation en vigueur.

Elle s'interdit la diffusion de toute communication publicitaire produite par ou pour des partis politiques ou des organisations syndicales, qu'elle donne lieu ou non à des paiements à son profit.

Elle rend publics les tarifs publicitaires et les conditions générales de vente de l'espace publicitaire dans le respect des principes de transparence et de non-discrimination.

8. Les plaintes privées

La radio doit reconnaître les droits des auditeurs de porter plainte contre ses programmes.

Elle doit mettre en place des procédures de gestion des plaintes et les faire connaître aux auditeurs.

Les plaintes doivent être traitées rapidement et avec respect par une personne désignée à cette tâche.

Au cas où les plaintes s'avèrent justes, la radio a le devoir de présenter des excuses, offrir un droit de réponse ou de correction de l'information en question.

Dans le cas d'une procédure judiciaire intentée par un auditeur, la radio et ses responsables assumeront leur responsabilité et se conformeront aux décisions de justice jusqu'à l'appel.

9. Les archives

La radio a le devoir de conserver et protéger les archives sonores ou autres de ses programmes. Elle doit développer des procédures de stockage et de conservation de ses archives.

Les archives sont le patrimoine de la communauté et du pays. Ils doivent être accessibles pour la gestion des plaintes, déposés aux archives du Maroc, et à la disposition des chercheurs pour la connaissance et l'écriture de l'histoire locale ou communautaire.

10. Coopération

La radio associative - communautaire aura la capacité de réguler et de contracter avec d'autres radios associatives - communautaires, les partenaires sociaux (selon les accords collectifs en vigueur), les autorités nationales et les autres branches professionnelles dans un esprit de collaboration avec les secteurs public et commercial de la radiodiffusion.

7. الإعلانات الإشهارية

بالنسبة للإعلانات الإشهارية والرعاية، تلتزم الإذاعة بعدم بث الإعلانات الممنوعة أو الإشهارات غير معلن عنها على النحو المحدد في المواد 2 (الفقرتان 2 و 3) والمادة 67 و 68 من القانون 03-77 المتعلق بالاتصال السمعي البصري.

< لضمان الفصل بين السياسة التحريرية والمضمون التجاري، تعمل الإذاعة على ضمان استقلال مضامين برامجها عن أصحاب الإعلان.

وفي هذا الصدد تعلن الإذاعة بوضوح بداية ونهاية أي فاصل إعلاني. وبهدف عدم خلق اختلال في توازنات سوق الإشهار، يجب على الإذاعة الجموعية الالتزام بالتشريعات والنصوص التنظيمية الجاري بها العمل في هذا المجال.

< يتم التصريح بأسعار الإعلانات والشروط العامة لتخصيص مساحات إعلانية في احترام لمبادئ الشفافية وعدم التمييز.

8. الشكايات الصادرة عن الخواص

< يجب أن تعترف الإذاعة بحقوق المستمعين في تقديم شكايات ضد البرامج التي تقدمها.

< يجب أن تضع إجراءات لمعالجة الشكايات وأن تعمل على تعريف المستمعين بها.

< يجب أن تتم معالجة الشكايات بالسرعة المطلوبة ويولى لها الاهتمام الواجب وأن يعين شخص للاضطلاع بهذه المهمة.

< يجب أن تقدم الإذاعة اعتذارا في حالة ما تبث أن الشكاية صحيحة، وأن تمنح حق الرد أو تصحيح المعلومات.

في حالة خوض أحد المستمعين لمسطرة قضائية، تحرص الإذاعة ومسؤوليها على تحمل مسؤولياتهم والالتزام بقرارات القضاء حتى درجة الاستئناف.

9. الأرشيف

< يجب على الإذاعة أن تحافظ وتحمي الأرشيفات الصوتية أو غيرها من البرامج. كما يجب أن تضع مجموعة من الإجراءات الرامية إلى تخزين وحفظ الأرشيفات.

< الأرشيف هو تراث في ملكية المجتمع والوطن. ويجب أن يكون الولوج إليه متاحا لمعالجة الشكايات وأن يتم إيداعه لدى مؤسسة أرشيف المغرب، وأن يكون متاحا للباحثين لفهم وكتابة التاريخ المحلي أو الجماعي.

10. التعاون

للإذاعات الجموعية الحق في إبرام اتفاقات مع إذاعات جموعية أخرى والشركاء الاجتماعيين (حسب الاتفاقات الجماعية السارية)، والسلطات الوطنية والقطاعات المهنية الأخرى وذلك وفق روح التعاون مع قطاع الإذاعات العمومية والتجارية.

4. البرمجة: النهوض بالثقافة المدلية

- < يجب أن تشجع الإذاعة على الإبداع الثقافي وتعزيز التنوع والتعريف بالثقافة المحلية والإسهام في النهوض بها، وخاصة في المناطق النائية التي لا تستطيع وسائل الإعلام الأخرى الوصول إليها.
- < يجب أن تساهم الإذاعة في إظهار مواهب جديدة وتوفر للمنتجين إمكانية تقديم إبداعاتهم دوغما التقيد بالإكراهات المرتبطة بهاجس تحقيق الربح المادي
- < لا يمكن للإذاعات الجموعية بث البرامج التي تحث على العنف والسلوكات المنحرفة غير المتحضرة أو غير الأخلاقية أو العنصرية أو التي تقلل من احترام شخص أو مجموعة من الأشخاص خصوصا بسبب أصلهم، أو جنسهم، أو انتماءهم من عدمه لأمة أو عرق أو دين معين. (هذه الفقرة يمكن أن ندمجها مع فقرة سابقة اقترحها)
- < يمنع على الإذاعات الجموعية الإشادة أو الدعاية للمخدرات أو التدخين أو الكحول وكل المواد الضارة الأخرى
- < يجب أن لا تبث البرامج التي تعزز الصور النمطية، أو التي تحرض أو تقوم بالتشهير، أو تقوم بإثارة الكراهية ضد أي شخص أو مجموعة على أساس العرق أو الجنسية أو الأصل أو اللغة أو الجنس أو السن أو القدرة الجسدية أو العقلية، أو الوظيفة والعمل، أو المعتقد الديني أو الانتماء السياسي.
- < يجب أن تحترم الإذاعة الجموعية القانون الجاري به العمل في مجال حقوق المؤلف والحقوق المجاورة التي سيتم أو يمكن أن يتم التفاوض بشأنها، إذا اقتضى الحال، في مجال البث الإذاعي.

5. حماية الأطفال

- < يجب أن تجعل الإذاعات الجموعية مصلحة الطفل من أولوياتها العليا. وأن تعمل خلال اشتغالها على حماية الأطفال من المضامين المضرة، وأن لا تكشف أبدا عن هوية الطفل دون موافقة مكتوبة من لدن والديه أو وليه الشرعي. ويعتبر رأي الطفل والحصول على موافقة الوالدين أمرا ضروريا كلما تعلق الأمر بموضوع أو مضمون يخصه. كما يجب الأخذ بعين الاعتبار الاحتياجات الأساسية، الجسدية والفكرية والاجتماعية والعاطفية للطفل والتي يجب أن تؤطر جميع البرامج التي تخصه.
- < يجب إعطاء الطفل الفرصة للتعبير عن نفسه من خلال لقاءات، أو ربورتاجات أو برامج، إلا إذا تعارض ذلك مع مصلحته.

6. احترام الحياة الخاصة

- تغطي الحياة الخاصة مجالات متعددة مثل خصوصية البيت الأسري، والحالة الصحية والجسد وخصوصيته، والحياة الزوجية والعائلية والعاطفية، والتوجه السياسي أو الفلسفي أو الديني أو الجنسي.
- < يجب أن تحترم الإذاعات الجموعية حقوق الأفراد و عدم انتهاك حرياتهم الشخصية
- < يجب أن تحترم الإذاعة حق الأشخاص المشروع في حماية حياتهم الخاصة من الاستخدام غير المبرر للمعلومات والتي تم الحصول عليها من دون موافقة أو من خلال اختراق الحياة الخاصة.
- < يجب أن تقوم الإذاعة بحماية المعلومات والمعطيات الشخصية التي حصلت عليها خلال اشتغالها. فالمعطيات الشخصية هي معلومات فردية متعلقة بالحالة الشخصية أو المادية لشخص مادي محدد أو يمكن تحديده، مثل الاسم والعنوان البريدي وعنوان البريد الإلكتروني، أو الهاتف.

2. معالجة المعلومات

- < تعتبر حرية التعبير والتواصل والحق في المعلومة من بين حقوق الإنسان الأساسية المعترف بها كونيا. ومن واجب الإذاعة الدفاع عنها والنهوض بها.
- < يجب أن تسمح للمستمعين بالحصول على معلومات متنوعة، محايدة، ذات فائدة وغير خاضعة لاعتبارات سياسية أو أيديولوجية أو عرقية. وأن تستجيب هذه المعلومات للاحتياجات الحقيقية للسكان والفئات المستهدفة من أجل استيعاب وفهم المحيط السياسي والاقتصادي والاجتماعي والثقافي سواء على الصعيد المحلي، أو الجهوي في سياق وطني ودولي.
- < يجب أن تقدم المعلومة بأمانة وأن تقوم بتحليل الأحداث والتعليق عليها -أن اقتضى الأمر- من دون إكراهات أو حواجز. بالإضافة إلى التحقق من صحة المعلومات، خاصة من خلال الاعتماد على مصادر متعددة وذات مصداقية. ويجب أن يكون التعليق على الوقائع والأحداث العامة غير متحيز وخاليا من أي مبالغة (تهويلا أو تبخيسا). وأن تحرص على تجنب أي خلط بين الإخبار والترفيه.
- < يجب أن تعزز الحق في حرية التعبير بالنسبة للأفراد و الجماعات خاصة النساء والشباب والأطفال المُوَطَّرين من قبل بالغين من خلال منحهم الفرصة للتعبير عن أنفسهم في القضايا التي تتعلق بحياة الساكنة.
- < يجب أن تعمل على حماية سرية مصادر المعلومات عندما تطلب هذه الأخيرة ذلك. إذ قد يؤدي انعدام هذه الحماية إلى ثني مصادر المعلومات عن مساعدة الإذاعة على القيام بعملها المرتبط بتقديم معلومات حول قضايا عامة.
- < يجب أن تتجنب السرقة الأدبية، إذ يتعين عليها لإحالة على مصدر المعلومة إذا قامت ببث خبر حصري سبق بثه من قبل وسائل إعلام أخرى.
- < يمنع على الإذاعات الجمعوية استغلال معانات الأشخاص و الجماعات أو إرغامهم على تقديم معلومات
- < يجب أن تحترم مبدأ قرينة البراءة بالنسبة للمتهمين. وعدم تقديمهم على أنهم مجرمون وذلك من خلال استعمال كل الوسائل اللغوية والتعبيرية وأي وسيلة أخرى تكفل احترام قرينة البراءة.
- < تلعب الإذاعات الجمعوية دورا مهما في تقديم الأخبار العاجلة حول الكوارث الطبيعية والصناعية والأخطار الصحية. وبالتالي يجب عليها أن تضع للإجراءات الملائمة لنشر المعلومات العاجلة التي تطلب السلطات العمومية منها بثها.

3. الإستقلالية

- < يجب أن تحرص الإذاعة على أن يتم عملها، سواء على مستوى البرامج أو الخط التحريري أو نط التدبير والقرارات المتعلقة به، في ظروف تكفل استقلالها عن أي مجموعة اقتصادية أو سياسية أو دينية أو أيديولوجية.
- < يجب أن تتجنب تضارب المصالح وأي سلوك أو التزام أو عمل من شأنه المس باستقلاليتها، أو يزرع الشك داخل الجماعة.
- < يجب أن لا تخدم الإذاعة المصالح الشخصية لأفراد الجمعية أو مجلسها الإداري أو موظفيها أو لوبيات سياسية أو اقتصادية أو اجتماعية أو ثقافية أو غيرها
- < يجب ألا يستغل موظفو الإذاعات أو مجلسها الإداري منصبهم أو معلومات حصلوا عليها خلال القيام بعملهم من أجل الحصول على منافع أو امتيازات شخصية لصالحهم أو لصالح أقربائهم.

يستند مقترح مدونة الأخلاقيات التالية حول الإذاعات الجموعية التي سيتم إنشائها مستقبلا في المغرب أولا على مدونة الأخلاقيات التي تنطبق على وسائل الإعلام العمومية والخاصة كما أقرتها الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، والمبادئ المعترف بها دوليا والنماذج الجاري بها العمل في الدول الديمقراطية.

ويتمثل الهدف من هذه المدونة في دعم مهنيي الإذاعات الجموعية ومساعدتهم على فهم واجباتهم اتجاه الفئات التي يستهدفونها ويمثلونها وكذا التزامهم بمبادئ الصحافة المواطنة التي سيحملون مشعلها في المستقبل.

وخلافا لوسائل الإعلام العمومية والخاصة التجارية، تستمد الإذاعة الجموعية مشروعيتها من كونها إحدى آليات التواصل والمعرفة التي تستهدف العمل عن قرب مع المواطنين والمواطنات وتمكينهم من التعبير عن أفكارهم وانشغالاتهم وإبراز ثقافتهم والإسهام في الحفاظ عليها والتعريف بها ضمن رؤية تعتمد أساسا البعدين المحلي والجهوي في ارتباط بالبعد الوطني) وبالتالي تعتبر وسيلة إعلام تقوم بالمشاركة في حياة الساكنة والجمعيات محليا وجهويا. ويفرض عليها هذا الالتزام مسؤوليات محددة، بالإضافة إلى مسؤوليات أخرى مشتركة بين جميع وسائل الإعلام والصحافة.

1. مسؤوليات وواجبات الإذاعة الجموعية اتجاه المستمعين و المستمعات

- < يجب أن تعمل الإذاعة على إشراك الساكنة التي تمثلها في مختلف جوانب العمل الذي تقوم به، سواء تعلق الأمر بالإدارة أو البرمجة أو الإنتاج أو البث. كما يجب أن تحترم المساواة بين الجنسين.
- < يجب أن تضع مجموعة من التدابير الديمقراطية التي من شأنها تفعيل مشاركة المستمعين دون أي نوع من التمييز سواء على أساس العرق أو اللغة أو السن أو الجنس أو الإعاقة، أو القدرة الفكرية أو الوضعية السوسيو - اقتصادية أو الدين، وذلك في احترام لمقتضيات الدستور.
- < يمنع على الإذاعات الجموعية تمرير الخطابات العنصرية أو المعادية لحقوق الإنسان ببعدها الكوني أو التشهير بالمواطنين والمواطنات
- < يشكل العمل التطوعي أساس مشاركة المستمعين في الإذاعة، وهو مبدأ يجب تشجيعه وتأييره، إذ يتعين على الإذاعة أن تتبنى سياسة تعتمد مساطر خاصة بانخراط المتطوعين تهم على الخصوص تكوينهم. كما يمكن للإذاعة استخدام أجراء سواء من التقنيين أو المحررين يوظفون بمهن العمل الإذاعي كما هي متعارف عليها.
- < يجب أن تعتمد الإذاعة مقاربة تشاورية مع مع الساكنة والجمعيات، من أجل معرفة آرائهم حول أدائها.
- < تسهم الإذاعات الجموعية في التربية على حقوق الإنسان والنهوض بقيم المواطنة. وتعمل الإذاعات الجموعية بشكل خاص على تعزيز مشاركة الشباب والنساء والمسنين والأشخاص في وضعية إعاقة والفئات الهشة.
- < يجب أن تكون فاعلا مهما في مجال الحكامة الجيدة وأن تعمل على رصد سياسات المسؤولين الحكوميين والمنتخبين المحليين خدمة لمصالح الساكنة. وبذلك تضطلع هذه الإذاعات بدور الوساطة المحايدة التي تهدف أيضا إلى أن تستجيب الخدمات التي تقدمها السلطات العمومية والمنتخبون لاحتياجات المجتمع وأن يتم نقل مظالم الساكنة لصناع القرار.
- < يجب أن تلعب دورا مهما في مشاريع التنمية المحلية وأن تحرص على أن تلعب الجماعة دورا فعالا في المشاركة في رسم سياسة التنمية والعمل على تنفيذها وتقييمها.
- < يجب على الإذاعات الجموعية، باعتبارها فاعلا، المساهمة في حل النزاعات التي قد تحدث داخل الجماعة أو بين عدد من جماعات مختلفة أو حتى بين الجماعة والسلطات العمومية، إذ تلتزم بحث أطراف النزاع على إيجاد حلول للنزاع بالطرق السلمية.

ملحق 2

مقترح مدونة أخلاقيات خاصة بالإذاعات الجمهورية

- مخطط تكوين المتطوعين حسب المهام الموكولة إليهم؛
- التكوين المستمر لفائدة الأشخاص المؤهلين؛
- التكوين في مجال استعمال تكنولوجيات الإعلام والاتصال.

المادة 11 المراقبة

1.11 بالإضافة إلى المراقبة التي يمكن أن تقوم بها الجمعية لعمل الإذاعة، تمتلك الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري سلطة التأكد من مدى احترام الإذاعة الجموعية للمبادئ والقواعد المطبَّقة على قطاع الإذاعات الجموعية ومحتوى دفاتر التحملات؛

2.11 تسهر الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري على تقييد الإذاعات الجموعية بالنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل في مجال الإشهار، وتراقب في هذا الصدد برمجة الإذاعات الجموعية للإعلانات الإشهارية.

3.11 تتلقى الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري الشكايات المتعلقة بمخالفة النصوص القانونية أو التنظيمية المطبقة على القطاع أو المتعلقة بالأضرار الناجمة عن بث معلومات مجانية للحقيقة أو ماسة بالشرف؛

4.11 تطبق الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري العقوبات جراء المخالفات التي ترتكبها الإذاعات الجموعية أو تقترح على السلطات المختصة العقوبات الواجب إعمالها؛

5.11 ترفع الإذاعة الجموعية للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري تقريراً سنوياً حول تطبيق دفتر التحملات.

المادة 12 العقوبات

ينص القانون رقم 77.30 المتعلق بالاتصال السمعي البصري على عدد من العقوبات التي تطبق أيضاً على الإذاعات الجموعية.

- مكان الإرسال والحد الأقصى للقوة الظاهرة الموثقة؛

3.10 البرامج

- لغة البرامج (العربية، الأمازيغية، اللهجات العربية أو اللغات الأجنبية)
- المدة والمميزات العامة للبرامج؛
- حصة الإنتاج الخاص بالمتعهد (الإنتاج الذاتي)؛
- حصة الإعلانات الشهرية؛
- حصة البرامج التي تكون موضوع رعاية؛
- بث الرسائل الرسمية ذات المصلحة العامة؛
- فصل مختلف العناصر المتعلقة بالبرامج (الأخبار، المجلات الحوارية، البرامج البيداغوجية والتعليمية والتحسيسية وبرامج نشر وتبسيط المعرفة، الروبورتاجات والموسيقى)؛
- البرامج التي يتم بثها مباشرة أو البرامج المسجلة؛
- البرامج الوطنية والدولية.

4.10 حقوق المؤلف والحقوق المجاورة

5.10 الموارد البشرية:

- الأجراء؛
- المتطوعون؛
- حقوق العاملين.

6.10 التمويل

- مؤهلات الإعلانات على المستوى المحلي؛
- مساهمة أعضاء الجماعة؛
- الرعاية؛
- الشراكة مع الفاعلين العموميين المحليين؛
- دعم الدولة؛
- الدعم الدولي.

7.10 دور الجمعية في عمل الإذاعة

- مساطر الولوج وكيفيات مشاركة أعضاء الجمعية في تسيير الإذاعة؛
- دور أعضاء الجمعية في البرمجة وإنتاج وبث البرامج؛
- دور أعضاء الجمعية في البحث عن مصادر التمويل؛
- دور أعضاء الجماعة في تسيير عمليات الإذاعة؛
- سبل مراقبة الجماعة للإذاعة ومساطر تقديم الحساب.

المادة 8 : البرمجة واستقلالية خط التحرير

- 1.8 تقوم الإذاعة الجموعية بإعداد برمجتها بكل استقلالية مع الحرص على إشراك أعضاء الجمعية في وضع التصور لتلك البرامج وذلك بناء على مسطرة خاصة تضعها الإذاعة؛
- 2.8 يجب أن تستجيب البرمجة لحاجيات وانتظارات الجمعيات و الفئات المستهدفة على مستوى الإخبار والتربية والتثقيف والترفيه. ويتعين أن يخصص الحيز الأكبر في برامج الإذاعة للشؤون المحلية ؛
- 3.8 يجب أن تركز أغلب الأخبار على الأحداث المحلية دون أن إهمال أي حدث دولي أو وطني أو جهوي له علاقة أو أثر على حياة ساكنة الجماعة؛
- 4.8 يجب أن تهدف برامج الثقافة والترفيه إلى حماية الثقافات المحلية والنهوض بها واكتشاف المواهب الجديد بالجماعة؛
- 5.8 يجب على الإذاعة احترام قوانين حماية حقوق المؤلف والحقوق المجاورة.

المادة 9 : مدونة الأخلاقيات

يتعين على الإذاعة احترام مدونة الأخلاقيات (مقترح في وثيقة منفصلة)

المادة 10 : دفتر التحملات

الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري هي الجهة المؤهلة بموجب الظهير الشريف رقم 1-02-212 الصادر في 22 من جمادى الآخرة 1423 (31 غشت 2002) القاضي بإحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي- البصري، لإعداد دفاتر التحملات لمتعدي خدمات الاتصال السمعي البصري. وهي مخولة أيضا، بموجب النص القانوني ذاته، لإعداد دفاتر التحملات الخاصة بالإذاعات الجموعية.

يحدد دفتر التحملات التوجهات وطرق سير عمل الإذاعة الجموعية . ويعتبر بمثابة عقد ينظم العلاقة بين الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري والجمعية الحاصلة على الرخصة ويضمن لها وجودا قانونيا.

يوضح دفتر التحملات طبيعة الإذاعة وأهدافها وحقوقها وواجباتها في مجال التسيير والتمويل والبرمجة.

العناصر المكونة لدفتر التحملات :

1.10 طبيعة الإذاعة

- هدف الرخصة ومدتها وكذا شروط وكيفيات تغييرها وتجديدها؛
- تسمية صاحب الترخيص وشكله القانوني وهوية المتصرفين وأصل الموارد المالية وتوقعات مبلغها.

2.10 إحداث الشبكة

- المنطقة الجغرافية التي ستغطيها الخدمة ؛
- خصائص الجماعة المستهدفة؛
- الإجراءات التقنية للإرسال؛
- طبيعة تجهيزات الإرسال والبث المستعملة؛

- 4.5 يتم تشجيع الإذاعة على استثمار مصادر أخرى للتمويل من طرف الفئات التي تعمل لفائدتها (من قبيل بث البلاغات ذات الطابع الاجتماعي أو الجماعي نظير مقابل مادي...)
- 5.5 لا يجب لأي مصدر تمويل أن يؤثر على الخطط التحريري للإذاعة والذي تحدده الفئات المستهدفة بالجماعة.
- 6.5 الإذاعات الجهوية مستقلة عن السلطة و الأحزاب أو أي مؤسسة أيديولوجية.

المادة 6 : التسيير

- 1.6 يتم تسيير الإذاعة الجمعوية من طرف إدارة ينتخبها أو يختارها أعضاء مجلس إدارة الجمعية ؛
- 2.6 يتم تدبير الإذاعة بكل شفافية وبشكل يضمن مشاركة أعضاء الجمعية والفئات المستهدفة في الإشراف ومراقبة مجمل العمليات والأنشطة بالإذاعة التي تهتم التدبير المالي وتدبير الموارد البشرية.
- 3.6 التدبير المالي
- < يجب على الإذاعة أن تحدث بداخلها لجنة أو آلية خاصة بالتدبير المالي تكون تحت سلطة أمين المال؛
 - < يجب على الإذاعات الجمعوية مسك محاسبة تحليلية خاصة بكل مكوناتها وأنشطتها، و تخضع للفحص المالي ؛
 - < يجب على الإذاعة الجمعوية أن تنشر الحصيلة المالية السنوية وتضعها رهن إشارة أعضاء الجمعية وكل من يهمله الأمر.
- 4.6 تدبير الموارد البشرية
- < يجب على الإذاعة احترام القوانين الجاري بها العمل في ما يخص قانون الشغل؛
 - < يتكون الفريق العامل بالإذاعة أساسا من متطوعين يعينون من بين أعضاء الجمعية ومستخدمين؛
 - < يتم تطبيق مبدأ عدم التمييز في مسلسل تعيين العاملين سواء الدائمين أو المتطوعين، وتعطى أهمية خاصة للنساء والشباب؛
 - < يجب أن تقوم سياسية تدبير الموارد البشرية للإذاعة على ضمان كفاءة العاملين وتنوع مشاربهم؛
 - < يجب أن ينص دفتر التحملات على تنفيذ برامج لتكوين العاملين بالإذاعة؛
 - < يحظر القانون تشغيل الأطفال القاصرين.

المادة 7 : الخصائص التقنية

- 1.7 تحدد الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري قوة الترددات حسب طبيعة الجماعة ومجالها الجغرافي؛
- 2.7 تمنح الترددات أخذا بعين الاعتبار موقع الجماعة (مجالات حضرية، أحواز المدن، مناطق قروية)؛
- 3.7 يمكن للإذاعة الجمعوية أن تعمل بوسائلها الخاصة للبث.

- < النظام الأساسي للجمعية التي تحمل مشروع إحداث إذاعة جمعوية ؛
- < عنوان الإذاعة وأسماء الأشخاص القائمين على إدارتها والمسؤوليات التي يضطلعون بها ؛
- < محضر مجلس إدارة الجمعية الذي يخول للمكتب التقدم بطلب رخصة إذاعة جمعوية؛
- < بطاقة تقنية تتضمن وصفا للفئات المستهدفة التي تعتمز الإذاعة خدماتها والنطاق الجغرافي الذي ستعمل فيه الإذاعة وعدد سكانه وخصائصه السوسيو-مهنية والثقافية واللغوية؛
- < أهداف الإذاعة الجمعوية؛
- < المخطط التقني: قوة ومجال و جهاز البث، التجهيزات التقنية؛
- < مقترح لشبكة برامج تغطي ستة أشهر على الأقل؛
- < المشروع الأولي لميزانية السنوية للإذاعة ؛
- < بيان بمصادر التمويل المحتملة.

المادة 4 : الترشيح

تقوم الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بتقييم ملفات الترشيح حسب المسطرة الجاري بها العمل في تقييم ترشيحات الإذاعات الخاصة.

المادة 5 : التمويل

1.5 يجب أن تضمن مصادر التمويل للإذاعة الجمعوية استمراريتها وتطورها النوعي، ويشكل دعم الجمعيات أفضل ضمانة لديمومة الإذاعة الجمعوية .

2.5 يسمح القانون بمصادر متنوعة للتمويل يمكن للإذاعة الجمعوية السعي للاستفادة منها :

- الإعلانات التجارية التي لا يجب أن تتجاوز المداخيل المتحصلة منها الميزانية السنوية للإذاعة. ويفضل أن يتأتى جزء كبير من هذه المداخيل من المعلنين المحليين؛

- منحة سنوية من صندوق للدعم والمساعدة في مجال الإنتاج الإذاعي الجمعوي. وتقوم هيئة مستقلة بإحداث هذا الصندوق ووضع شروط الاستفادة منه؛

- تبرعات الفئات المستهدفة من الإذاعة والمساهمات السنوية لأعضاء الجمعية ؛

< الدعم المالي للمؤسسات العمومية الوطنية والجهوية والمحلية المقدم في إطار مشاريع شراكة؛

< دعم المنظمات الخيرية والمنظمات غير الحكومية الدولية ؛

< الجهات الراعية الخاصة والعمومية.

3.5 يسمح أيضا للإذاعة الجمعوية بتنظيم أنشطة ربحية محدودة، شريطة أن تتم إعادة استثمار مداخيلها في الإذاعة أو لفائدة المواطنين و المواطنين مثال : تنظيم المهرجانات والأنشطة الرياضية ...

المادة 2 : مهمة الإذاعة الجموعية

من بين مهام الإذاعة الجموعية العمل على :

- < تطوير إعلام محلي تعددي بهدف إبراز الأنشطة السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية للفاعلين المحليين، على المستوى المحلي والجهوي وفي السياق الوطني. ويشارك أعضاء الجمعية و الساكنة في مسلسل اتخاذ القرارات المتعلقة بالخط التحريري وبلورة وإنتاج وبث محتوى الإعلام المحلي؛
- < تعزيز حرية المستمعين والمستمعات في التعبير، وذلك من خلال تشجيعهم على التعبير والمشاركة في النقاش وتبادل الأفكار حول بلورة وتنفيذ وتتبع برامج التنمية السوسيو- اقتصادية والثقافية والاجتماعية والبيئية التي تهمهم؛
- < النهوض بالمهارات والخبرات المحلية من أجل إيجاد الحلول الملائمة لمشاكل التنمية التي يعيشها المواطنون و المواطنات؛
- < المحافظة على روابط التضامن والتعاون بين الفئات المستهدفة وتسوية كل النزاعات، التي يمكن أن تنشأ داخل صفوفها أو بينها وبين فاعلين آخرين عموميين أو خواص، عن طريق الحوار والتوافق.
- < نشر قيم الديمقراطية والمواطنة واحترام التعددية وحقوق الإنسان والحرية والكرامة الإنسانية، عبر برامج إذاعية؛
- < المساهمة في مكافحة الهشاشة والتهميش والإقصاء من خلال تشجيع الساكنة المستهدفة على الانخراط كشركاء في البرامج السوسيو-اقتصادية المحلية التي ينفذها الفاعلون المحليون والوطنيون والدوليون الذين تحدوهم نفس الأهداف؛
- < النهوض بالثقافة والتراث المحليين والمحافظة عليهما؛
- < المحافظة على البيئة على المستوى المحلي.

المادة 3 : الترخيص

- 1.3 لا يمكن أن تعمل الإذاعات الجموعية إلا بعد حصولها على رخصة مسلمة من طرف الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري.
- 3.2 تعلن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري عن طلبات عروض لإنشاء إذاعات جموعية. ويتم نشر طلبات العروض على موقع الهيئة وفي الصحافة الوطنية. ويتم إعداد تلك الطلبات في ارتباط مع مخطط الترددات الذي تضعه الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات.
- 3.3 يمكن للجمعيات أيضا إيداع ترشيحاتها من تلقاء نفسها.
- 3.4 اعتبارا للفوائد الاجتماعية التي تتحقق بفضل الإذاعات الجموعية، فإن هذه الأخيرة تعفى من أداء مصاريف الرخصة، لكنها تؤدي مصاريف بث التردد المماثل وتكون هذه التكاليف ملائمة لميزانية الإذاعات الجموعية. غير أن الإذاعة الجموعية يمكن أن تقوم بالث ذاتيا لكن في احترام لمعايير الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات.
- 3.5 من أجل الترشح للحصول على رخصة، يجب أن تكون الإذاعة الجموعية عبارة عن مشروع تحمله جمعية ذات هدف غير ربحي محدثة طبقا للقانون المغربي المنظم للجمعيات
- 3.6 يجب أن تقوم الجهات المترشحة لنيل رخصة إحداث إذاعة جموعية بإيداع ملف من ثلاث نظائر يتضمن الوثائق والمعلومات التالية :

يتم ويعدل مشروع هذا القانون حول الإذاعات الجموعية، الظهير الشريف رقم 1.04.257 الصادر في 25 ذي القعدة 1425 (7 يناير 2005) بتنفيذ القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي - البصري.

ديباجة

يأتي هذا المشروع حول الإذاعات الجموعية (تدعى أيضا الإذاعات الجماعية أو الجماعية أو المحلية) لتدارك التأخر على مستوى ديمقراطية المنظومة السمعية البصرية بالمملكة المغربية، ويقر بضرورة بلوغ تطور مهم في ميدان التعددية في مجال السمعي البصري الذي يجب أن تتعايش فيه ثلاث قطاعات إعلامية هي: القطاع العمومي التابع للدولة، القطاع الخاص-التجاري والقطاع الجموعي.

لقد أضحت الإذاعات الجموعية أمرا واقعا على المستوى الدولي، يمكن للمغرب أن يساهم فيه بقوة وأن يصير نموذجا يحتدى به على مستوى منطقتي المشرق والمغرب في هذا المجال، إذ تحظى الإذاعات الجموعية باعتراف المئات من البلدان بالقارات الخمس، وتلعب في البلدان النامية دورا هاما في حياة الجماعات التي أحدثت من أجلها.

وتهدف هذه التعددية الإعلامية الجديدة إلى تعزيز التزام المملكة المغربية بالمساهمة، على مستوى القوانين، باحترام الحريات العامة الأساسية، خاصة الحق في التعبير وحق المواطنين في الإعلام والاتصال كما تكرسه القوانين الدولية والدستور المغربي الجديد.

تمة عاملان أساسيان يبرزان أهمية الاعتراف بالإذاعات الجموعية: من جهة الإسهام في التعريف بالمنتوج الجموعي و تطوير أدائه، ومن جهة أخرى التواصل بين جمعيات المجتمع المدني و المواطنين و تمكين هؤلاء من وسائل جديدة للاتصال و المعرفة، إضافة إلى باقي و سائل الإعلام الأخرى.

يهدف مشروع القانون حول الإذاعات الجموعية إلى تنويع الإنتاج الإذاعي الوطني عبر الإسهام بمحتوى جديد، كما يرمي إلى تشجيع ودعم الفاعلين الجموعيين على إغناء هذا الإنتاج بمحتوى جديد يعكس حاجيات وانتظارات فئات عريضة من المجتمع.

كما أن النسيج الجموعي المغربي بلغ مستوى من النضج يجعله أهلا لنيل الثقة للإسهام في تطوير قطاع وسائل الإعلام الجموعي.

المادة 1: تعريف الإذاعة الجموعية

الإذاعة الجموعية هي وسيلة اتصال مستقلة ولا تهدف إلى الربح، موجهة لخدمة الفئات التي تستهدفها، ويتم تسييرها من طرف جمعية من الجماعة ذاتها ونقصد بالجماعة الساكنة التي تتوجه إليها الإذاعة في نطاق جغرافي معين.

تملك الساكنة المستهدفة بالإذاعة إمكانية المشاركة في وضع تصور وإنتاج وبث البرامج.

يعتبر مسيرو الإذاعة مسؤولين أمام المستمعين ويقدمون لهم الحساب.

ملحق 1

مقترح خطوط توجيهية لمشروع قانون خاص بالإذاعات الجماعية

7. توصيات

ندعو الحكومة والبرلمان إلى الاعتراف بالإذاعات الجمعوية في القانون المتعلق بالاتصال السمعي - البصري. لذلك فمن الضروري بداية إدخال تعديلات على القانون رقم 77.03.

وفي هذا الإطار، فإن الهيئة العليا للاتصال السمعي - البصري (HACA)، باعتبار الدور الذي تلعبه في تسيير القطاع السمعي والبصري والصلاحيات المخولة لها بشأن دعوة الحكومة والبرلمان إلى إدخال تغييرات في التشريعات لتلائم التحولات الاجتماعية والتقنية في مجال السمعي - البصري، مدعوة إلى:

< إحداث خلية مختصة في الإذاعات الجمعوية كما هو معمول به في البلدان الديمقراطية التي تتوفر على ثلاثة قطاعات إعلامية سمعية بصرية

< المبادرة بتقديم مقترح قانون متعلق بالاعتراف القانوني بالإذاعات الجمعوية يحدد حقوقها والتزاماتها؛

كما أن البرلمان مدعو للتصويت على مشروع القانون، مع الحرص على أخذ مطالب الجمعيات المغربية بعين الاعتبار، وذلك في احترام للمبادئ والقوانين المواثيق الوطنية والدولية.

يجب أن يعترف القانون المشار إليه بدور الإذاعات الجمعوية في ديمقراطية المشهد الإعلامي وتوسيع نطاق الحق في حرية التواصل ليشمل مجموع هيئات المجتمع المدني بالمغرب، مع التسطير على دورها في التغيير الاجتماعي ومكافحة الفقر والهشاشة والعزلة الاقتصادية والسياسية والثقافية والاجتماعية وتعزيز المواطنة.

ينبغي أن يسمح هذا القانون أيضا بما يلي:

< وضع نظام لمنح التراخيص والترددات يكون مشجعا ومحفزا على إنشاء الإذاعات الجمعوية؛

< وضع دفتر تحملات يتميز بالمرونة؛

< إنشاء صندوق وطني للدعم.

ومباشرة بعد إعداد هذه المشاريع، تعطي الإذاعة الجموعية الكلمة للسكانة والمتخصصين في مجال التنمية لتقديم وجهات نظرهم بشأن تأثير هذه المشاريع على الجماعة، وهي آراء يتوجب أن تجد لها صدى لدى صناع القرار المؤسسيين.

< المشاركة في تنفيذ مشاريع التنمية

تخبر الإذاعة المحلية المجتمع بانتظام بتطور مشاريع التنمية وتسهر على ألا تأخذ مسارا آخر، أو أن تتعثر نتيجة بطء التنفيذ أو أن تكون أداة للاختلاس أو الرشوة. وفي مثل هذه الحالات، التي تحدث للأسف في العديد من البلدان النامية، ينبغي على الإذاعة المحلية تنبيه السلطات والجماعة لكي تتعبأ لمواجهة الوضع.

< المشاركة في تقييم مشاريع التنمية

إن الجماعة هي من تقوم، عبر إذاعتها، بتقييم المشاريع التنموية، لكونها هي المستهدفة بتلك المشاريع والمستفيدة منها. ومن أجل ذلك تبث الإذاعة لقاءات نقاش تسمح لأفراد الجماعة، خاصة المجموعات المعنية بشكل مباشر، بتقييم هذه المشاريع. وفي حال ما إذا اعتبر المستفيدون أن المشروع غير مناسب، يمكن للإذاعة المحلية أن تبدأ الترافع من أجل تصحيحه.

6. خلاصة

ساهمت الإذاعات المحلية في ديمقراطية المشهد الإعلامي وفي أعمال الحق في الاتصال والتواصل في عدة بلدان. وتحظى هذه الإذاعات باعتراف آليات الأمم المتحدة لحقوق الإنسان والعديد من المنظمات الدولية غير الحكومية الكبرى. وفي عدد من الدول، لاسيما في إفريقيا وأمريكا اللاتينية تساهم الإذاعات المحلية في تنفيذ السياسات العمومية المرتبطة بالتنمية ومكافحة تهميش وإقصاء السكانة القروية. ذلك أن هذه الإذاعات التي تعتبر إذاعات قرب بامتياز، تعطي الكلمة لمن "لا صوت لهم" وتمنحهم الفرصة للتعبير وإعداد مشاريع تستهدف تحسين ظروف عيشهم والمشاركة في تنفيذها.

وثمة بالمغرب عاملين يبرزان الحاجة للاعتراف بالدور الذي يعمله الاتصال الجموعي: من جهة ضرورة إدماج السكانة الحضرية والقروية المقصية من مسار التنمية السوسيو - اقتصادية، ومن جهة أخرى ضرورة إدماج الجماعات التي تهمشها أو تجهلها وسائل الإعلام الجماهيرية العمومية والخاصة. ذلك أن وجود الإذاعات الجموعية سيمكن من ضمان تنوع الإنتاج الإذاعي الوطني من خلال تقديم محتوى جديد لطالما أهملته وسائل الإعلام التقليدية، حيث سيعمل الفاعلون الجمعيون على إغناء وتدارك نقائص الإنتاج الإعلامي من خلال تقديم محتوى جديد يعكس حاجيات وانتظارات السكانة المحلية.

كما أن النسيج الجموعي المغربي بلغ درجة من النضج صار معها أهلا لنيل الثقة وتحمل عبء تنمية قطاع وسائل الإعلام الجموعية التي تعد رافعة لا غنى عنها لتحقيق التنمية والديمقراطية.

لقد أصبحت الإذاعات الجموعية واقعا فرض نفسه على المستوى الدولي ويمكن للمغرب أن يساهم فيه بقوة وأن يصير نموذجا يحتدى به على مستوى منطقتي المشرق والمغرب في هذا المجال.

فباعترافه بهذه الإذاعات والتعددية الإعلامية التي تقتضيها، سيقوم المغرب بتعزيز التزاماته المتعلقة بالإسهام في تعزيز الحريات العامة الأساسية خاصة حرية التعبير وحقوق المواطنين في الإعلام والاتصال كما تضمنه القوانين الدولية ودستور البلاد.

- < تشجيع التواصل بين أطراف النزاع؛
- < تصحيح الأفكار الخاطئة التي يحملها البعض عن الآخر من خلال دعوة شخصيات و خبراء لشرح مواقفها بشكل واضح؛
- < إظهار الجانب الإنساني للطرف الآخر
- < التأكيد على البعد الإنساني للنزاع من خلال ربطه بأسماء وأصوات وبث قصص حقيقية على الهواء؛
- < توفير متنفس للمستمعين وأطراف النزاع، ودفعهم للنظر إلى المشكل بطريقة مختلفة ومنحهم الفرصة لاستلهاام الحلول التي تم التوصل إليها في مناطق أخرى؛
- < إيجاد الحلول⁶².

ولكن عندما يصل النزاع إلى مستوى الحرب الأهلية، فإن قدرة الإذاعة المحلية على إيجاد مخرج لها تكون محدودة، حيث لا يمكنها إذاك سوى العمل على التربية على حقوق الإنسان أو محاولة تبديد سوء الفهم والأحكام المسبقة، لكن حتى هذا الدور يصبح هو الآخر صعبا عندما يكون للمتنازعين من كلا الجانبين في منطقة ما مصلحة في الإبقاء على الأحكام المسبقة وعلى ثقافة الخوف. وبالرغم من ذلك، تبقى مساعدة المجتمعات على حماية نفسها بنفسها أمرا ممكنا. أما في سياق ما بعد النزاع، فإن الإذاعات المحلية تسهر على تعزيز السلام والمصالحة بين الجماعات. وهناك أمثلة عديدة على انخراط الإذاعة الجموعية في بناء المجتمعات بعد انتهاء الصراع، ومن الأمثلة على ذلك عمل بعثة الأمم المتحدة في الكوت ديفوار مع الإذاعات الجموعية حول قضايا نزع السلاح وتسريح المقاتلين وإعادة الإدماج.⁶³

6.5 المشاركة في المشاريع التنموية

يستند دور الإذاعات الجموعية في مسار التنمية على النموذج الجديد في التواصل من أجل التنمية، القائم على جعل التنمية خيارا للجماعة المعنية ويكون فيه التواصل أفقيا يعتمد على مشاركة واسعة للسكان في مشاريع التنمية، حيث لا يقتصر دور الإذاعات المحلية على مجرد الإخبار بهذه المشاريع التي اتخذ القرار بشأنها من خارج الجماعة، بل تحول دور الساكنة التي تستهدفها مشاريع التنمية من دور متلقي إلى دور فاعل قوامه المشاركة.

إن سياسة التواصل الرسمية التي رسخت دور المتأقني للجماعة في التنمية والتي يتم وضعها واتخاذ القرار بشأنها من خارج الجماعة لم تعد اليوم مناسبة أو مقبولة، خاصة أن مشاريع التنمية التي تستند على هذا النهج فشلت أو كانت ضعيفة التأثير.

لقد باتت الحكومات والوكالات الدولية العاملة في مجال التنمية تولي اهتماما متزايدا للإذاعات الجموعية. وبدورها في مسلسل التنمية، لاسيما في المناطق الفقيرة والمهمشة. وشكل هذا الاهتمام فرصة لم تتوان الإذاعات المحلية في اغتنامها حيث سارعت إلى وضع استراتيجيات للتواصل ملائمة لواقع الجماعة وللمشاريع التنموية التي تستهدفها. وتتدخل الإذاعات المحلية في هذا الإطار على ثلاثة مستويات هي: وضع السياسات التنموية، تنفيذ المشاريع وتقييمها وأخيرا تصحيح المشاريع أو إعادة تكييفها.

< المشاركة في وضع السياسات التنموية

تقدم الإذاعات الجموعية التي تُشركها الحكومات أو المنظمات الدولية في وضع سياسات التنمية منذ البداية أخبارا ومعلومات عن الواقع المحلي واحتياجات الجماعات، ويمكن استخدام هذه المعلومات، التي يتم تجميعها من خلال التحقيقات الصحفية والحوارات التفاعلية واستطلاعات الرأي، في تحديد المشاريع التي تحتاجها وتطالب بها الجماعات.

62 الإذاعات الإفريقية من أجل السلام. 2007 - (Radios Africaines Pour la Paix. SFCG -)

<http://www.media-diversity.org/mdi/additional-files/documents/A%20Guides/Radios%20Africaines%20pour%20la%20Paix%20-%20un%20guide%20%5BFR%5D.pdf>

63 http://africa.amarc.org/documents/pan_african/Rapport_session_R%F4le_de_la_RC_dans_la_promotion_de_la_bonne_gouvernance_et_de_la_gestion_des_conflits_en_Afrique.pdf

4.5 النهوض بالثقافة المحلية

تعد الإذاعة الجموعية بمثابة مؤسسة ثقافية قائمة الذات لها تأثير نافذ في الثقافة المحلية. حيث يتمثل دورها في تشجيع الإبداع الثقافي وتعزيز التنوع وتمثين الخصوصية الثقافية للجماعة في إطار فضاء ثقافي وطني.⁵⁸

وتوفر الإذاعات الجموعية للمنتجين في المجال الثقافي، من قبيل الفنانين، "إمكانية تقديم إبداعاتهم دوفا التقيد بالإكراهات المرتبطة بهاجس تحقيق الربح المادي، كما هو الحال في الإذاعات الخاصة"، كما أنها تساهم في إظهار مواهب جديدة، إذ برز العديد من الفنانين، من آفاق متنوعة، بفضل هذه الإذاعات الجموعية في حين كانت وسائل إعلام أخرى ترفض منحهم تلك الفرصة، خصوصا في بداية مشوارهم الفني". وبذلك تساهم الإذاعات الجموعية في التنمية الثقافية لاسيما من خلال: إبراز الفنانين والترويج للأنشطة الثقافية، وتوفير المعلومة الثقافية، ودعم واحتضان التظاهرات الثقافية، واكتشاف المواهب والنهوض بالتنوع الموسيقي.⁽⁵⁹⁾

يمكن أن تشمل الإبداعات الثقافية أشكالا مختلفة للترفيه مثل الموسيقى و المسرح والعروض الفكاهية، والحكايات، والمسابقات، إلخ ... وتبرز الحاجة إلى الترفيه في المناطق النائية التي لا تتمكن من الولوج لوسائل الإعلام "التقليدية" أو التي لا تتوفر على البنيات التحتية الخاصة بالترفيه⁶⁰، كما تبرز حين لا تستجيب وسائل الإعلام الخاصة والعمومية لتطلعات وانتظارات هذه الساكنة.

وغالبا ما تحظى المادة الثقافية بحيز مهم في برامج الإذاعات الجموعية. وتكون هذه الإنتاجات الثقافية ثمرة عمل جماعي، إذ يتم تنظيم استطلاعات للرأي للتعرف على احتياجات الساكنة، وإنتاج برامج ترفيهية في شكل عروض فكاهية، لتمرير رسائل تحسيسية حول الصحة والهدر المدرسي أو زواج القاصرات.

5.5 تسوية النزاعات والوقاية منها

ينظر للإذاعات المحلية، بصفة متزايدة، كفاعل يساهم في حل النزاعات التي قد تحدث داخل الجماعة أو بين عدد من جماعات مختلفة⁶¹ أو حتى بين الجماعة والسلطات العمومية. وتعمل الإذاعات الجموعية على التأثير على أطراف النزاع في اتجاه البحث عن الحلول بالطرق السلمية.

وتبرز الحاجة إلى انخراط الإذاعات الجموعية بشكل خاص في سياقين اثنين: سياق الحرب الأهلية أو الصراعات الطائفية العنيفة وسياق بناء السلام والمصالحة. ولهذه الإذاعات أيضا دور لا يقل أهمية، والذي لا تسلط عليه الأضواء كما يجب، وهو الوقاية من النزاعات.

وتلعب هذه الإذاعات الأدوار المذكورة أعلاه بالنظر لقربها من الجماعات المحلية ولكون بعضها يكون موجودا في مناطق النزاع. ويمكن لهذه الأدوار أن تترجم إلى إجراءات محددة:

في سياق ما قبل النزاع، تساهم الإذاعات في بث برامج إذاعية حول حقوق الإنسان والمواطنة لمكافحة العنصرية والأحكام المسبقة، الثقافية منها والنفسية، والاعتقادات والتمثلات الخاطئة التي قد تحملها بعض المجموعات بخصوص مجموعات أخرى.

أما في سياق النزاع، فالإذاعات الجموعية مدعوة إلى :

58 غير أنه من المهم عدم خلق ثقافة منغلقة على ذاتها ومعزولة عن باقي الثقافات المحلية والجهوية والوطنية

59 من أجل معلومة في خدمة الصالح العام ، توجيهات وزارة الثقافة وأشكال التواصل ووضع المرأة

(Pour une information au service de l'intérêt public Orientations du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition Féminine)

مذكرة مقدمة من طرف جمعية الإذاعات الجموعية بالكيبيك

<http://radiovision.ca/system/files/ARCQ-Memoire-+Consultations+MCCCFQ+2011.pdf>

60 "ستيفان بلوك: الإذاعات الجموعية بغرب إفريقيا: دليل للمنظمات غير حكومية والجهات المانحة". 2003

(Stephane Bloc'h : Radios communautaires en Afrique de l'Ouest: Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds. 2003)

<http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/HS5.pdf>

61 على سبيل المثال الصراعات التي تشب حول الأرض أو الماء أو حول المناطق المجاورة

2.5 تعزيز حقوق الإنسان والنهوض بالمواطنة

تعتبر الإذاعات الجموعية من بين أقوى الوسائل التي يمكن من خلالها الدفاع عن حقوق الإنسان والنهوض بها داخل المجتمع وذلك من خلال التربية ورصد حالات انتهاك حقوق الإنسان⁵³ والتعريف بالحقوق الغير معروفة. ويكتسي جانب حقوق الإنسان أهمية أكبر في عمل الإذاعات الجهوية على متسوى الجماعات الفقيرة والمهمشة التي يجهل أهلها، في غالب الأحيان، حقوقهم.

على مستوى التربية في مجال حقوق الإنسان، تبث العديد من محطات الإذاعة الجموعية، خصوصا في البلدان النامية، برامجها في مجال حقوق المرأة والطفل والمسنين والصحة وحماية البيئة، والحق في العمل والحق في التصويت في الانتخابات. ولتعزيز الحق في التصويت، تعمل مجموعة من المؤسسات المنظمة للقطاع السمعي - البصري على تشجيع الإذاعات بإفريقيا على توعية وتحسيس الساكنة بواجب التصويت بوصفه حقا دستوريا.⁵⁴

ويتم القيام بأنشطة الدفاع عن حقوق الإنسان وحمايتها من خلال التعاون مع جمعيات حقوق الإنسان العاملة في المنطقة التي تغطيها الإذاعة أو مع الإذاعات الأخرى التي تعمل على المستوى الوطني.

3.5 تشجيع نهوض المؤسسات الحكومية والهيئات المنتخبة محليا بمهامها بشفافية ومسؤولية

تعد الإذاعات فاعلا مهما في مجال الحكامة الجيدة. ويكمن دورها في رصد السياسات المعتمدة من قبل المسؤولين عن تدبير الشأن العام والمنتخبين المحليين خدمة لمصالح الساكنة في حث هؤلاء على تحمل مسؤولياتهم وإطلاع الجمهور على أعمالهم بكل شفافية. وبذلك تضطلع هذه الإذاعات بدور الوساطة المحايدة التي تهدف أيضا إلى أن تستجيب الخدمات التي تقدمها السلطات العمومية والمنتخبون لاحتياجات المجتمع وأن يتم نقل مظالم الساكنة لصناع القرار.⁵⁵

"إن تطور الإذاعات الجموعية يعد عنصرا أساسيا يمكن من تنظيم النقاش بين المنتخبين المحليين والمواطنين. وهو نقاش باتت أهميته وطابعه الاستعجابي يقتضيان أن لا ينحصر على التجمعات والفترات الانتخابية، بل يستدعي توظيف إذاعة القرب لمراقبة العمل اليومي للمنتخبين. لاشك أنها مقارنة لم يعتدها المنتخبون، غير أنه صار يتعين عليهم أخذها بعين الاعتبار بشكل يومي في أداء مهامهم. لقد أصبحت الإذاعات الجموعية بمثابة حارس الحكامة الجيدة".⁵⁶

ويمكن اعتبار البرنامج "الحوار الجماعي" الذي تبثه إحدى إذاعات مدينة دكار نموذجا للديمقراطية المباشرة، " فقد دفع رؤساء البلديات (بداكار) إلى التقرب أكثر من المواطنين وأخذ تطلعاتهم بعين الاعتبار، كما شجع أيضا الساكنة على تكوين نظرة نقدية إزاء الكيفية التي يدبر بها منتخبوهم الشأن العام".⁵⁷

53 من خلال تلقي المكالمات الهاتفية والرسائل الإلكترونية والشكايات من طرف المواطنين الذين انتهكت حقوقهم والقيام بالتحقيق في الموضوع

54 حسب الهيئة العليا لوسائل الإعلام لجمهورية الكونغو الديمقراطية، تتمثل مهام الإذاعات الجموعية في ما يلي: 1. قبل الانتخابات: العمل على نشر مضمون القانون الانتخابي، وتقديم المشاريع الاجتماعية للأحزاب السياسية والأحزاب المتحالفة والتربية على احترام قواعد الديمقراطية؛ 2. خلال الانتخابات: تشجيع الناخبين على القيام بواجبهم الوطني؛ 3. بعد الانتخابات: حث الفاعلين السياسيين على قبول نتائج الانتخابات بروح رياضية، 4. الحرص في كل الأحوال على التعامل مع الخبر موضوعية، ونزاهة وحس عالي من المسؤولية

<http://www.grandslacs.net/doc/3380.pdf>

55 على سبيل المثال الرشوة وعدم تنفيذ الأحكام القضائية

56 منصور ديوف: وسائل الإعلام، الحكامة المحلية والمواطنة بالسينغال (Mansour DIOUF: Medias, gouvernance locale et citoyenneté au Sénégal)

<http://www.cities.lyon.fr/medias-citoyennete.html>

57 " (الحوار الجماعي)، برنامج لإذاعة جماعية بدارك بين التفاعل الحديث والتراث التقليدية"، ياسين ديان، جامعة باريس دوفين

« Dialogue communal », une émission d'une radio communautaire dakaraise entre « interactivité » moderne et « traditionnelle », Yacine Diagne, Doctorante Université Paris Dauphine) http://www.cean.cinquantenaire.sciencespo Bordeaux.fr/diagne_communication.pdf

ومن جهة أخرى، يؤكد البنك الدولي أن هذه "المشاركة تشكل هدف الإذاعة الجموعية وسر قوتها في الوقت ذاته : فهي هدفها لأن الإذاعة تسعى إلى خلق منتدى للساكنة، وهي سر قوتها لأن الأشخاص ومنظماتهم يتمكنون، من خلال هذه المشاركة، من تجسيد ما يملكونه من خبرات ومهارات وآراء وتجليات ثقافية وكفاءات في صيغة برامج إذاعية".⁵⁰

ومن أبعاد هذه المشاركة أيضا تحقيق تفاعل الساكنة مع البرامج التي تبثها الإذاعة. كما أن المحافظة على وفاء المستمعين ومتابعتهم لبرامج الإذاعة أمر ضروري وواجب على اعتبار أنه الوسيلة التي تمكن الإذاعة من التعرف على حاجيات الساكنة واعداد البرامج الاذاعية بناء عليها.

ومن بين الحلول التي يمكن اعتمادها في هذا المجال هو إنشاء "نوادي للاستماع" التي يمكن تعريفها بأنها "فضاءات تشجع على الحوار وتبادل الخبرات والتعاون وخصوصا العمل⁵¹ والتعاون بين الإذاعة والمواطنين. غير أن هذه النوادي تستخدم في الواقع لاختبار مدى نجاح البرامج قبل بثها والقيام بنوع من مراقبة "الجودة". وتلعب هذه النوادي دورا استشاريا وتبدي رأيها في مدى قرب الإنتاجات من المتلقي وسهولة استيعابها ومدى ملائمتها الأخلاقية والثقافية واللغوية"⁵².

كما يتعين على الإذاعة أن تحدد استراتيجية معينة وتعتمد مساطر ديمقراطية لتفعيل مشاركة الساكنة ويجب أن يتم وضع هذه المساطر من لدن الجمع العام للجمعية أو مجلس الإدارة الذي تم انتخابه.

5. وظائف الإذاعات الجموعية

تؤدي محطات الإذاعة الجموعية، أيا كان وضعها القانوني أو هدفها الاجتماعي، مجموعة من الوظائف المعترف بها من قبل جميع الفاعلين المرتبطين بوجودها وتطورها.

1.5 الوظيفة الإخبارية

تمكن الإذاعات الجموعية من الحصول على أخبار يطبعها التعدد والحياد وتكون ذات فائدة بالنسبة للمتلقي حول القضايا السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية على الصعيد المحلي والجهوي والوطني والدولي، مع الحرص على الاستجابة لحاجيات الجماعة.

وتشكل هذه الإذاعات في بعض المناطق القروية وسيلة الإعلام الوحيدة المتوفرة، وفي حالات أخرى يمكن أن تقدم هذه الإذاعات معلومات مختلفة عن تلك التي تبثها وسائل الإعلام المهيمنة، ليس فقط لقدرتها على معالجة الأخبار من زاوية مختلفة (الجهوية والوطنية والدولية) لكن لأنها تنقل أيضا أخبارا أهملتها وسائل إعلام أخرى أو أخبارا مرتبطة ارتباطا مباشرا بالحاجيات الفعلية للمستمعين.

كما تعمل الإذاعات الجموعية على تعزيز حق أفراد الجماعة في حرية التعبير من خلال منحهم الفرصة للتعبير عن آرائهم في ما يخص القضايا التي تعنيهم.

<http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WB15-CountryStudy.pdf> 50

51 "النوادي الجماعية للاستماع، منطلق للعمل بالوسط القروي" (Les clubs d'écoute communautaires Un pour l'action en milieu rural) مشروع منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة وبرنامج ديميترا بكينيا

<http://www.fao.org/docrep/014/am604f/am604f.pdf>

52 "العمل على حشد الدعم للإذاعات الجموعية لفائدة الساكنة بغرب إفريقيا. دليل المنظمات غير حكومية والجهات المانحة" (Plaidoyer pour l'appui des radios locales de service aux communautés en Afrique de l'Ouest. Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds) بلوك (Stéphane Boul'ch) بتعاون مع معهد بانوس غرب إفريقيا (IPAO).

<http://www.cota.be/> 2008

4.2.4 الخصائص التقنية

تتميز الإذاعات الجموعية كذلك بصغر مساحة مقراتها، وانخفاض تكلفة تجهيزاتها التقنية⁽⁴²⁾ بالإضافة إلى محدودية المنطقة التي تغطيها⁴³. كما يجب أن تتماشى التكنولوجيات التي تعتمد عليها هذه الإذاعات مع الظروف الجغرافية (مناطق جبلية، مناطق

حضرية...). المناخ السائد والظروف الجوية⁴⁴. وغالبا ما يتم اعتماد معدات خفيفة وغير احترافية، ذات مكونات مركبة مسبقا في المصنع⁴⁵

5.2.4 الموارد البشرية

يشكل المتطوعون النسبة الأكبر ضمن الموارد البشرية للإذاعات الجموعية. حيث يضطلع هؤلاء بمهام متنوعة داخل المحطة. فبالإضافة إلى أنهم يساهمون في تخفيض مصاريف المحطة، فإنهم يشكلون ترجمة فعلية للالتزام القائم بين الإذاعة والجماعة ويضمنون الحضور الدائم لأفراد الجماعة داخل المحطة.

ويعود انخراط المتطوعين في عمل الإذاعة، من خلال تسخير وقتهم ومعارفهم وخبرتهم، لأسباب متنوعة: منها الرغبة في تعلم كيفية اشتغال الإذاعة، أو تبادل المعارف والخبرات التي راكموها داخل المجتمع، أو ممارسة اختصاصات مثل المدافعين عن البيئة، أو الأطباء أو العاملين في مجال حقوق الإنسان. ومهما كانت الأسباب يبقى عمل ونجاح العديد من الإذاعات رهينا بعمل مجموع المتطوعين⁴⁶.

ويمكن للإذاعات اعتماد تشغيل عاملين مؤهلين، وهي مطالبة بوضع سياسة تشغيل تكون غير تمييزية تشجع وتحفز النساء والشباب على الانخراط. ويعتبر توفير التكوين للعاملين والمتطوعين في جميع الجوانب المتعلقة بإدارة الإذاعات أمرا مطلوبا.

6.2.4 مشاركة الفئات المستهدفة بالإذاعة

تعتبر مشاركة الساكنة في تسيير أعمال المحطة الإذاعية أمرا مهما وأساسيا. فهناك بعض التشريعات التي تفرض على محطات الإذاعة اتخاذ تدابير لتشجيع مشاركة الساكنة في جميع الأعمال التي تقوم بها إدارة الإذاعة، سواء على مستوى البرمجة، أو الإنتاج أو البث⁴⁷. وتعتبر العضوية واحدة من الطرق الرئيسية التي تشجع انخراط ومشاركة الجماعة في أنشطة الإذاعة⁴⁸.

لقد أوضحت الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية (AMARC) أن مشاركة الجماعة يجب أن تضمن مراقبتها الفعلية للمحطة، مضيفة أنه من بين الأنشطة التي من شأنها تحقيق تلك المراقبة: انتخاب مسيري المحطة ووضع السياسات الخاصة بها، وتسييرها وانتقاء البرامج والإنتاج والبث والبرمجة وتمثيل المحطة على المستوى الخارجي⁴⁹.

42 يمكن الاطلاع على نموذج للتجهيزات الخاصة بالإذاعة الجموعية التي تمولها منظمة اليونسكو في كتاب دليل الإذاعات الجموعية (Manuel de la Radio Communautaire)، كولون فريزر وسونيا رستريبو إسترادا. © اليونسكو 2001، الصفحة 47.

43 ترتبط المنطقة التي تغطيها الإذاعة بحجم الجماعة وأماكن وجود أفرادها، ففي الوسط القروي غالبا ما يقطن سكان الجماعة أماكن متفرقة ومتباعدة بينما يمكن أن تتجمع الساكنة المعنية بالإذاعة في المجال الحضري في حي واحد

44 ن. راماكريشنان، دليل المستخدم للتكنولوجيا: دليل حول التقنيات المستعملة في الإذاعات المحلية في الهند. اليونسكو عام 2007 (N. Ramakrishnan, CR: A user's guide to the technology: A guide to the technology and technical parameters of community radio in India. UNESCO, 2007)

45 الإذاعات الجموعية من أجل التنمية: تحليل استراتيجي، ومهمة التحليل، برنامج الأمم المتحدة الإنمائي/اليونسكو، نيماي والمناطق المجاورة، من 2 إلى 30 يوليو 2003. <http://www.devenir.be/photosite/RapportUnescoSite.pdf>

46 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

47 انظر على سبيل المثال مسودة لوثيقة "إطار توجيهي حول المشاركة في الإذاعات الجموعية"، الهيئة الأسترالية للتواصل ووسائل الإعلام، مارس (draft) (« Community Broadcasting Participation Guidelines», Australian Communication and Media Authority, Mars 2010 in document du travail) http://www.acma.gov.au/webwr/_assets/main/lib310667/revise%20community%20broadcasting%20participation%20guidelines%20march%202010.pdf

48 المصدر السابق

49 إصدار "ما هي الإذاعات الجموعية. دليل الموارد"

(What is a community radio? A resource guide. AMARC Africa and Panos Southern Africa in collaboration with IBIS/Interfund and WACC. 1998)

قبل منح الترخيص، تفرض بعض هيئات الاتصال السمعي - البصري الوطنية على الجمعيات تقديم وصف تفصيلي حول الجماعة التي ستمثلها (أشخاص تربطهم مصالح أو جماعة ذات وجود مادي جغرافي) وما يدل أن احتياجاتها وانتظاراتها في مجال خدمات البث الإذاعي لا توفرها الإذاعات التجارية أو العمومية للسكان التي تمثلها الجمعية.⁴⁰ ويتم تحديد مصاريف الترخيص من قبل الهيئة العامة حيث لا يجب أن تتجاوز تكلفتها القدرة المالية للجمعية.

2.2.4 الاستقلالية

الإذاعة الجمعوية وسيلة إعلامية مستقلة، سواء على مستوى التأسيس، أو البرمجة، أو الخط التحريري أو التسيير، عن السلطات العمومية والاقتصادية والأحزاب السياسية والمؤسسات الدينية على المستوى الوطني والمحلي، فضلا عن استقلالها عن الجهات التي تمولها.

ولا تعني هذه الاستقلالية غياب علاقات مع الجهات المذكورة، غير أن "طبيعة هذه العلاقات يجب أن تكون شفافة... فأمام وجود احتمال المس بهذه الاستقلالية، وهو ما يحدث غالبا عندما يتعلق الأمر بالتمويل، يتم الحرص على تنظيم هذه العلاقات بواسطة اتفاقيات واضحة وشفافة تضمن الطابع غير المتحيز للدعوات الجمعوية، من خلال العمل في الإطار الذي يحدده القانون والمبادئ التوجيهية للمحطة"⁴¹.

وبالإضافة إلى ذلك، لا يتأسس عمل الإذاعات الجمعوية على تعارض مع وسائل الإعلام الخاصة أو العمومية الأخرى أو كبديل عنها، ولكنها تعمل وفق منطق التكامل، لأن مهمتها وأهدافها تتركز على الاستجابة للانتظارات والاحتياجات الحقيقية للسكان والتي لا توفرها وسائل الإعلام الأخرى أو لا توفرها إلا نادرا.

كما تعتبر هذه الإذاعات من بين وسائل الإعلام التشاركية، بمعنى أنه يجوز لها عقد شراكات مع الإذاعات الجمعوية الأخرى، والسلطات العمومية المحلية أو الشركات الخاصة أو المنظمات الوطنية أو الدولية على أن تبرم تلك الشراكات على أساس عدم التدخل في عملها. فهذه الإذاعات بعيدة كل البعد عن الانقسامات العرقية أو السياسية أو الدينية أو الإيديولوجية الموجودة داخل المجتمع. كما يجب أن تثبت هذه الإذاعات استقلاليتها عن طريق تبني ميثاق مهني أخلاقي، ومذكرة تحدد علاقتها مع الأطراف الخارجية.

3.2.4 التمويل

يجب أن تكون الإذاعات الجمعوية غير ربحية، حيث لا تهدف إلى الحصول على الربح مثل الإذاعات التجارية، بل يجب أن تركز جهودها على تحقيق مجموعة من الأهداف الاجتماعية لفائدة الساكنة التي تغطيها.

في بعض الأنظمة، يسمح للمحطات الإذاعية بتنظيم بعض الأنشطة المدرة للربح، في نطاق محدود، شرط أن تتم إعادة استثمار الأرباح لفائدة الإذاعة. وبدل أن يكون لها دخل قار من الإعلانات، على غرار وسائل الإعلام العمومية والخاصة، تحدد القوانين الوطنية نسبة المداخيل التي يمكن أن تجنيها هذه الإذاعات من الإعلانات.

وفي بعض الدول، تحصل هذه الإذاعات على دعم من المالية العمومية وتبرعات من المؤسسات الخيرية الوطنية والدولية. كما توجد، أنظمة تشريعية أخرى تشجع الإذاعات الجمعوية على البحث عن التمويل (بث الإعلانات لفائدة الشركات الصغيرة أو إعلانات الأنشطة التجارية المحلية، والجمعيات المحلية أو الأفراد أو السلطات المحلية، فضلا عن مساهمات الأعضاء، الخ.).

40 يُعمل بهذه الطريقة في بريطانيا

41 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

أجلها سواء تعلق الأمر بجماعة لها وجود مادي أو جماعة أشخاص تربطهم مصالح معينة. وتُحدِّثُ الإذاعة الجموعية- دائماً حسب تعريف الهيئة- لتحقيق مكتسبات اجتماعية لفائدة الجماعة وليس من أجل تحقيق الربح، وتعود ملكيتها للجماعة الموجهة لخدمتها وتقدم الحساب عن أداؤها لهذه الجماعة. وهي مفتوحة أمام مشاركة الجماعة في وضع برامجها وتسييرها.³⁹

أما بالنسبة لجمعية الإذاعات الجموعية بالكيبك، فإن الإذاعة الجموعية هي "هيئة للاتصال المستقل لا تهدف لتحقيق الربح، تقع في ملكية الجماعة ويتم تدبيرها ودعمها من طرف أناس من الجماعة. وتشكل وسيلة للتواصل والتنشيط ترمي إلى توفير برامج ذات جودة تستجيب لحاجيات الجماعة في مجال الإخبار والثقافة والتربية والتنمية والترفيه".

وتعرف الهيئة الأسترالية للسمعي - البصري الخدمات الجموعية للث الإذاعي بوصفها تلك التي "لا يتم استغلالها لجني الأرباح أو في إطار شركة ذات هدف ربحي، بل تحدث لتحقيق أهداف فيها خدمة للجماعة وتمثل جماعة ذات مصالح معينة وتشجع أعضاء تلك الجماعة على المشاركة في عمليات اختيار وبث البرامج".

وتعرف الهيئة الكندية للث الإذاعي والمواصلات السلوكية واللاسلكية الإذاعة الجموعية بوصفها محطة إذاعية "في ملكية وتحت مراقبة منظمة غير ربحية تعود أمور العضوية بها وتدبيرها واستغلالها ووضع برامجها أساساً لأفراد الجماعة بمفهومها العام. ويجب أن تعكس برامجها تنوع المحيط الذي تتوجه إليه".

بالنسبة للجنة المستقلة للإذاعة والتلفزة بإيرلندا (IRTC)، فإن المحطة الإذاعية الجموعية تتميز بطبيعة مالكة وبرمجتها والجماعة التي تعمل لفائدتها: فهي مملوكة ومراقبة من طرف هيئة غير ربحية ت، تتمتع بهيكله تتيح أمور العضوية والتدبير والاستغلال ووضع البرامج أساساً لأفراد الجماعة. ويجب أن تركز برامجها على مبدأ الانفتاح على أعضاء الجماعة وأن تعكس المصالح والحاجيات الخاصة بالجماعة التي رخص لها العمل لفائدتها".

2.4 خصائص الإذاعات الجموعية

من خلال التعريفات السابقة، يمكن استنتاج مجموعة من الخصائص التي تميز الإذاعات الجموعية عن الإذاعات العمومية أو التجارية.

1.2.4 الملكية

تخضع الإذاعات الجموعية في أغلب الدول إلى قوانين وقواعد قانونية مختلفة عن تلك التي يتم تطبيقها على الإذاعات التجارية أو العمومية. ويتم في أغلب الأحيان تبسيط هذه القوانين لاسيما من حيث شروط منح الترخيص ودفاتر التحملات حتى لا تؤدي إلى ثني الراغبين في إحداث إذاعات جماعية عن مسعاهم أو تقصي الجمعيات التي تحمل مشاريع صغيرة في مجال إحداث الإذاعات.

ويتم منح الترخيص من قبل هيئة عمومية مكلفة بتنظيم القطاع السمعي - البصري بالبلد المعني والتي تضم قسماً مكلفاً بإدارة الإذاعات الجموعية. وتمنح هذه الرخصة لمدة تتراوح بين أربع وعشر سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة أو مرتين أو تكون لمدة غير محددة.

وتعود ملكية هذه الإذاعات، من الناحية النظرية، إلى الجماعات التي أنشأت باسمها، غير أنها تعود في الواقع للجمعية التي حصلت على رخصة الملكية باسم الجماعة التي أحدثت من أجلها. وبالتالي، فإن الجماعة هي التي تخول للجمعية بشكل من الأشكال ملكية وتدبير الإذاعة غير أنها تحتفظ بصلاحيه متابعة عمل الإذاعة وفقاً لمجموعة من الآليات والمساطر التي تقرها الجمعية خلال جمعها العام.

39 ستيف بوكلي، رئيس الدولية للإذاعات الجموعية (2006) إسماع صوت المجتمعات المحلية: الإذاعة الجموعية والسياسات ذات الصلة (Giving voice to local communities: Community radio and related policies)، باريس، اليونيسكو، أورته ميري مايرز (Mary Myers) في أصوات من قري: راديو المجتمع في العالم (Voices from Villages: Community Radio in the Developing World) 5 أبريل 2011، تقرير مركز مساعدة وسائل الإعلام الدولية (The Center for International Media Assistance)

وقد أبرزت جهود تعزيز القدرات التي تم القيام بها عبر دورات تكوينية ، بالموازاة مع ندوات التشاور والتفكير، أن المجتمع المدني المغربي وصل مرحلة من النضج تؤهله للاضطلاع بتسيير وتدبير إذاعات جموعية على المستوى التقني والتحريري وإدارة الموارد البشرية.

4. الإذاعات الجموعية : تعريفها، خصائصها ووظائفها

يكمن الهدف من الاستعراض التالي لمختلف تعاريف الإذاعة الجموعية، كما تعتمد عليها منظمات دولية ووطنية، عمومية أو غير حكومية، في الخروج بتعريف عملي ملائم للسياق المغربي.

ليست كل الإذاعات الجموعية متشابهة وثمة العديد من التعاريف حسب مختلف السياقات الوطنية وطبيعة ومط عمل كل إذاعة.

1.4 تعريف الإذاعة الجموعية

من المهم، بداية، الإشارة إلى أن مفهوم "الجماعة" (communauté) لا يعني الطائفية (Communautarisme) (بمعنى انغلاق جماعات بشرية على نفسها) حيث ترمز الطائفية، وهي مصطلح سوسيو-سياسي، إلى سلوكيات أو طموحات أقلية (ثقافية، دينية، إثنية...) تسعى طواعية إلى الاختلاف والانفصال عن باقي المجتمع³⁴

تعرف الجماعة (بمعنى La communauté) على أنها "مجموعة من الأشخاص تجمعهم خصائص و/أو مصالح مشتركة. وتقوم الصلة الرابطة لجماعة تجمع أفرادها مصالح معنية على الانتماء إلى منطقة جغرافية مشتركة، أي أناس يعيشون في نفس المدينة أو القرية، أو لهم صلات جوار خاصة، كما تقوم على تقاسم نفس الحياة الاقتصادية والاجتماعية من خلال التجارة والتسويق وتبادل السلع والخدمات".³⁵ وقد تكون الجماعة حيا أو قرية أو مدينة بأكملها أو منطقة شاسعة بالمجال القروي، كما قد تكون الجماعة التي تجمعها مصالح معينة مؤلفة من النساء، أو الشباب أو أقلية لغوية وثقافية.

تعرف اليونسكو الإذاعة الجموعية على أنها "وسيلة للتواصل لا تهدف إلى تحقيق الربح، تعود ملكيتها إلى جماعة معينة تضطلع بتسييرها. وتهدف الإذاعة إلى خدمة مصالح هذه الجماعة، وتشجيع الولوج لأنشطة الجماعة والمشاركة فيها وتعكس الحاجيات والمصالح الخاصة للجمهور الذي تتوجه إليه".³⁶

أما البنك الدولي فيعرف الإذاعات الجموعية على أنها هيئات تملكها وتستغلها الساكنة التي تخدمها تلك الإذاعة، مبرزا أن هذه الإذاعات ليست لها أهداف ربحية وهي غير متحزبة وغير طائفية وتشغل بطريقة تشاركية، معتمدة في الغالب على متطوعين من ساكنة وأفراد الجماعة من أجل إعداد وتقديم البرامج وجمع التبرعات وحتى تدبير المحطة الإذاعية.³⁷

من جانبه، يعرف الميثاق الإفريقي للبث الإذاعي (2001) الإذاعة الجموعية بكونها نوع من الإذاعات " نابعة من الجماعة وموجهة إليها و متمحورة حولها؛ تعود ملكيتها وتديرها للجماعة التي تضطلع بتدبيرها وتسييرها وترمي إلى تحقيق هدف من أهداف التنمية الاجتماعية ولا تسعى إلى تحقيق الربح المادي".³⁸

أما الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية (AMARC) فتشير إلى أنه "يتم تدبير الإذاعة الجموعية من طرف الجماعة ومن

34 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Communautarisme>

35 اليونسكو : دليل الإذاعات الجموعية، 2001

<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001245/124595f.pdf>

36 دليل الإذاعات الجموعية، اليونسكو، 2001

37 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WB15-CountryStudy.pdf>

38 سبقت الإشارة إليه

3. حركة وطنية للمطالبة بالحق في الاتصال السمعي البصري

ليست المطالب المتعلقة بفتح المشهد الإعلامي في وجه الإذاعات الجموعية وليدة اليوم، فقد قُطعت أشواط وخطوات في هذا الاتجاه منذ عدة سنوات خلت. ففي دجنبر من سنة 2006، وبمناسبة حفل الإعلان عن إحداث كرسي اليونسكو/أربكوم بالمغرب متخصص في مجال "الاتصال العمومي والجماعي" من طرف المدير العام لليونسكو ووزير الاتصال المغربي الناطق الرسمي باسم الحكومة آنذاك، أكد الأخير أن "هذه المبادرة (...). ستمكن أيضا من النهوض بالعمل الرامي إلى وضع أطار أفضل لإحداث الإذاعات الجموعية بالمغرب، في وقت يعرف فيه قطاع السمعي البصري تغيرات مهمة." (30)

وقد بذل كرسي اليونسكو، بعد ذلك، جهودا للمرافعة بشراكة مع عدد من المنظمات غير الحكومية، لاسيما المنظمة المغربية لحقوق الإنسان أفضت في أكتوبر سنة 2007، على إثر اتفاق بين الحكومة المغربية والهيئة الدولية للإذاعات الجموعية³¹ وباليونسكو وبتنسيق من كرسي أليونسكو إلى تنظيم المؤتمر الدولي العربي - الإفريقي الأول حول الإذاعات الجموعية الذي احتضنته مدينة الرباط.

ويضم التقرير الختامي "للحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع" الذي باشره البرلمان سنة 2010، والصادر مؤخرا، من بين توصياته الـ 003 عددا من التوصيات التي تهم تشجيع بروز وسائل الإعلام الجموعية بالمغرب وتأطيرها وضبطها (من خلال تقديم أشكال مختلفة من الدعم العمومي). وبموازاة مع هذه المرافعة السياسية، قام النسيج الجموعي المغربي بجملة من المبادرات خاصة عبر تنظيم ندوات وورشات للتحسيس والإخبار والمرافعة والتكوين، كما أنه ببعض الجهات، خاصة بالشمال والجنوب الشرقي، بدأت مواقع وبوابات إلكترونية جموعية، خلال السنوات الأخيرة، في بث محتويات إذاعية وتلفزية باستخدام تقنية البث الحي عبر الأنترنت (streaming).

إن هذه المعطيات كلها تبرز بوضوح درجة النضج الذي بلغه المجتمع المغربي بشكل يؤهله للقيام بإدماج منظم ومؤطر قانونيا لهذا النوع من وسائل الإعلام في مشهده السمعي البصري.

يأتي إذن مشروع "الإعلام الجموعي : من أجل إعلام مواطن" للدفع بهذا المسار، إذ تم ما بين أبريل وأكتوبر 2011 تنظيم ست ندوات جهوية و لقائين دوليين عرفت مشاركة حوالي 700 ممثل وممثلة لشبكات وجمعيات وطنية ومحلية، من جميع جهات البلاد، وساهمة باحثين واهصائين ومهنيين في المجال، وطنيين ودوليين.

وقد جمعت ندوة مراكش الدولية، المنظمة من 5 إلى 8 دجنبر 2011، أزيد من ستين مشاركا، من الفاعلين الجموعيين والصحفيين والمدونين والخبراء والمكونين والفاعلين الإعلاميين³²، انكبوا على تحديد إطار تشريعي للضبط والضببط الذاتي من شأنه النهوض بقطاع الإذاعات الجموعية بالبلاد.

وتبنى المشاركون في ختام الندوة إعلانا مهما³³ أكدوا فيه- من ما بين ما أكدوا عليه- أن الحق في الاتصال يجب أن يعتبر من لدن المشرع والسلطات العمومية كحق ثابت غير قابل للتصرف وأنه يجب تأطير الحقل الإعلامي، يجب ان يتم بمرجعية حقوق الإنسان، كما ينص عليها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وبالأخلاقيات المؤطرة لعمل وسائل الإعلام كما جاءت في المواثيق التي تبناها مهنيو وسائل الإعلام على المستوى الإقليمي والدولي.

كما طالب المشاركون أن يتم الاعتراف بوسائل الإعلام الجموعية وأن يتم تأطير عملها بإطار تشريعي جديد للضبط والضببط الذاتي، حتى يتم تكريس شرعيتها وحريتها في الاشتغال والتعبير على المستوى المؤسسي والسياسي كقطاع ثالث إلى جانب وسائل الإعلام العمومية والخاصة.

30 موقع www.orbicom.ca

31 AMARC

32 شارك في الندوة أيضا خبراء مختصون في وسائل الإعلام الجموعية على المستوى الدولي خاصة من أمريكا اللاتينية (الأرجنتين والبرازيل) وإفريقيا (غانا، السنغال، النيجر، مصر وتونس) ومن المشرق (فلسطين) وأوروبا (فرنسا).

33 إعلان مراكش

2. عدم اعتراف القانون المتعلق بالاتصال السمعي - البصري المغربى بالإذاعة الجموعية

تخضع المنظومة الوطنية للاتصال السمعي - البصري بالمغرب للقانون رقم 30-77 المتعلق بالاتصال السمعي - البصري²⁵. وقد سبق هذا القانون صدور الظهير الشريف رقم 1.02.663 في 13 غشت 2002 القاضي بإحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي - البصري⁽²⁶⁾ وكذا صدور المرسوم رقم 366-20 بتاريخ 10 شتنبر 2002 القاضي بإنهاء احتكار الدولة في ميدان البث الإذاعي والتلفزي²⁷.

لقد تم تدشين التحرير الجزئي للمنظومة المغربية للسمعي - البصري بإعلان نهاية احتكار الدولة وإصدار قانون منظم لمجال الاتصال السمعي البصري سنة 2005. ويمكن اعتبار هذا التحرير، الذي وضع حدا لنظام سمعي بصري مغلق، نتيجة لعاملين :

من جهة، تطور النضالات المطالبة بدمقرطة وضمان تعددية المنظومة الإعلامية التي خاضها الفاعلون السياسيون وفاعلو المجتمع المدني الذين عانوا طويلا من الإقصاء من ولوج الإعلام العمومي التابع للدولة. ومن جهة أخرى، الحاجة إلى تنويع الإنتاج

الوطني السمعي - البصري من أجل حماية الثقافات الوطنية من عوثة وسائل الإعلام وخاصة من آثار برامج القنوات الفضائية العربية والأوروبية والأمريكية على الجمهور المغربي.

لا يعترف القانون الجديد المتعلق بالسمعي - البصري إلا بنوعين من الأنظمة السمعية البصرية: النظام العمومي المملوك من طرف الدولة والقطاع التجاري المملوك من لدن الخواص. وقد تم إقصاء القطاع الجموعي بدون تقديم أي تفسير من لدن الهيئة العليا للاتصال السمعي - البصري، وتم الاكتفاء بإشارة صغيرة مبثوثة على موقعها الإلكتروني، توضح فيها أنه:

" لا يجوز لحزب سياسي أو لجمعية أن تنشئ قناة تلفزية أو محطة إذاعية. تعد هذه الإمكانية متاحة فقط للأشخاص المعنويين المؤسسين في شكل شركة مساهمة"²⁸.

في سنة 2004، قبل التصويت على قانون السمعي - البصري من طرف البرلمان، لم يتم إشراك فعاليات المجتمع المدني المغربي في الضغط اقتراح تعديلات على مشروع القانون. وقد كان مطلبها الوحيد آنذاك، وهو مازال قائما حتى اليوم، يقتصر على إعمال الحق في الولوج الحر لوسائل الإعلام، خاصة العمومية منها، من أجل التعبير عن آرائها حول القضايا التي تهم البلاد.

أما اليوم، فإن المجتمع المدني يطالب بالحق في حرية الاتصال كما يضمنها قانون السمعي - البصري. ذلك أن دياجة هذا القانون تؤكد أن هذا النص القانوني يرمي إلى " النهوض بممارسة حرية الاتصال السمعي - البصري وضمان حرية التعبير الفردية والجماعية (...) واحترام (...) التعددية الفكرية " داخل المجتمع²⁹.

إن المفهوم النوني للحق في الاتصال يعرف اليوم على أنه الحق في امتلاك وسائل التواصل السمعية - البصرية من أجل التمكن من التعبير الجماعي أو الفردي، وهو الحق الذي بات يضمنه الدستور الجديد المصادق عليه في سنة 2011.

إن غياب الإذاعات الجموعية بالمغرب يشكل قصورا في حرية التعبير والحق في الاتصال ويعد مخالفا للمبادئ والمعايير الدولية والإقليمية المتعلقة بحرية الاتصال السمعي - البصري.

25 الظهير الشريف رقم 1.04.257 الصادر في 25 ذي القعدة 1425 (7 يناير 2005) بتنفيذ القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي - البصري. الجريدة الرسمية عدد 5288 بتاريخ 3 فبراير 2005. صادق البرلمان على القانون بالإجماع في نونبر 2004

26 الظهير الشريف رقم 1-20-212 الصادر بتاريخ 22 جمادى الآخرة 1423 (31 غشت 2002) القاضي بإحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي - البصري كما تم تغييره وتتميمه بالظهير الشريف رقم 1.03.302 الصادر بتاريخ 16 رمضان 1424 (11 نونبر 2003) والظهير الشريف رقم 1.07.189 الصادر بتاريخ 19 ذو القعدة 1428 (30 نونبر 2007) والظهير الشريف رقم 1.08.73 الصادر بتاريخ 20 شوال 1429 (20 أكتوبر 2008). انظر الملحق رقم 2

27 مرسوم بقانون رقم 2.02.663 صادر في 2 رجب 1423 (10 شتنبر 2002) بإنهاء احتكار الدولة في ميدان البث الإذاعي والتلفزي والذي ينسخ أحكام الظهير الصادر في 25 نونبر 1924 المتعلق باحتكار الدولة للبث الإذاعي. انظر الملحق رقم 2

<http://www.haca.ma/indexFr.jsp?id=45> 28

29 دياجة قانون السمعي - البصري

مناطق معزولة²¹. ويعتبر نظام الإذاعات الجموعية بأستراليا الأفضل في العالم. ويحظى بالدعم المالي للدولة.

وعموماً، تسعى كل الإذاعات الجموعية لتحقيق الهدف ذاته، ألا وهو التخفيف من هيمنة وسائل الإعلام التابعة للدولة والقطاع الخاص وتقديم برامج لا تخضع للمنطق التجاري. فهي تمثل جماعات تطمح إلى الاستجابة بنفسها لحاجياتها في مجالات الأخبار والثقافة والتنمية.

ويواصل العديد من الفاعلين، بشكل فردي أو جماعي، النضال الحثيث من أجل الاعتراف بالإذاعات الجموعية في بلدان أخرى.

4.1 الحركة الدولية للمدافعين عن الإذاعات الجموعية :

تحظى جهود الترافع من أجل الإذاعات الجموعية بدعم حركة دولية من المدافعين، لها امتدادات في 115 بلداً. ومن بين أكبر المنظمات في هذا المجال الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية (AMARC) المحدثه سنة 1983. وتضم الهيئة اليوم أزيد من أربعة آلاف (4000) إذاعة جموعية وتقوم مهمتها الرئيسية على "مواكبة ودعم إحداث قطاع عالمي للإذاعات الجموعية". وتناضل الهيئة من أجل ضمان "الحق في الاتصال على المستوى الدولي والوطني والمحلي وبالأحياء، وتعمل على الدفاع عن مصالح حركة الإذاعات الجموعية والنهوض بها من خلال التضامن والتشبيك والتعاون"²²

وتتعاون الهيئة مع كل المنظمات الدولية الحكومية التي تعمل في مجال دعم الإذاعات الجموعية وتنظم العديد من الندوات والمؤتمرات الدولية والإقليمية. وتعد كل من ندوة عمان المنظمة في نونبر سنة 2006 والمؤتمر العربي- الإفريقي المنظم بالرباط في أكتوبر 2007 أكثر تلك التظاهرات أهمية بالنسبة للمنطقة.

وقد تبنى مؤتمر الرباط الذي نظم بدعم من وزارة الاتصال المغربية إعلاناً يدعو حكومات إفريقيا وبلدان المنطقة إلى التسريع بتحرير أنظمة وسائل الإعلام على المستوى التشريعي حتى يتحقق الاعتراف بالإذاعات الجموعية وتمنح الشرعية بوصفها "خدمة جماعية يجب أن تدخل في نطاق خدمة المصلحة العامة بشكل يجعل التحديد المتعارف عليه للمرفق عمومي ينطبق عليها، أي بما يضمن لها الاستقلالية المؤسسية واستقلالية الخط التحريري والطابع التعددي والمتنوع لمحتوياتها"²³

وعلى المستوى الميداني تعمل الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية مع العديد من الشركاء الوطنيين من أجل المطالبة بوضع تشريعات خاصة بالإذاعات الجموعية في بلدانهم وتوفير تمويل عمومي لها وتكوين المنشطين في مجال التدبير الجيد وتقنيات إنجاز الروبوتاجات.

وتضم شبكة الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية بإفريقيا أزيد من 364 عضواً يوجدون بكل مناطق القارة. وتناضل الشبكة من أجل "دعم تنمية مناخ قانوني وسياسي وثقافي ملائم للبحث الإذاعي التشاركي، وتنمية الموارد البشرية والمادية في مجال إنتاج البرامج وتدبير الإذاعات؛ النهوض بولوج النساء الإفريقيات للإذاعات الجموعية ومشاركتهن في كل الجوانب المتعلقة بها؛ تنسيق شبكة إقليمية للبحث الإذاعي تكون مهمتها لعب دور حلقة وصل في سبيل نقل الكفاءات والمهارات بين الإذاعات الجموعية الوطنية"²⁴

21 المصدر السابق

22 <http://www.amarc.org/index.php?p=home&l=FR>

23 المؤتمر الأول حول "الإذاعات الجموعية بإفريقيا وشمال إفريقيا والشرق الأوسط". من 22 إلى 24 أكتوبر 2007

http://podcast.amarc.org/amena/for_aa_mena_website/Declaration_de_Rabat_EN.pdf

24 http://amarc.org/index.php?p=Mission_Afrique&l=FR

يتدخل برنامج الأمم المتحدة الإنمائي (PNUD) أيضا في دعم الإذاعات الجموعية التي يعتبرها بمثابة مصدر أساسي من أجل نشر المعلومات والأخبار المحلية لضمان إسماع صوت سكان الجماعات بخصوص أنشطة التنمية الاقتصادية المقترحة عليهم، وذلك بغية تمكينهم من تحصيل المعارف الضرورية حول مسلسل التخطيط لهذه المشاريع والمشاركة فيها.¹⁶

توجد مشاريع برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في مجال الإذاعات الجموعية الأكثر بروزا بالهند واللاوس وكامبوديا. ففي الهند على سبيل المثال يقوم المشروع على إطلاع الساكنة القروية التي تعيش في مناطق معزولة، عن طريق الإذاعات الجموعية، على حقوقهم وربطهم بشكل مباشر مع المحامين الذين يساندونهم في مساعيهم القانونية.¹⁷

3.1 الاعتراف بالإذاعات الجموعية من لدن الدول:

في الوقت الراهن تعترف أكثر من 100 دولة على امتداد قارات العالم بالإذاعات الجموعية كقطاع قائم بذاته في المشهد الإعلامي. ويمثل هذا الاعتراف نتاج نضالات المجتمعات المحلية من أجل الحق في حرية التعبير والدفاع عن مصالحها والتأكيد على خصوصيتها الاجتماعية والثقافية واللغوية وحمايتها. غير أن المسار التاريخي لوسائل الإعلام الجموعية يختلف من قارة إلى أخرى بل ومن بلد إلى آخر.

كانت بلدان أمريكا اللاتينية مهد انطلاق الإذاعات الجموعية التي يعود تاريخها بهذه البلدان إلى خمسين سنة خلت. وقد كانت تشتغل في البداية "خارج القانون"، غير أن جملة من الدول منها على الخصوص بوليفيا، كولومبيا، البيرو، فينزويلا، المكسيك والأرجنتين عملت مؤخرا على بلورة سياسات من أجل تقنين عمل تلك الإذاعات.

في أوروبا، ظهرت الإذاعات الجموعية انطلاقا من سنة 1980 لتعوض الإذاعات التي انتشرت سنوات الستينات والسبعينات والتي كانت تبث دون الخضوع للقوانين المعمول بها في المجال وكانت تلقب بـ"إذاعات القرصنة". وظهرت التشريعات المنظمة للإذاعات الجموعية مع نهايات احتكار الدولة للقطاع السمعي - البصري. ويوجد بأوروبا اليوم أزيد من 3000 إذاعة جموعية غالبيتها في بلدان أوروبا الغربية.¹⁸

وفي إفريقيا، ظهرت بكل من مالي والكامرون والسنغال وجمهورية الكونغو الديمقراطية والطوغو وإفريقيا الجنوبية والبنين والكويت ديفوار والغابون وغينيا والنيجر والتشاد ومؤخرا تونس أعداد كبيرة من محطات الإذاعات الجموعية، لدرجة أصبح عددها حاليا يعد بالآلاف. ويمثل هذا العدد الهائل نتاج ديمقراطية هذه المجتمعات ونهاية احتكار الدول لمجال السمعي - البصري وتحرير الترددات الإذاعية.

أما في أمريكا الشمالية فإن كندا هي من طورت منذ سنوات السبعينات¹⁹ قطاعا للإذاعات الجموعية تميز بطابع معقد، إذ يعترف القانون بأربع أنواع للإذاعات أجامعية الجموعية، التربوية والخاصة بالسكان الأصليين. وتعد الإذاعات الناطقة بالفرنسية الأقوى وزنا ضمن مجموع الإذاعات.

أما التجربة الآسيوية فهي تمثل أحدث التجارب في هذا المجال، غير أن بلدان البانغلاديش والنيبال والتايلاند والهند وأندونيسيا أضحت تمنح رخصا للإذاعات الجموعية.

وفي أستراليا تغطي نحو 500 إذاعة جموعية كل البلاد وكل الثقافات والأقليات تقريبا. ويُشغَل قطاع الإذاعات الجموعية أزيد من 1000 شخص وُيَسَّرُ، في جزء كبير منه، من لدن متطوعين، إذ يساهم أزيد من 32 ألف أسترالي في وضع برامج تلك

الإذاعات.²⁰ وحسب بعض الإحصائيات فإن 80 في المائة من الإذاعات الجموعية توجد بالمجال القروي أو تعمل في

16 Communication for Development: A glimpse at UNDP's practice. UNDP, 2009. http://www.undp.org/oslocentre/docs09/FinalCFD_booklet.pdf

17 التواصل من أجل التنمية : لمحة عن عمل وممارسة برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في المجال (Communication for Development: A glimpse at UNDP's practice. UNDP, 2009) http://www.undp.org/oslocentre/docs09/FinalCFD_booklet.pdf

18 د. بوريتا جوي (Purita Juyi). الإذاعات الجموعية في أوروبا وفرنلندا (Community radio in Europe and Finland) 2009

19 الإذاعات الجموعية في سياق عالمي. تحليل مقارن (Community radio in a global context. A comparative analysis). الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية (AMARC). 2001. http://www.amarc.org/documents/articles/Community_Radio_Global.pdf

20 <http://www.cbaa.org.au/sites/default/files/Voices%20%26%20Vision%20-%20All%20About%20Community%20Broadcasting.pdf>

يجب النص صراحة، لاسيما داخل المجتمع الدولي، على الفرق الكائن بين فروع الإذاعات العمومية والإذاعات الجموعية. يجب العمل على ضمان احترام حق الفاعلين الجماعيين في الوصول إلى شبكة الأنترنت لما فيه صالح جماعتهم"⁷.

1.2 اعتراف المنظمات الدولية الحكومية :

كانت المنظمات الدولية الحكومية (البيحكومية) هي السبابة إلى الاعتراف بالإذاعات الجموعية والمساعدة في إقامتها ودعمها من أجل مواكبة مشاريع تنموية. وتعد كل من منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة والبنك الدولي ومنظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة (فاو) وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي من المنظمات الأكثر نشاطا في هذا المجال.

تعد منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة (اليونسكو) أهم المنظمات الدولية التي تعمل من أجل النهوض بالإذاعات الجموعية عبر العالم ودعمها خاصة في الدول النامية. وتؤمن اليونسكو بأولوية "توفير وسائل الإعلام والاتصال لفائدة الجماعة المحلية وتعزيزها"⁸. وتؤكد المنظمة أيضا أن الإذاعة الجموعية "تحتل مكانة خاصة ضمن برامج اليونسكو"⁹ وأن الهدف من برنامجها هذا يكمن في "تناول القضايا الاجتماعية على المستوى المحلي، من قبيل الفقر والإقصاء الاجتماعي وتمكين مجموعات قروية مهمشة من ممارسة عدد من السلطات والدفع بعمليات الديمقراطية وجهود التنمية"¹⁰.

وقد عملت اليونسكو على إعداد دلائل تقنية من أجل إنشاء إذاعات وتكوين منشطي هذه الإذاعات. كما مولت بشكل مباشر مشاريع إحداث إذاعات جماعية عبر برنامجها "البرنامج الدولي لتنمية الاتصال (PIDC)" وتتدخل في نفس السياق في العديد من دول إفريقيا وأمريكا الجنوبية وآسيا.¹¹

يتدخل البنك الدولي في مجال الإذاعات الجموعية عبر برنامجها "الانخراط المدني، تعزيز القدرات واحترام التعددية (DREEC)" الذي يقوم على دعم المنظمات غير الحكومية الراغبة في إنشاء محطات إذاعية جموعية، وتنمية قدراتها في مجال البرمجة وإنجاز الروبورتاجات والتدبير وتعبئة الموارد.¹² ويركز البنك الدولي على الإذاعة الجموعية التي "يمكن أن تشكل قناة مهمة للنهوض بالتنمية التشاركية، ذلك أن الإذاعة تمكن من القضاء على أحد الأوجه الرئيسية للفقر ألا وهو العزلة"¹³.

تدعم منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة (فاو) بشكل خاص الإذاعات الجموعية المحدثة في المناطق القروية (تدعى أيضا الإذاعات الريفية)، لأن المنظمة تعتبر أن هذا النوع من الإذاعات يبقى وسيلة حيوية للتواصل في البلدان النامية وأنه "على الرغم من التطورات التكنولوجية المسجلة في مجال الاتصال، لازالت الإذاعة الوسيلة المتوفرة الأكثر انتشارا، سهلة الولوج وذات كلفة منخفضة مع مرونة عالية. وغالبا ما تشكل في المناطق القروية الوسيلة الوحيدة التي يمكنها أن تبث عن بعد وبسرعة ولفائدة جمهور واسع معلومات وأخبار مهمة حول الأسواق والظروف المناخية والزراعة وتربية المواشي وحول المحافظة على الموارد الطبيعية"¹⁴

بالنسبة للفاو، تنطوي الإذاعة القروية على مسار مزدوج الاتجاه، يقتضي المشاركة الفعالة للسكان في أنشطة التخطيط للبرامج الإذاعية وإنتاجها. وهي وسيلة تعبير بالنسبة للسكان أكثر من كونها قناة للتواصل موجه لها، إذ تقوم على تشجيع تبادل وجهات النظر، والتقريب بين الناس، وتحفيز تداول المعلومات والأخبار والرفع من قيمة المعارف المحلية."¹⁵

7 الميثاق الإفريقي للبيث الإذاعي. 3-5 ماي 2001 وندھوك

8 <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/media-development/community-media/>

9 المصدر السابق

10 المصدر السابق

11 أحد أهم إصدارات اليونسكو المؤلف الصادر باللغة الإنجليزية تحت عنوان "كيف تنشئ إذاعة جماعية" يمكن الاطلاع عليه عبر الرابط التالي

(<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001342/134208e.pdf>)

12 <http://siteresources.worldbank.org/INTCEERD/Resources/WBI5-CountryStudy.pdf>

13 المصدر السابق

14 <http://www.fao.org/sd/ruralradio/en/index.html>

15 المصدر السابق

1. الاعتراف الدولي بالإذاعات الجموعية

يستند وجود الإذاعات الجموعية على مبادئ كونية تضيء الشرعية على وجودها وتوجه عملها. وهي مبادئ مستلهمة من منظومة حقوق الإنسان والممارسات الفضلى المعمول بها في المجتمعات الديمقراطية.

1.1 آليات الأمم المتحدة و الموائيق الإقليمية :

تنص المادة 91 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، الموقع والمصادق عليه من لدن المغرب، على أنه "لكل إنسان حق في حرية التعبير. ويشمل هذا الحق حرية في التماس مختلف ضروب المعلومات والأفكار وتلقيها ونقلها إلى آخرين دونما اعتبار للحدود، سواء على شكل مكتوب أو مطبوع أو في قالب فني أو بأية وسيلة أخرى يختارها".

إن الحقوق الأساسية التي يضمنها الفصل 19 المشار إليه تدخل في صميم عمل الإذاعات الجموعية. ذلك أن الحق في "التماس مختلف ضروب المعلومات والأفكار وتلقيها ونقلها..." بأي وسيلة كانت، "ينطبق أيضا على الولوج إلى الترددات الإذاعية (الموجات الراديو كهربائية) واستعمالها بما فيها تلك المستعملة من طرف الإذاعات الجموعية".²

كما أن لجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان تعترف ضمنا بوجود الإذاعات الجموعية، إذ تدعو، في تفسيرها الجديد للمادة 91 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية والمدنية، الدول الأطراف بالعهد إلى أن "تتجنب فرض شروط صعبة ورسوم باهظة على ترخيص وسائط الإعلام الإذاعية، بما في ذلك في المحطات الجموعية والمحطات التجارية".³

وقد اعترف المقرر الخاص للأمم المتحدة المعني بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير بشرعية الإذاعات الجموعية عندما أعلن في تقريره المنجز عقب المهمة التي اضطلع بها بجمهورية الملديف أن الإذاعة الجموعية تشكل "نموذجاً اجتماعياً واقتصادياً بديلاً لتطوير وسائط الإعلام من شأنه توسيع نطاق الوصول إلى المعلومات، وإيصال الأصوات وينبغي لهذه البرامج أن تشجع المشاركة النشطة للمجتمع المحلي في إطلاق هذه البرامج وإنتاجها وتقديمها".⁴

وأعلن المقرر الخاص للجنة الأمريكية لحقوق الإنسان المعني بحرية التعبير أن "اللجنة الأمريكية لحقوق الإنسان ومكتب المقرر الخاص أقر أن وسائل الإعلام الجموعية تلعب دوراً أساسياً في منطقتنا لفائدة مختلف قطاعات وفتات المجتمع من خلال تمكينهم من ممارسة حقهم في حرية التعبير والوصول إلى المعلومة. وأكد أنه من الضروري أن تعمل الدول على الاعتراف القانوني

بوسائل الإعلام الجموعية وتخصيص الترددات اللازمة لاشتغالها وتمكينها من الولوج العادل لتراخيص تعترف بالطابع المميز للفاعلين الإعلاميين الخواص ذوو الصفة غير التجارية".⁵

ويقر إعلان اللجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب المتعلق بمبادئ حرية المجال السمعي - البصري بوجود الإذاعات الجموعية ويدعو الدول الإفريقية إلى تشجيع الإذاعات الجموعية "بالنظر لما تتمتع به من امكانات من شأنها توسيع نسبة استفادة الفقراء وأهالي المناطق القروية من البث الإذاعي".⁶

وبدوره يعترف الميثاق الإفريقي للبث الإذاعي بالإذاعات الجموعية، إذ يعلن في فصله الثالث أن:

" الإذاعات الجموعية نابعة من الجماعة (التجمع البشري المحلي الذي أنشأت من أجله) ومتوجهة إليها و متمحورة حولها؛ تعود ملكيتها وتديرها للجماعة التي تحتضن برنامجاً للتنمية الاجتماعية، وهي مقابلة لا تهدف إلى تحقيق الربح.

2 <http://www.article19.org/resourcesphp/resource/1176/en/uruguay--senate-must-approve-community-broadcasting-bill>

3 التعليق العام رقم 34 : المادة 19- حرية الرأي وحرية التعبير. اللجنة المعنية بحقوق الإنسان . الدورة 102. جنيف من 11 إلى 29 يوليو 2011

4 تقرير المقرر الخاص المعني بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير، السيد فرانك لا رو حول البعثة التي اضطلع بها إلى الملديف. مجلس حقوق الإنسان. الدورة الحادية عشرة. البند 3 من جدول الأعمال. 25 ماي 2009 (A/HRC/11/4/Add.3)

5 المصدر السابق

6 تم اعتماد الإعلان من طرف اللجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب في دورتها العادية المنعقدة في بانجول بغامبيا من 17 إلى 23 أكتوبر 2002

مقدمة

سجل المغرب تأخرا كبيرا في ما يتعلق بضمان تعددية ودمقرطة المجال السمعي البصري، والحال أن المجتمع الدولي اعترف، منذ عقود، بالتعددية في هذا المجال، الذي تتعايش فيها ثلاث منظومات إعلامية هي: القطاع العمومي التابع للدولة، القطاع الخاص-التجاري والقطاع الجمعي. وتخضع كل منظومة من هذه المنظومات لإطار قانوني خاص بها وتلعب دورا مميزا في تنمية مجتمع الإعلام والمعرفة وتدلي بإسهامها وقيمتها المضافة في التنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمجتمع.

تشكل الإذاعات الجموعية (و تدعى أيضا الإذاعات الجماعية أو الجماعية أو المحلية) اليوم حركة دولية تتسم بالحيوية و تحظى بالاعتراف في العديد من الدول عبر أرجاء المعمور¹. وتنشط الإذاعات الجموعية بشكل أكبر بالدول النامية بإفريقيا وأمريكا الجنوبية وآسيا ويتم اللجوء إليها باستمرار، من قبل حكومات بلدانها والهيئات الدولية من أجل العمل على تحفيز الساكنة التي تمثلها على الانخراط في البرامج التنموية، خاصة في المناطق القروية أو بين صفوف الساكنة الحضرية المهمشة.

ويعد الاهتمام الذي توليه العديد من الهيئات الدولية الحكومية للإذاعات الجموعية مثل منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة والبنك الدولي ومنظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة (فاو) وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي وكذا العديد من المؤسسات والمنظمات غير الحكومية الدولية، الدليل الملموس على أهمية هذه الإذاعات في مسلسل تحقيق التنمية والدمقرطة، إذ وضعت هذه الهيئات بشراكة مع الإذاعات الجموعية عددا من البرامج التواصلية، المستهدفة للساكنة بشكل مباشر وقريب، تهم جملة من المجالات من قبيل الصحة، و التربية، و البيئة، و المواطنة والديمقراطية المحلية.

أما في المغرب، فإن الإذاعات الجموعية لا تحظى بعد باعتراف المشرع الذي لم يمنحها وضع قانونيا خلال تصويت البرلمان على القانون المتعلق بالاتصال السمعي البصري سنة 2004.

ويناضل المجتمع المدني المغربي اليوم من أجل تصحيح هذا الوضع وتدارك النقص، تحذوه في ذلك قناعته بأنه من حق الساكنة التي يمثلها التمتع بالحق في الاتصال كما تقره القوانين والمواثيق الدولية ويضمنه الدستور المغربي وكذا القانون المتعلق بالاتصال السمعي - البصري. ولا يمكن أن يتحقق إعمال هذا الحق إلا بتملك وسائل الاتصال السمعي - البصري بما فيها الإذاعات التي تعد الوسيلة الأسهل ولوجا لكل فئات الساكنة، خاصة تلك التي تعيش في المناطق الفقيرة والمهمشة.

1 تضم الهيئة الدولية للإذاعات الجموعية لوحدها أزيد من أربعة آلاف (4000) إذاعة جماعية وفدراليات وتحالفات الإذاعات الجموعية توجد بأكثر من 115 بلدا
FR=&home=p?php.index.org.amarc.www//:http

الدراسة

الإلكتروني والتجارة الإلكترونية¹⁰ ، وبحماية قواعد المعطيات¹¹ ، وبحقوق المؤلف¹² ، وبالصحافة¹³ بالإضافة إلى نصوص أكثر «تقليدية» خاصة القانون الجنائي، قانون الالتزامات والعقود... غير أن الصعوبة تكمن في خلق الانسجام بين هذه النصوص، كما تمكن في مسألة أكثر شمولية وهي ضمان فعالية القاعدة القانونية من خلال وضع الوسائل الكفيلة بضمان أفضل تطبيق لها.

أما في ما يتصل بمجال السمع البصري، فإن القانون 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري يتوفر، على غرار النصوص القانونية المشار إليها أعلاه، على التدابير اللازمة من أجل إدماج هذا النمط الجديد للبث. لكن هذا القانون يفتقر للوضوح في ما يتعلق بتعريف الفاعلين الجدد في هذا المجال¹⁴. إلا أن تحديد حقل تدخل كل واحد منهم سيمكن من توضيح واجبات هؤلاء المتدخلين.

هكذا، يمر تحديد النظام الملائم لكل نوع من الخدمات عبر التحديد الواضح، بنص القانون، للمعايير التي تمكن من وصف خدمة ما بكونها خدمة تلفزيونية أو إذاعية¹⁵. ولا يجب أن تنحصر هذه التعاريف على العناصر التقنية ولكن يجب أن تهم محتوى وأهداف الخدمة، خاصة ما يرتبط بوضع صور وأصوات رهن إشارة الجمهور كيفما كانت الكيفيات التقنية للولوج لهذه الخدمات.

مما لا شك فيه أن إدماج هذه التعاريف يجب أن يندرج في إطار مقاربة شاملة ترمي إلى تعديل مجموع الترسانة القانونية الجاري بها العمل. علما أن إحداث إمكانية تقنية تمكن من خلق قناة تلفزيونية على الأترنت وإذاعة على الأترنت يعد أقل تكلفة من وسائل الإعلام الكلاسيكية خاصة في ما يتعلق بالبنيات التحتية اللازمة. كما أن مخطط التدبير المالي لهذه الخدمات مختلف اختلافا بينا عن وسائل الإعلام التقليدية.

ومهما يكن من أمر فيجب إعادة النظر في شرط التوفر على شركة مساهمة الذي تفرضه المادة 18 من قانون 77.03 والذي يعد عائقا أمام ولوج الجمعيات والنوادي الرياضية والمنظمات غير الحكومية الأخرى لمجال الاتصال السمعي البصري. ومن شأن إعادة النظر في هذا الشرط تمكين هؤلاء الفاعلين من الاندماج في دينامية قطاع السمع البصري والاستفادة من قوة هذا القطاع وذلك للتمكن من لعب دورهم كاملا داخل المجتمع.

10 ظهر شريف رقم 1.07.129 الصادر بتاريخ 19 ذو القعدة 1428 (30 نوفمبر 2007) بتنفيذ قانون رقم 53.05 المتعلق بالتبادل الإلكتروني للمعطيات القانونية.
11 ظهر شريف رقم 1.09.15 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بتنفيذ القانون رقم 09.08 المتعلق بحماية الأشخاص الذاتيين تجاه معالجة المعطيات ذات الطابع الشخصي.
12 ظهر شريف رقم 1.00.20 صادر في 15 فبراير 2000 بتنفيذ القانون رقم 2.00 المتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة كما وقع تغييره وتتميمه بالظهير الشريف رقم 1.05.192 صادر في 15 من محرم 1427 (14 فبراير 2006) بتنفيذ القانون رقم 34.05 القاضي بتغيير وتتميم القانون رقم 2.00 المتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة
13 ظهر شريف رقم 1.02.207 صادر في 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002) بتنفيذ القانون رقم 77.00 المخير والمتمم بموجبه الظهير الشريف رقم 1.58.378 الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نوفمبر 1958) بشأن قانون الصحافة والنشر.
14 يتعلق الأمر بالهين المرجعية الواردة في الكتاب الأبيض حول التلفزة عبر الربط الرقمي ذي الصبب اللائمائي (ADSL) والخدمات السمعية البصرية عالية الصبب (13.12.04) خاصة مصممو المحتوى، منتجو المحتوى، مقدمو المحتوى، الأنظمة والأرضيات الرقمية للأداء، موزعو المحتويات السمعية البصرية، فاعلو الولوج للاتصالات وفاعلو الخدمات.
15 انظر القسم الأول من هذه الدراسة

والصور فحسب، وإنما مضامين ترفيحية مما يمكن من خلق التقائية وتكامل بين الأنترنت (الاتصالات السلكية واللاسلكية) والتطبيقات الإذاعية (السمعي البصري).

إن هذا التطور يضع هيئات ضبط القطاع السمعي البصري عبر العالم أمام تحديات جديدة : إذ تعطي الأنترنت بوصفها دعامة جديدة للاتصال السمعي البصري للبرامج التي يتم بثها تغطية على نطاق عالمي ويبدو للوهلة الأولى أنها تعفيها من أي قوانين وطنية أو إقليمية، غير أن تحسن جودة نقل البرامج السمعية البصرية عبر شبكة الأنترنت قد يجعل من هذه الأخيرة قناة مفضلة ستنافس أمهات البث التقليدية التي تؤطرها مقتضيات قانونية واضحة ومدققة.

لذلك، فإن هيئات الضبط المشار إليها توجد أمام بديل واضح : إما التوفر على نظامين مختلفين بشكل جلي يطبقان حسب الخدمات التي يتم بثها (الإنترنت أو بوسائل البث الكلاسيكية) أو التوفر على النظام واحد يطبق كيفما كانت وسيلة البث.

بالنسبة لحالة المغرب، يبدو أنه تم الحسم في المسألة منذ البداية. ذلك أن صياغة المادة 13 من القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري بشكل لا ينص صراحة على نمط البث عبر الأنترنت، أبان عن وجود مرونة مكنت من وضع تأطير واسع « كل وسيلة تقنية » بمقدوره أن يشمل مجموع التطورات التكنولوجية التي ستظهر في المستقبل. وبالتالي فإن الخدمات السمعية البصرية (الإذاعة والتلفزة) التي تبث برامجه حصريا على الأنترنت هي، مبدئيا، خاضعة لنظام منح الرخص كما وضعه القانون 77.03.

غير أنه من الضروري التوقف عند النقص الحاصل على مستوى القانون 77.03 في ما يتعلق بتعريف التلفزة أو الإذاعة. إذ تحتل هذه النقطة أهمية استراتيجية في تحديد الآثار الناجمة عنها. ذلك أنه، عدا الإشارة لكون التلفزة والإذاعة تقومان ببث محتويات بشكل عمومي (حتى لا تعتبر مراسلة خاصة) فإن القانون لا يتضمن أية إشارة إلى الشروط الواجب توفرها في الإذاعة أو التلفزة حتى يتم اعتبارها خدمة للاتصال السمعية البصرية بالمفهوم الذي يحدده القانون المشار إليه، وذلك حتى تدخل في نطاق اختصاصات الهيئة العليا.

من جهة أخرى، تجدر الإشارة إلى أن الأبعاد الثلاثة للأنترنت (شبكة دولية، متعددة المراكز، ذات تطور مستمر) تجعل من الضبط عملية مركبة ومعقدة. فالطابع الدولي للأنترنت يبدو متعارضا مع الإطارات المعيارية الوطنية كما أن تعدد مراكزها يجعل تحديد الخدمات والمسؤولين عنها وإنزال العقوبات عند الاقتضاء أمرا صعبا ومصدر عدة إشكاليات، وأخيرا فإن التطور الدائم لشبكة الأنترنت يشكل قطيعة مع بقاء مسار وضع التشريعات ومعالجة الملفات...

من زاوية أخرى، يبرز يطرح التساؤل التالي : هل يجب أن تخضع الأنترنت لنفس المقتضيات القانونية التقليدية المطبقة على الخدمات الإذاعية والتلفزية؟ ألا يجب الاحتفاظ بجزء منها فقط (على سبيل المثال المقتضيات المتعلقة بحماية الأطفال وكرامة الأشخاص ومنع البرامج المتضمنة للعنف) والتعامل بمرونة مع القوانين التقليدية في ما يخص النقاط الأخرى (مثلا كوطا بث الأعمال السمعية البصرية...)?

كما تطرح مسألة الحدود الترابية للضبط، إذ ينص مبدأ السيادة على أن سلطة هيئة الضبط تنحصر في الخدمات السمعية البصرية التابعة للتراب الوطني. في هذا الصدد فمن المشروع اعتماد مكان استضافة الخدمة كميّار لتحديد طبيعة مكان الخدمة (خدمة وطنية أو أجنبية) كما أن كل خدمة يستضيفها مقدم خدمات الولوج للأنترنت مغربي ستكون خدمة وطنية.

ومهما يكن من أمر، ورغم التطور التكنولوجي، فإن أهمية الاستثمارات الاقتصادية اللازمة لتحديث البنيات التحتية للبث لا تمكن على المدى القصير من تطوير خدمات تلفزية على الأنترنت على نطاق واسع، غير أن هذا لا يمنع من كون الإذاعة على الأنترنت أصبحت أمرا واقعا.

كما أن التشريع المغربي يتوفر على ما يكفي من النصوص لتأطير مجال الأنترنت في شموليته : القوانين المتعلقة بالتوقيع

هذا التقسيم التبسيطي يخفي في الواقع رؤية متجاوزة وغير ملائمة في تناول مهن قطاع السمعى البصرى لأن هذا التصنيف يركز على الوضعية الحالية، دون الاعتراف بالتطورات التكنولوجية التي عرفها القطاع وإكراهات التدبير الحديث والفعال للقطاع السمعى البصرى.

لقد كان لهذه الرؤية المختزلة للأمور أثر مباشر على تفعيل الجيل الأول من الرخص على وجه الخصوص وعلى نطاق تدخل الهيئة العليا للاتصال السمعى البصرى بشكل عام. ومن شأن هذا الأثر المؤسسى أن تكون له انعكاسات جد سلبية على ما يراد للمشهد السمعى البصرى من تطور منسجم ومستدام، خاصة بالنظر للجمود والقصور الذى أبان عنه القطب العمومى فى مجال البث إزاء طلب الفاعلين الخواص الجدد.

وإذا كان القانون يتحدث عن «مقدم خدمات» إلا أنه يتوقف عند هذا المستوى دون أن يتناول الآثار المترتبة عن ذلك على المستوى القانونى والإجرائى. ومما يزيد من حدة هذا النقص فى الانسجام الذى يعانى منه هذا النص القانونى، غياب أى إشارة إلى مهنة أخرى مكتملة لتقديم الخدمات ألا وهى «متعهد شبكة خدمات الاتصال السمعى البصرى» لاسيما وأن تحديد وتفصيل مهن السمعى البصرى يعد شرطا لازما لضمان توازن المشهد السمعى البصرى.

(3) شروط الأهلية للحصول على الرخص

لقد كشفت معالجة ملفات المجموعة الأولى من الرخص حدودا وأحيانا عدم تطابق مع شروط الأهلية لطلب الترخيص التى تنص عليها المادة 18 وما بعدها من القانون.

هكذا، وعلى سبيل المثال، فإن الالتزام بالاحتفاظ بمساهمة قارة فى رأس المال لا يكتسى قيمة قانونية حقيقية، إذ لا يُلزم القانون المساهمين بالحفاظ على حصصهم على اعتبار أنه بمقدورهم أن يرفعوا إلى المجلس طلب تغيير فى الحصص، مما يبرز أن المقتضيات الخاصة بهذا المجال غير كافية لثني المساهمين عن ذلك. لذلك فقد يكون من الأفضل استعمال صيغ أخرى أكثر نجاعة من قبيل فرض الالتزام بعدم التصرف فى أسهم الحصة الرئيسية التى تشكل نواة رأس المال خلال مدة معينة على شاكلة ما هو معمول به فى مجال الخوصصة.

ويمكن أن تنطبق نفس الملاحظات على شروط أخرى من قبيل شرط «المتعهد المؤهل» علما أن المجلس تبنى خلال المجموعة الأولى من الرخص استثناء كبيرا جدا لم يحترم هذا الشرط.

من جهة أخرى، يبدو أن فرض القانون 77.03 لصيغة «شركة مساهمة» كشرط رئيسى من بين شروط الأهلية، يعتبر عائقا كبيرا أمام الدور الاجتماعى المفترض أن تلعبه خدمات الاتصال السمعى البصرى، خاصة الإذاعة، فى مجال تبسيط وتعميم المعارف وتحسيس الساكنة وكذا على مستوى الإدماج وفك العزلة الثقافية عن الجهات المعزولة بالبلاد. ويبقى هذا الشرط أكبر عائق أمام ظهور الخدمات السمعى البصرية الجموعية.

(4) الإشهار

صحيح أن المقتضيات القانونية المتعلقة بالإشهار لا تعانى لحد الآن من نقائص حقيقية على مستوى مجال التطبيق، إذ أن كل الأمثلة التى تمت الإشارة إليها تشملها هذه المقتضيات.

غير أن هذه المقتضيات من شأنها أن تكون أكثر فعالية إذ تم توضيحها وتفصيلها بشكل أكبر. فى هذا الصدد، وفى إطار المجهود البيداغوجى للمواكبة والمقاربة الوقائية، يمكن أن تقترح الهيئة العليا أن يتضمن القانون تطبيقات، أكثر وضوحا وأكثر استشرافا، للمبادئ والقواعد العامة التى ينص عليها. وتكمن أهمية هذه المقاربة فى جعل الولوج للجزء المخصص للإشهار وإدراكه أفضل بالنسبة للفاعلين فى هذا المجال.

2 - الخدمات السمعى البصرية والأترنت

مع توفر الأترنت ذى الصبيب العالى ظهرت امكانيات لا تعد ولا تحصى لخدمات متعدد الوسائط تفاعلية ومبتكرة، وخلق أرضية جديدة لتوزيع المحتويات والمعلومات السمعى البصرية. ولا يوفر الأترنت ذى الصبيب العالى المعطيات

للاتصال السمعي البصري ذات ولوج مشروط على التراب الوطني. فمنذ تحرير القطاع ، تبين أن العملية تمت وفق مرحلتين : همت الأولى العمل على ملاءمة عمل الفاعلين المزاولين لأنشطتهم قبل القانون 77.03 لمقتضيات هذا القانون، فيما همت الثانية معالجة الطلبات الجديدة في ضوء الإطار القانوني الجديد المنظم لهذا الجانب من النشاط السمعي البصري.

هكذا، نجد شركة «سماحة ميديا» التي كانت تسوق باقة الأوائل/أرابيسك» لمجموعة (ART) وكذا شركة «خالصة هولدينغ» التي تسوق باقة «شوتايم» ذات الولوج المشروط.

بعد ذلك، انضاف إلى هذين المتعهدين، شركة «سينست» (CINEST) التي تسوق باقة «الجزيرة الرياضية» وشركة «ميدي نيتورك تي في» التي تسوق باقة «بيس باي ميدينييت» ذات الولوج المشروط وشركة «كنال أوفريسيس المغرب» التي تسوق باقة «كنال بلوس» ذات الولوج المشروط» وأخيرا شركة اتصالات المغرب التي تسوق خدمتين ذات الولوج المشروط : عرض تلفزيوني عبر الربط الرقمي ذي الصبيب اللائمائي (ADSL) وباقة العرض التلفزيوني عبر المحمول (TV SUR MOBILE).

ثانيا- أبرز مظاهر قصور ونقائص التنظيم الحالي لقطاع السمعي البصري

1 - النقائص على مستوى الإطار القانوني

لزالت الترسنة القانونية المنظمة للقطاع السمعي البصري المغربي تعاني من عدة نقائص يمكن إدراج بعضها كما يلي:

(1) القطب العمومي

لاشك أن الهدف المعلن للقانون 77.03 يكمن في تحرير المبادرة والمقاولة في مجال الاتصال السمعي البصري، إلا أن هناك هدفا ضمنا لا يقل أهمية عن الأول، ألا هو خلق مناخ ملائم للنهوض بالقطاع العمومي للاتصال سمعي البصري، وذلك بالنظر لكون تعدد الفاعلين (ومن باب أولى بالنسبة للقطاع العام) يعتبر أفضل طريقة لدفعهم وحثهم على المداومة على الإنصات لحاجيات الساكنة.

للأسف، وبالنظر للطريقة التي تمت مقارنته بها، لم يحظ القطاع العمومي، رغم الخصوصية التي يقر بها له القانون 77.03، برؤية واضحة حول المهام والأهداف المناطة به. إذ تنص المادة 46 من القانون المشار إليه أن القطاع السمعي البصري العمومي يتولى «في إطار المصلحة العامة مهام المرفق العام الهادفة إلى الاستجابة لحاجيات الإعلام والثقافة والتربية والترفيه لدى الجمهور بواسطة الشركات الوطنية للاتصال السمعي البصري العمومي». كما لو أن القطاع الخاص - ذو الطابع التجاري المشروع على كل حال - يمكنه أن يرمي إلى تحقيق أهداف أخرى غير الثقافة والتربية والإعلام والترفيه.

إن هذا التعريف المعطى للقطاع العمومي، والذي يتحدث بالمناسبة عن «الجمهور» بدل أن يتحدث عن «المواطن»، ملائم في الواقع لوضعية الاحتكار أكثر منه لوضع المنافسة.

أمام على هذا التعريف من الوهم أن ننتظر بروز قطب عمومي موجه نحو المواطن أكثر من توجهه للمستهلك خاصة أن القطاع العام يخوض غمار المنافسة مع القطاع الخاص على الموارد المالية.

ومما يزيد هذا الوضع حدة، النموذج التنظيمي المعمول به حاليا في القطب العمومي الذي لا يشجع التكامل والتنسيق وخدمة المواطن وترشيد تدبير الموارد البشرية والوسائل المادية.

(2) مهن السمعي البصري

يعترف القانون رقم 77.03 بوجود نوعين من مهن السمعي البصري : موزع خدمات ومتعهد الاتصال السمعي البصري.

في الجزائر وتونس وموريتانيا وجزء من ليبيا. وتحظى الإذاعة بمكانة جد متميزة في المشهد السمعي البصري المغربي، حيث تعد الإذاعة الإخبارية الأولى بالمنطقة. ويقدر عدد مستمعيها ما بين 22 و 25 مليون.

وتحتل الأخبار المكانة الأولى ضمن البرامج التي تبثها إذاعة ميدي 1. وتبث برامجها باللغتين العربية والفرنسية. وتحتل كل لغة منهما، حسب الاتفاق الأولي وأول دفتر للتحملات مبرم مع الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، 50 في المائة من مجموع البرامج التي يتم بثها.

(2) إذاعة «سوا»

إذاعة سوا هي عبارة عن إذاعة أمريكية عمومية، يوجد مقرها بواشنطن، وقد بدأت بث برامجها على الشبكة الهيرزية على إثر رخصة خاصة منحتها إياها الحكومة المغربية. بعد صدور القانون المتعلق بالاتصال السمعي البصري، باشرت الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري المسطرة مع المحطة الأمريكية من أجل جعل الإطار الذي تعمل فيه مطابقا للإطار القانوني الجديد. في بداية الأمر، أبرز مسؤولو القناة الوضع الخاص لهذه المحطة أملا في التمتع بتعامل خاص، مبرزين بشكل خاص أن الإذاعة لا تبث الوصلات الإشهارية على أمواجها وأنها بالتالي ليست ذات طابع إشهاري. غير أن المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري بوصفه الهيئة التداولية للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، اعتمد، استنادا على المقتضيات الواضحة للقانون في هذا المجال، مبدأ تطبيق نفس القواعد على كل الفاعلين المعنيين بملاءمة أنظمتهم القانونية مع الإطار القانوني الجديد. وشددت الهيئة العليا على عدم السماح بأي تعامل استثنائي. لكن، ووفاء منها بقاعدة وضعها منذ بداية عملية الملاءمة، منحت الهيئة للمحطة الأمريكية مهلة وفرت لها خلالها، على غرار ما قامت به مع الفاعلين الآخرين، المواكبة التي «تمكنها من تطبيق القانون في ظل شروط مريحة» بتعبير رئيس الهيئة خلال لقاء صحفي عقد بتاريخ 31 ماي 2005.

(3) متعهدو الاتصال السمعي البصري برسم الجيل الأول للرخص الممنوحة للخواص

أولا، لا بد من الإشارة إلى أنه تم تشكيل القطاع الخاص الحالي على مرحلتين: الجيل الأول والجيل الثاني من الرخص. وقد اعتبرت الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري أن منح رخص لاستغلال خدمات الاتصال السمعي البصري كانت عملية تكتسي بعد استراتيجيا أكثر منه إجرائيا تقنيا، أي رافعة هامة لضبط قطاع في شموليته.

ومن هذا المنطلق، حددت الهيئة استراتيجية للإذاعي تمحورت حول ثلاثة محاور:

< مشهد متمم بالتنوع على مستوى تعددية المتعهدين وتنوع البرامج

< مشهد متمم بالتكامل على مستوى التوجه والمحتوى

< مشهد متوازن على مستوى التوجه والمحتوى

وقد بلغ العدد الإجمالي للمتعهدين برسم الجيل الأول من الرخص 8 فاعلين في المجال الإذاعي يقدمون 41 خدمة ذات تغطية محلية، جهوية أو وطنية، بالإضافة إلى متعهد خدمة تلفزيونية ذات بعد دولي تلتقط عبر القمر الإصطناعي.

(4) المتعهدون الخواص برسم الجيل الثاني من الرخص الممنوحة للقطاع الخاص

بالنسبة للجيل الثاني، وبالنظر للظرفية ولمحدودية سوق الإشهار المغربي، قرر المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري عدم منح أي رخصة لقناة تلفزيونية.

في المقابل، تعزز الحقل الإذاعي بأربع متعهدين موضوعاتيين على مستوى مجموع التراب الوطني، وهو الأمر الذي وصل معه عدد متعهدي الخدمات الإذاعية إلى 13 يقدمون 23 خدمة إذاعية ذات تغطية جهوية أو وطنية.

(5) المتعهدون الحاصلون على رخص استغلال وتسويق خدمات سمعية بصرية وفق نظام الولوج المشروط

وضعت المادة 14 من القانون 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري نظاما للمتعهدين الراغبين في تسويق خدمات

بتاريخ 30 شتنبر 2010، أحالت الحكومة على نظر الهيئة العليا للاتصال السمعية البصري، للمصادقة، دفتر التحملات الجديدة الذي من المنتظر أن ينظم الخدمة التلفزيونية «ميدي 1 سات» وذلك طبقا لمقتضيات المادة 49 من القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري. بعد المصادقة على دفتر التحملات الجديد، تمكنت قناة ميدي 1 سات من الانخراط في المشهد السمعي البصري الوطني من خلال بثها بالتقنية التناظرية الهرذبية. وقد فُتحت صفحة جديدة في حياة هذا الفاعل الإعلامي لاسيما من خلال منحه إمكانية الولوج للموارد الإشهارية الوطنية مما سيمكن القناة من ضمان استدامة وضعيتها الاقتصادية والمالية.

2 - متعهدو خدمات الاتصال السمعي البصري الخواص

قبل الشروع في هذا الجزء من الدراسة، من الضروري الإشارة إلى أن الفاعلين الخواص في مجال السمعي البصري الممارسين على مستوى التراب الوطني يضمون بين صفوفهم فاعلين اثنين كانا قد بدءا الاستغلال قبل تحرير القطاع، ألا وهما ميدي 1 وإذاعة سوا. لذلك فمن الضروري تقديم هاذين الفاعلين :

(1) ميدي 1 (إذاعة البحر الأبيض المتوسط الدولية)

تمثل إذاعة ميدي 1 لوسائل الإعلام الإذاعية ما تمثله القناة الثانية بالنسبة لوسائل الإعلام التلفزيونية، لكن مع فارق بسيط : فإذا كانت تجربة القناة الثانية، كقناة خاصة، قد توقفت بعد سنوات من إحداثها، فإن ميدي 1 قد تمكنت من مقاومة الصعوبات، خاصة المالية منها، التي يواجهها الفاعلون الخواص، كما أن كل المؤشرات توحى بأنها ستستمر بعد التحرير.

تم إحداث إذاعة ميدي 1 سنة 1980. وهي ثمرة لتعاون فرنسي-مغربي في مجال السمعي البصري. وقد أنيط بها من الجانب المغربي إغناء المشهد السمعي البصري المغربي ومن الجانب الفرنسي دعم الفرانكفونية وحضور اللغة الفرنسية في المجتمع المغربي.

رأس مال هذه الإذاعة مملوك من لدن مستثمرين مغاربة وفرنسيين. المستثمرون المغاربة هم على التوالي : الشركة الوطنية للإستثمار (SNI) والبنك المغربي للتجارة الخارجية (BMCE) وشركة التوزيع سوشبرس (Sochepress). أما المستثمرون الفرنسيين فقد كانوا ممثلين بشركة (SOFIRAD) «شركة مساهمة لتمويل البث الإذاعي»، 99 في المائة من رأس مال هذه الشركة مملوك من طرف الخزينة العامة أي «بنك الاتحاد الأوروبي» وشركتي «تومسون» و«هاشيت».

عند إطلاقها، كان رأس مال شركة إذاعة البحر الأبيض المتوسط الدولية، يقدر بـ 200 مليون درهم. 51 في المائة من رأس المال كان مملوكا من طرف أشخاص معنويين مغاربة مما حول للشركة صفة شركة ذات جنسية مغربية. وقد عهد تدبير الإذاعة إلى مجلس إدارة يرأسه وزير الاتصال.

رأت هذه الإذاعة النور بفضل ترخيص خاص مكن هذا الفاعل من عدم التقيد باحتكار الدولة للقطاع. كما كانت هذه الإذاعة تستفيد من احتكار الإشهار الإذاعي. ولم يتوقف هذا الامتياز إلا مؤخرا. فقد فرض صدور القانون 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري ملاءمة النظام الأساسي لميدي 1 مع مقتضيات هذا الإطار القانوني الجديد. هكذا، أنهى دفتر التحملات الذي صادقت عليه الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري في 2 غشت 2005 احتكار هذه المحطة الإذاعية للإشهار الإذاعي⁹. مما مكن المحطات الإذاعية الأخرى خاصة راديو دوزيم من إيجاد مواقع لها بالسوق الإشهار تدريجيا.

كان الإشهار يشكل مورد التمويل الوحيد لإذاعة ميدي 1، غير أن الموارد الإشهارية، بسبب محدودية سوق إشهار الإذاعي، لم تكن تمكن من تغطية كل نفقات التسيير. وقد تم تجاوز هذا الخصاص بفضل المساهمة المؤسسية للطرف المغربي الذي كان يتحمل جانبا كبيرا من كلفة الطاقة ومساهمة مماثلة من طرف الجانب الفرنسي الذي كان يتحمل تعويضات الموظفين الأجانب.

تغطي برامج إذاعة ميدي 1 مجموع بلدان حوض البحر الأبيض المتوسط. فضلا عن المغرب، يمكن التقاطها بشكل خاص

9 لم يكسر قاعدة هذا الاحتكار إلا إذاعة محلية بالدار البيضاء تحمل اسم «فيك-اف م» (FM FIC) التي كان لها وضع خاص، إذ عهد في البداية لهذه الإذاعة، التي استغلت ترددا للإذاعة والتلفزة المغربية السابقة، بمواكبة الأنشطة الترويجية للمعرض الدولي للدار البيضاء، قبل أن تصح في الواقع إذاعة محلية تبث على مستوى الدار البيضاء برمجة تغطي عليها المواد الموسيقية والخدمات وتبيع مساحات إشهارية على الأثير. في إطار الملاءمة مع مقتضيات القانون رقم 77.03 كما ينص عليها هذا القانون تم إرجاع هذه المحطة إلى حظيرة الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة.

حصة القناة الثانية من السوق الإشهاري التلفزيوني بالمغرب جد مهمة، إذ تبلغ 5,71 في المائة. ويبلغ الحيز المخصص يوميا لبث الوصلات الإشهارية 46 دقيقة و 27 ثانية (حسب إحصائيات سنة 2001). ويتهم هذه الإعلانات الإشهارية 402 معلنا و 549 علامة.

لكن تجدر الإشارة في هذا الصدد إلى أن حجم بث الإعلانات الإشهارية أضحى مؤطرا بدفتر التحملات الخاص بشركة صورياد-القناة الثانية، المصادق عليه من طرف الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري في 27 يوليوز 2005. وينص دفتر التحملات على أنه «بالنسبة لكل ساعة لا يجب أن ألا تتجاوز حصة الوصلات الإشهارية 16 دقيقة سنة 2006، و 51 دقيقة سنة 2007 و 14 دقيقة ابتداء من سنة 2008، إلا أنه في شهر رمضان، يرفع هذا السقف على التوالي إلى 20 د و 18 د و 16د».

لقد عززت القناة الثانية مكانتها في المشهد السمعي البصري بعد إطلاق المحطة الإذاعية «راديو دوزيم». ويرتكز إنتاج هذه المحطة على الموسيقى المتنوعة. كما تلعب دور راديو - سيارة أجرة (radio-taxi) من خلال بث الوصلات الإعلانية للبرامج التي ستبثها القناة من جهة، وعلى اعتبار أنه تم إحداث هذه الإذاعة لكي تلعب دورا أساسيا في رفع نسبة مشاهدة القناة من جهة أخرى.

إذا كانت برمجة الإذاعة في البداية مرتكزة أساسا على الموسيقى، فإن دفتر التحملات الحالي للشركة يفرض عليها، بوصفها إحدى مكونات القطب العمومي للسمعي البصري، أن تعمل على إغناء محتوياتها وذلك من أجل «الاستجابة لحاجيات الجمهور الواسع في مجال الثقافة والتربية والإخبار والترفيه لاسيما الفئات الشابة، من خلال تلمين الهوية الوطنية، في تنوعها، والنهوض بالتراث الفني المغربي وتثمينه».

يجب أن تضم برمجة المحطة الإذاعية، حسب دفتر تحملات صورياد-القناة الثانية برامج موسيقية، نشرات إخبارية، برامج مخصصة لاهتمامات الشباب وللنهوض بالمواهب الشابة وللمستجدات الموسيقية والثقافية وللهاويات والترفيه والرياضة.

(3) قناة ميدي 1 سات

خلال سنة 5002، تقدمت شركة ميدي 1 سات للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بطلب للحصول على ترخيص إحداث واستغلال قناة تلفزيونية تلتقط عبر القمر الاصطناعي، مزدوجة اللغة، إخبارية تبث مدار الساعة، وذات طابع دولي.

بعد دراسة أولى للملف، قرر المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري، بعدما عاين أنه يتوفر على مجموع العناصر التي تمكن من اتخاذ القرار، قبول الملف من الناحية القانونية كما قرر معالجة الطلب في إطار مسطرة بالتراضي على اعتبار أن الخدمة لن تستغل الترددات الأرضية.

بعد جلسة الاستماع للممثل القانوني للشركة، عقدت بدعوة من المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري، وبعد مداوات المجلس وفقا للمساظر المعمول بها، قرر المجلس في قراره رقم 06.32 بتاريخ 10 ماي 2006 منح شركة ميدي 1 سات ترخيصا لإحداث واستغلال الخدمة التلفزيونية «ميدي 1 سات Medi 1 Sat» كتلفزة مزدوجة اللغة، إخبارية تبث على مدار الساعة وذات طابع دولي. من جهة أخرى، تم وضع مقتضيات دفتر التحملات بقرار من المجلس الأعلى رقم 06.33 بنفس التاريخ.

بتاريخ 16 أبريل 2009، رفع صندوق الإيداع والتدبير حصته في رأس مال شركة ميدي 1 سات إلى أكثر من النصف. وبذلك أصبحت شركة ميدي 1 سات شركة وطنية للاتصال السمعي البصري العمومي وذلك طبقا لمقتضيات المادة 47 من القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري التي تنص على أنه «يراد بالشركات الوطنية للاتصال السمعي البصري في مدلول هذا القانون متعهدو الاتصال السمعي البصري المكونون في شكل شركات مساهمة تمتلك الدولة أغلبية رأسمالها أو كله».

منهم بالمصالح المركزية؛ 747 يعملون بمديرية التلفزة منهم 600 بالمصالح المركزية. وتشكل كتلة الأجور 471 مليون درهم. وتعزى أهمية عدد العالمين إلى تنوع الخدمات التي يقدمها الفاعل التاريخي الذي أطلق، من بين ما أطلقه، قناة تربية على القمر الاصطناعي (الرابعة) إلى جانب قناة «المغربية» العامة؛ والذي يهيئ إطلاق قنوات أخرى عمومية موضوعاتية على القمر الإصطناعي : قناة برلمانية، قناة رياضية وقناة دينية.

تقدر الميزانية السنوية للإذاعة والتلفزة بـ 800 مليون درهم، 174 مليون درهم منها مخصصة للاستثمار و 625 مليون للتسيير. وتأتي الموارد الرئيسية لهذه القناة من صندوق دعم الإنتاج السمعي البصري الوطني (الذي يساهم بمبلغ 320 مليون درهم، أي بنسبة 60 في المائة من موارد هذا الصندوق)، عائدات الإشهار (110 مليون) وموارد متنوعة واستثنائية (25 مليون درهم) والباقي يتأتى من الرسم المفروض على السمعي البصري.

تتميز الإذاعة الوطنية بحضورها الكبير في المشهد الإذاعي الوطني. إذ تقترح عرضا جد متنوع عبر ثلاث إذاعات : إذاعة ناطقة باللغة العربية، إذاعة باللغة الأمازيغية وإذاعة الدولية. كما تحظى بحضور قوي جدا على المستوى الجهوي من خلال محطاتها التسع : طنجة، تطوان، وجدة، فاس، الدار البيضاء، مراكش، أكادير، العيون، الداخلة.

(2) صورياد - القناة الثانية

كانت صورياد-القناة الثانية في البداية قناة خاصة مؤدى عنها. إذ تم إحداثها سنة 1989 بمبادرة من العديد من المقاولات الخاصة المغربية المجتمعة حول مجموعة أوننا (أومنيوم شمال إفريقيا) وهي أول مجموعة اقتصادية خاصة مغربية، وبمشاركة العديد من المستثمرين الأجانب كشركتي «بويغ» (Bouygues) و«تي إف 1» (TF1) الفرنسيتين وشركة «فيديوترون» (Vidéotron) الكندية.

في البداية، كانت حصص المساهمين بصورياد (SOREAD)، وهو اسم الشركة التي كانت وراء خلق القناة الثانية (دوزيم)، تتوزع على الشكل التالي : 51 في المائة تملكها شركة أوننا (أومنيوم شمال إفريقيا) وباقي الشركاء المغاربة (البنك المغربي للتجارة الخارجية (BMCE)، البنك المغربي للتجارة والصناعة (BMCI)، الشركة المغربية للإيداع والقرض (SMDC)، الوطنية، مجموعة الكتاني والصندوق المهني المغربي للتقاعد (CIMR).

لوحدها كانت شركة أوننا تملك 16 في المائة من رأس المال فيما تعود 49 في المائة لمختلف الشركاء الأجانب. ولم تتوقف حصص ونسب المساهمة عن التطور على امتداد المرحلة الخاصة من حياة هذه القناة. وفي سنة 1994 عقب مشاكل مالية واجهتها الشركة، أصبحت «أوننا» هي المالكة لأغلبية الأسهم بـ 5,45 في المائة من رأس مال الشركة.

بدأت تجربة القناة الثانية بعد إبرام اتفاق منحت الدولة من خلاله حق احتكار استغلال القطاع السمعي البصري، المحتفظ به له لها، لمدة حددت في عشرين سنة. وقد مكن عقد الامتياز هذا من إعطاء إطار وأساس قانوني لوجود هذه القناة.

في سنة 1996 أصبحت الدولة المساهم الرئيسي في القناة الثانية. أما حاليا فتملك الدولة 72 في المائة من رأس مال القناة، وتملك «أوننا» 21 في المائة، بينما توجد 5 في المائة في ملكية مختلف المستثمرين المغاربة المنتمين للقطاع البنكي وقطاع التأمينات، وتعود 2 في المائة للمستثمرين الأجانب.

يبلغ عدد العاملين الدائمين بالقناة الثانية، دون احتساب العاملين المؤقتين أو المتعاونين بالقطعة، 085 شخصا يتوزعون على الشكل التالي: الأطر: 52 في المائة، أطر التنفيذ والمهارة: 43 في المائة، المستخدمون: 14 في المائة. وتشكل النساء 28 في المائة من عدد العاملين.

تقدر الميزانية السنوية للقناة الثانية بـ 580 مليون درهم، وتتأتى أغلبية المداخيل من الإشهار (نحو 450 مليون درهم). أما الباقي (133 مليون درهم) فيتم الحصول عليه من طرف صندوق دعم الإنتاج السمعي البصري الوطني.

تبث القناة الثانية برامجها باللغتين العربية والفرنسية. وتشكل البرمجة العربية 51 في المائة من مجموع البرامج. 24 في المائة من البرامج التي يتم بثها لأول مرة أو المعادة البث هي من إنتاج وطني.

رغم وجود بعض النقاط غير الموضحة، تبقى الإضافة الأساسية لهذا القانون، بمثابة توجيه نحو وضع إطار قانوني واضح يحدد المبادئ العامة والآليات الضرورية من أجل إعادة تنظيم قطاع الاتصال السمعي البصري، مانحا بذلك للفاعلين الخواص إمكانيات جديدة لإقامة منشآت إعلامية سمعية بصرية واستغلالها وذلك في ظل مناخ أضحى منظما من قبل هيئة مختصة ومستقلة والتي جعلها هذا القانون الضامنة للمساواة والشفافية اللذين لا طالما افتقر لهما القطاع.

القسم الثاني : أبرز نقائص وحدود الوضع الراهن

أولا : تشخيص الحقل الإعلامي الحالي

عرف المشهد السمعي البصري المغربي نوعا من التنوع حتى في ظل احتكار الدولة. ويعزى ذلك الوضع إلى تحرير التقاط المحتويات السمعية البصرية عبر الأقمار الإصطناعية والتجارب الاستثنائية التي خاضها القطاع الخاص، والتي ساهمت، بشكل من الأشكال، في تكريس تحرير القطاع السمعي البصري بقوة الواقع والممارسة. وينضاف إلى هذا أنه حتى قبل تحرير ودمقرطة التوفر على الهوائيات، كان يتم التقاط العديد من القنوات الأجنبية عبر الكابل من لدن جزء كبير من الساكنة في العديد من مدن المملكة. هذه القنوات التي ولجت المشهد السمعي البصري بقوة الواقع هي : قناة (إم بي سي) الشرق أوسطية، قناة «تي في 5» الفرنسية (TV5) وقناة «سكاي شانيل» الإنجليزية (Sky Channel).

من جهة أخرى، استفادت منطقة شمال المملكة، بالنظر لقربها من القارة الأوروبية، منذ مدة طويلة جدا، من تغطية كبيرة للقنوات الإسبانية والبرتغالية التي اندمجت بسرعة في العادات الاستهلاكية لساكنة المنطقة.

ساهم مجموع هذه العناصر في تشكيل مشهد سمعي بصري متسم بالوفرة والذي، رغم كونه كان خاضعا، قانونيا ورسميا، لاحتكار الدولة، إلا أنه أبان في الواقع والممارسة عن قدر كبير من الانفتاح إزاء وسائل الإعلام الأجنبية كما ساهم في بروز تجارب مُجَدَّدة قام بها القطاع الخاص الذي قاد إحداث القناة الثانية وإذاعة ميديا1.

1 - الشركات الوطنية للاتصال السمعي البصري العمومي

1) الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة

تشكل الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة القطب العمومي للاتصال السمعي البصري. هذه الشركة الوطنية، التي تحولت إلى شركة مساهمة والتي أناط بها المشرع مجموع الاختصاصات التي كانت مخولة في السابق للإذاعة والتلفزة المغربية (RTM)، ستكون مدعوة إلى الاضطلاع بمهمة تقديم خدمة عمومية في قطاع الاتصال السمعي البصري.

ويهدف تحويل النظام القانوني للفاعل التاريخي إلى تحقيق هدفين : أولهما يندرج في إطار الحاجة إلى ملائمة النظام القانوني لهذه الهيئة مع مقتضيات القانون المتعلق بالاتصال السمعي البصري الذي يفرض على كل متعهد يستغل خدمات سمعية بصرية أن يعمل في إطار شركة مساهمة. أما الهدف الثاني فيندرج في إطار إرادة إعادة تنظيم هذا الفاعل ومنحه هيكلية أكثر تحديثا وإعداده لمواجهة المنافسة التي سيعرفها قطاع السمعي البصري مع إحداث أولى المشاريع الخاصة.

هكذا، تم تنظيم الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة في شكل العديد من المديريات : مديرية الإذاعة، مديرية التلفزة، مديرية البث التلفزيوني والمصلحة المستقلة للإشهار. وقد نص القانون المتعلق بالاتصال السمعي بالنسبة للعاملين بالهيئتين السابقتين المعنيتين بالإصلاح ألا وهما الإذاعة والتلفزة المغربية والمصلحة المستقلة للإشهار على أنه لا يمكن بأي حال من الأحوال أن تكون الوضعية التي يخولها النظام الأساسي الخاص بالعاملين الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة للعاملين أقل فائدة من الوضعية التي كانوا يتمتعون بها قبل الإصلاح.

قدر عدد العاملين بالإذاعة والتلفزة المغربية سنة 2007 بـ 2107 عاملا منهم 36 في المائة من النساء. ويتوزع هؤلاء العاملون على الشكل التالي : 312 يعملون بالمديرية العامة ومديرية الموارد البشرية؛ 666 يعملون بمديرية الإذاعة 400

يتضمن الظهير المحدث للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري 32 مادة موزعة على خمسة أبواب. خصص البابان الأول والثاني لتحديد القواعد المنظمة لهيئتين اللتين تتألف منهما الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري ألا وهما : المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري والمديرية العامة للاتصال السمعي البصري. ويهم الباب الثالث العقوبات التي يمكن أن تصدرها الهيئة في حق المخالفين. أما الباب الثالث فيضم أحكاما متعلقة بمالية الهيئة.

4 – مرسوم بقانون بإنهاء احتكار الدولة في ميدان البث الإذاعي والتلفزي⁸

شكل إنهاء احتكار الدولة في ميدان البث الإذاعي والتلفزي المرحلة الثانية من مسلسل إصلاح قطاع السمعي البصري. وقد أمكن المرور إلى هذه المرحلة من خلال صدور مرسوم بقانون في 10 شتنبر 2002 ينسخ أحكام الظهير الشريف الصادر في 25 نوفمبر 1924 المتعلق باحتكار الدولة في ميدان البث الإذاعي والتلفزي وذلك بناء على الفصل 55 من الدستور.

إن إنهاء احتكار الدولة لهذا القطاع يمثل مرحلة حاسمة في مسلسل التحرير. إذ كان صدور هذا النص القانوني ضروريا على اعتبار أن الاحتكار كان منصوبا عليه بقانون آخر كان يجب أن يتم نسخه.

من جهة أخرى، لم يرق المشرع المغربي في الواقع إلا على مأسسة وضعية كانت قائمة. ذلك أنه رغم أن الاتصال السمعي البصري كان على المستوى القانوني خاضعا لاحتكار الدولة، فإن المشهد السمعي البصري المغربي سبق وأن عرف نوعا من التحرير على مستوى الممارسة يمكن أن نصفه بتحرير جزئي والذي مكن بعض الفاعلين الخواص من خلق مشاريع للاتصال التلفزي (القناة الثانية) أو الإذاعي (ميدي 1، راديو سوا).

5 – القانون رقم 77-03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري

يعد القانون رقم 77-03 الصادر بموجب ظهير شريف رقم 1-04-257 في 25 من ذي القعدة 1425 (7 يناير 2005)، كما تذكر بذلك ديباجته، خطوة متقدمة في المسلسل الهادف إلى القطع مع نمط تقليدي في تدبير الاتصال السمعي البصري الذي ظل لوقت طويل مرتكزا على المقاربة الأمنية وكذا على صيغ قانونية متقدمة وتقريبية.

إن القانون 77-03، المستند في أهدافه وفلسفته على المبادئ الدستورية للمملكة والتمثلة في الإسلام والوحدة الوطنية والترابية والملكية الدستورية، يرمي أيضا إلى التوجه الأكيد نحو الحداثة التي يتبنى مبادئها العامة من قبيل تلك المتعلقة بحقوق الإنسان، مؤكدا بذلك إرادة أكيدة في تبني اختبار الليبرالية في سياسة تدبير قطاع السمعي البصري المستندة على احترام التعددية وحرية التعبير في إطار دولة الحق والقانون القائمة على الحداثة واحترام الخصوصية المغربية.

يحدد قانون 77-03 المتعلق بالاتصال السمعي البصري، الصادر في 7 يناير 2005، النظام القانوني للاتصال السمعي البصري. ويشتمل هذا القانون على 85 مادة. وقد خصص القسمان الرئيسيان لهذا القانون لتحديد القواعد المنظمة للقطاع السمعي البصري الخاص والعام.

ويحدد القسم الثاني المخصص للاتصال السمعي البصري في القطاع الخاص شروط ومسطرة منح تراخيص وأذون البث. كما يحدد دور دفاتر التحملات التي سيتم إبرامها مع المتعهدين الخواص ويقوم بعرض المقتضيات التي يجب أن تتضمنها تلك الدفاتر.

أما القسم الثالث فينظم قطاع الاتصال السمعي البصري العمومي. إذ يحدد أهداف القطاع العمومي التي تميزه عن القطاع الخاص ويتطرق للنظام الأساسي الجديد للإذاعة والتلفزة المغربية التي تحولت إلى شركة وطنية في شكل شركة مساهمة تحمل اسم «الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة».

ويبسط القسم الرابع مختلف التزامات المتعهدين ويسطر المبادئ المنظمة لمختلف أشكال الإشهار (الرعاية، التسويق التلفزي، الإشهار المباشر). وأخيرا يخصص القسم الخامس لتحديد العقوبات الممكن إصدارها في حق المخالفين لمقتضيات هذا القانون.

⁸ مرسوم بقانون رقم 663-02-2 صادر في 10 سبتمبر 2002 بإنهاء احتكار الدولة في ميدان البث الإذاعي والتلفزي، منشور في الجريدة الرسمية عدد 5040 يوم الخميس 19 شتنبر 2002.

الاتصال السمعي البصري، غير أن هذه الأخيرة تشكل شكلا من أشكال حرية التعبير. إنها تشكل إحدى تظاهرات هذا المبدأ الدستوري وتوسع مجال تطبيقه ليشمل وسائل الإعلام السمعية البصرية.

رغم أن مبدأ حرية الاتصال السمعي البصري لم يتم التنصيص عليه صراحة من قبل الدستور، إلا أن أُسِّسَ هذه الحرية، وأُسِّسَ رفع احتكار الدولة وتحرير هذا القطاع توجد في النص الدستور. من جهة أخرى، يضمن الفصل 15 من الدستور لكل المواطنين حرية المبادرة الخاصة. وتشكل هذه الحرية مرجعا وأساسا قانونيا للحق في الاستثمار في مجال الاتصال السمعي البصري، وهو الأمر الذي لم يكن ممكنا في ظل احتكار الدولة لقطاع الاتصال السمعي البصري. وبالتالي يمكننا اعتبار أن ما كان سائدا من حرص على المحافظة على احتكار الدولة لقطاع الاتصال السمعي البصري كان متناقضا مع مبدأ حرية المبادرة الخاصة الذي يضمنه الدستور.

على المستوى الدستوري إذن، شكل رفع احتكار الدولة وما رافقه من تحرير المجال السمعي البصري، طريقة ملائمة واقع هذا القطاع مع روح الدستور. ومن خلال تحرير الاتصال السمعي البصري، عمل المغرب على تحقيق الانسجام التام مع دستوره السابق.

لقد أفضى التطور المنطقي لهذا المسار إلى دسترة الهيئة المكلفة بضبط قطاع السمعي البصري وتعزيز سلطاتها وتخويلها اختصاصات جديدة خاصة في مجال الولوج للمعلومة الذي تم التنصيص عليه كحق قائم الذات في القانون الأسمى للمملكة.

2 - قانون الصحافة والنشر⁵

تخضع الصحافة المكتوبة لمقتضيات ظهير 15 نونبر 1958 الذي عرف تعديلا عميقا في أكتوبر 2002 من خلال قانون 77.00. ويُخصَّصُ الجزء الأكبر من هذا القانون لتنظيم الصحافة المكتوبة، باستثناء مقتضيات الباب الرابع المخصص للجانب الزجري والمتناول للجرائم والجنح المرتكبة عن طريق الصحافة أو غيرها من وسائل النشر.

يعتبر هذا القانون الاتصال السمعي البصري كأحد وسائل النشر التي يمكن أن تفضي إلى ارتكاب مخالفات صحفية. إذ تعاقب المادة 38 على التحريض على ارتكاب الجنايات والجنح وينص صراحة على أن تلك المخالفات يمكن أن تتم « بواسطة مختلف وسائل الإعلام السمعية البصرية » كما تحيل المواد الأخرى من الباب ذاته، في إطار تحديد الوسائل المستعملة في عدد من الجرائم، على المادة 38.

تخضع كل وسائل الإعلام إذن لنفس نظام العقوبات كيفما كانت طبيعة الدعامة المستعملة. لكن توجد بعض الفروقات الخفية، أهمها تلك المرتبطة بتحديد الأشخاص المسؤولين أو نطاق مسؤوليتهم. ذلك أنه عكس مدير النشر الذي يعتبر المسؤول جنائيا عن كل ما ينشر حتى المقالات التي تحمل توقيع شخص آخر، فإن مدير القناة التلفزية لا يعتبر مسؤولا عن التصريحات التي يدي بها أشخاص مباشرة على القناة⁶.

3 - الظهير المحدث للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري⁷

من الناحية الكرونولوجية، يشكل ظهير 31 غشت 2002 المحدث للهيئة العليا للاتصال السمعية البصرية اللبنة الأولى في صرح إصلاح القطاع السمعي البصري. ويهدف هذا الظهير إلى خلق هيئة للضبط تضطلع على الخصوص بمنح تراخيص البث والسهر على احترام الفاعلين، من القطاعين الخاص والعام، للالتزامات القانونية وتلك المنصوص عليها في دفاتر التحملات والاتفاقيات التي سيتم إبرامها.

5 ظهير شريف رقم 1-02-207 صادر في 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002) بتنفيذ القانون رقم 77.00 المغير والمتمم بموجبه الظهير الشريف رقم 378.58.1 الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نوفمبر 1958) بشأن قانون الصحافة والنشر. الظهير الشريف رقم 1-02-207 منشور في الجريدة الرسمية عدد 5080 يوم الخميس 6 فبراير 2003. الظهير الشريف رقم 378.58.1 منشور بالجريدة الرسمية عدد 2404 مكرر في الخميس 27 نونبر 1958.

6 يبرر الاجتهاد القضائي الفرنسي هذا الأمر بعدم إمكانية ممارسة سلطة المراقبة التي يتوفر عليها مدير الوسيلة الإعلامية السمعية البصرية في هذه الظروف، علما أن سلطة المراقبة تلك هي التي يتم الاستناد عليها لتحمله المسؤولية

7 ظهير شريف رقم 1-02-212 صادر في 22 من جمادى الآخرة 1423 (31 أغسطس 2002) يقضي بإحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي- البصري، كما تم تغييره وتتميمه بمقتضى الظهير الشريف رقم 302.03.1 الصادر في 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر 2003) والظهير الشريف رقم 189.07.1 الصادر في 19 من ذي القعدة 1428 (30 نوفمبر 2007) والظهير الشريف رقم 73.08.1 الصادر في 20 من شوال 1429 (20 أكتوبر 2008). الظهير الشريف رقم 212.02.1 منشور في الجريدة الرسمية عدد 5036 يوم الأحد 15 شتنبر 2002. الظهير الشريف رقم 302.03.1 منشور بالجريدة الرسمية عدد 5162 يوم الخميس 20 نونبر 2003. الظهير الشريف رقم 189.07.1 منشور في الجريدة الرسمية عدد 5584 يوم الخميس 6 دجنبر 2007. الظهير الشريف رقم 73.08.1 منشور في الجريدة الرسمية رقم 5680 يوم الخميس 6 نونبر 2008.

انطلاق مسلسل الديمقراطية، يجمع الملاحظون الدوليون على أن المغرب بصدده خوض تجربة من شأنها أن تميزه بشكل مهم عن كل الدول الأخرى بالمنطقة العربية الإفريقية الإسلامية².

لقد شكل اعتلاء الملك محمد السادس العرش سنة 1999 مبعث أمل لدى كل طبقات المجتمع المغربي في إطلاق مسلسل للتحريرو وللإصلاح الديمقراطي، يشمل أيضا مجال الإعلام.

لا يمكن أن تكون حرية التعبير، رغم كون الدستور يقرها ويضمنها، مكسبا نهائيا أو هدفا يدرك بصفة لا تراجع عنها. إذ غالبا ما يشكل الوضع الحقيقي لوسائل الإعلام انعكاسا لموازن القوى السياسية. فالنصوص القانونية المؤطرة لحرية التعبير غير واضحة، لذلك فإن الصحافة، عبر ما تقوم به من أعمال، هي من تدفع السلطة إلى تحديد حدود تلك الحرية. «الاتجاه العام لصالح القيام بتحريرو مسؤول»، كما صرح لنا أحد مخاطبيننا «لكن يجب خلق الحرية أولا ثم يمكننا بعد ذلك تحديد المسؤولية».

في سنة 2005، وصفت المنظمة الدولية «مراسلون بلا حدود» وضعية الإعلام بالمغرب بـ«الصعبة» مما يصنف المغرب في الرتبة الرابعة على سلم من خمس درجات تعتمد المنظمة³. وقد رحبت هذه المنظمة بإصلاح قطاع السمعي البصري بالمغرب معتبرة أن «إقامة مشهد سمعي بصري مغربي متسم بالتحريرو الفعلي تشكل سابقة في المنطقة المغاربية، لكن شريطة أن تتجح السلطات المغربية في هذا الاختبار الديمقراطي دون التفاف»⁴.

وجهة النظر هذه، التي تجمع بين الحذر والانتظارية، يتقاسمها بشكل واسع فاعلو المجتمع المدني الذين التقينا بهم والذي ينتظرون معاينة حصول تقدم حقيقي وملموس قبل أن يدلوا برأي نهائي حول أهمية وجدوى هذا الإصلاح.

ختاما، يمكننا القول إن إصلاح الإعلام بالمغرب يعد نتاج تحول اجتماعي-سياسي يمر في ظل الاستمرارية وليس القطيعة مع الماضي.

3 - تحريرو القطاع السمعي البصري

يندرج تحريرو القطاع السمعي البصري وإحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري في هذا السياق المتسم بالتقدم الحقيقي لكن بشكل متقطع، ويمثل استجابة للانتظارات المعبر عنها من طرف الأوساط المعنية بشكل مباشر أو غير مباشر بهذا الإصلاح.

على المستوى السياسي، يمكن أن يشكل تحريرو الإعلام السمعي البصري خطوة من شأنها أن تجعل من المغرب نموذجا يحتذى به في المنطقة. فمن خلال إحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، أصبح المغرب أول بلد بالمنطقة العربية-الإسلامية يتبنى الضبط (régulation) كمنط للحكامة بالمجال السمعي البصري. ويكمن التحدي في «العمل على أن يكون هذا التحريرو فعليا وحقيقيا ودالا» كما أكد لنا العديد من مخاطبيننا.

ثانيا : الإطار القانوني

ترتكز حرية الاتصال السمعي البصري بالمغرب على جملة من النصوص المعيارية. لذلك فمن المهم النظر في المكانة التي تخصصها مختلف هذه النصوص، بدءا بالدستور، لهذه المسألة وبأي طريقة يمكنها أن تشكل أساس تلك الحرية.

1 - الدستور

تم النص على حرية الرأي والتعبير في الفصل التاسع من الدستور المغربي، هذا ولم يشر الدستور صراحة لمبدأ حرية

2 دراسة القوانين والسياسات الإعلامية بالشرق الأوسط والمنطقة المغاربية (Internews Network, Study of Media Laws and Policies for the Middle East and Maghreb. Arcata) (2003, CA)

3 تصنف منظمة مراسلون بلا حدود الدول إلى خمس تصنيفات : "وضع جيد"، "وضع جيد تقريبا" و"وجود مشاكل ذات حساسية"، "وضع صعب"، "وضع جد صعب". هكذا صنفت المنظمة كل من ليبيا وتونس في خانة "وضع جد صعب" أي في رتبة أسوأ من المغرب، فيما صنفت مصر والأردن في خانة "وجود مشاكل ذات حساسية" أي في رتبة أفضل من المغرب.

4 مراسلون بلا حدود، المغرب، التقرير السنوي برسم 2005، متوفر على الأنترنت على الرابط التالي (http://www.rsfo.org/article.php?id_article=13300&Valider=OK) تم الإطلاع على هذا الموقع بتاريخ 23 يناير 2006

السلكية واللاسلكية المغربية. أما التلفزيون فقد ظهر سنة 1962 ليتغير بعد ذلك اسمها من «إذاعة المغرب» لـ «الإذاعة والتلفزة المغربية (إتم).

بعد الاستقلال جاء ظهور 8 ماي 1959، الرامي لإنهاء الاستعمار في المجال الإعلامي، ليعزز احتكار الدولة للقطاع. لتتم بعد ذلك تقوية هذا الاحتكار وتحويله إلى سلاح سياسي في يد الدولة من خلال سلسلة من التدابير القانونية وخاصة من خلال الممارسات التي تم تكريسها خلال سنوات الستينات. وقد اكتشفت الأحزاب السياسة، من بين فاعلين آخرين، آنذاك، الإرادة الأكيدة للحكومة للتحكم في الإعلام.

ومن ضمن التناقضات التي ميزت هذا الإتجاه إحداث المحطة الإذاعية مدي-1 (Medi1) بداية سنة 1980، واحتوائها على «عيب» قانوني على اعتبار أن القانون لم يكن يسمح، مبدئياً، بهذا الإحداث وقد تكررت التجربة سنة 1989 مع استثناء جديد للاحتكار عبر إحداث القناة الثانية (2M).

وفي سنة 1993، مكن لقاء هام جمع مهني القطاع (المناظرة الوطنية للإعلام) من الخروج بمجموعة من المقترحات الرامية إلى إصلاح قطاع وسائل الإعلام. وكما أشار إلى ذلك العديد من الملاحظين، فقد شكلت التوصيات المتمخضة عن المناظرة التمهلات الأولى لما سيشكل بعد عشر سنوات هيكل تدابير إصلاح القطاع.

وقد استمر مسلسل الإصلاح مع مجيء حكومة التناوب سنة 1998. إذ توالت العديد من مشاريع القوانين التي تهم إعادة تنظيم المشهد السمعي البصري، لكن كان يجب الانتظار حتى سنة 2002 لنشهد إحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، المحدثة بظهير، وإنهاء احتكار الدولة للقطاع، أما القانون المتعلق بالاتصال السمعي البصري فلم يصدر حتى سنة 2005.

2 - بدايات وسائل الإعلام السمعية البصرية بالمغرب

المغرب بلد عربي مسلم يقع بحوض البحر الأبيض المتوسط وشمال إفريقيا، منفتح على أوروبا بالنظر لموقعه الجغرافي وثقافته وتاريخه ونظامه الاقتصادي. لذلك فإن أي تقييم فعلي لوسائل الإعلام المغربية يتعين أن يأخذ مجموع هذه العناصر بعين الاعتبار.

تعتبر المؤسسات الإعلامية المغربية نتاج لتجربة الفترة الكولونيالية وتبقى مطبوعة بقوة بجهود إنهاء الاستعمار. لذلك فوسائل الإعلام المغربية شبيهة، على أكثر من صعيد، بتلك الموجودة في بلدان لها تاريخ راهن مشابه. و يمكن أن نؤكد، دون مبالغة، أن هذه المؤسسات تتمظهر فيها السمات الكبرى المميزة لنمط الاتصال السائد في العواصم الكولونيالية السابقة لكن مع ملامحة للخصوصية المحلية، وهو الأمر الذي كانت له انعكاسات مؤسسية هامة عندما تمت مباشرة إصلاح هذه المؤسسات.

كما أن وسائل الإعلام المغربية تعد انعكاساً للسياق الثقافي للبلاد. فعلى المستوى اللغوي، تُبثُّ البرامج باللغة العربية والفرنسية مع بعض المضامين باللغة الأمازيغية.

تكشف المعطيات المتوفرة وكذا المؤشرات التي تم جمعها ميدانياً (وفرة الجرائد بالأكشاك، الوجود الكبير لهوائيات التقاط ترددات الأقمار الاصطناعية) أن الجمهور المغربي مقبل على وسائل الإعلام. لكن يجب الإشارة إلى بعض العناصر المهمة المتسببة في تخلف هذا القطاع، من قبيل النسبة المرتفعة نسبياً للأمية التي تجعل من عدد قراء الصحافة المكتوبة أقل بكثير مما يمكن أن يكون عليه، الإقبال الكبير لمتابعة وسائل الإعلام السمعية البصرية الأجنبية والمجانية سواء كانت ملتقطة بشكل قانوني أو مقرصنة، كما أن المعطيات الإحصائية غير كاملة ولا تعكس إلا جانباً جزئياً من خصائص جمهور وسائل الإعلام.

كلها عناصر قد تكون لها انعكاسات سلبية على دخول القطاع الخاص للمجال السمعي البصري وعلى مدى نجاح هذه العملية.

كخلاصة للقول، فعلى المستوى السياسي كانت وسائل الإعلام المغربية مراقبة بشكل كبير من طرف الدولة، غير أنه منذ

”تشخيص الإطار القانوني المنظم للاتصال السمعي البصري بالمغرب“

إعداد : د. هشام مدعشا

القسم الأول : تقديم مختلف مكونات المشهد الإعلامي والإطار التشريعي المنظم للاتصال السمعي البصري

أولاً: السياق العام لإصلاح قطاع السمع البصري بالمغرب

يندرج إصلاح مجال السمع البصري بالمغرب في إطار مسلسل الديمقراطية الذي تمت مباشرته منذ نحو عقد من الزمن لاسيما منذ اعتلاء الملك محمد السادس العرش. ويهم هذا التوجه الديمقراطي مجموع المؤسسات المغربية وبشكل خاص قطاع الإعلام الذي أضحي يتمتع بحرية نسبية. كما أضحت الصحافة تعكس النقاشات العمومية حول القضايا الكبرى المعتملة بالمجتمع المغربي وذلك بشكل لم يكن مألوفاً خلال السنوات القليلة الماضية. وكمثال على ذلك المواكبة الإعلامية لأشغال وخلصات هيئة الإنصاف والمصالحة وكذا النقاشات حول المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، وهما ملفان كانا حاضراً بقوة في وسائل الإعلام المغربية خلال الفترة التي تغطيها هذه الدراسة.

لم يمنع هذا الأثر الإيجابي والمفيد لتطور الفضاء العمومي المغربي نشوء خلافات¹، وإثارة شك وارتباب أوساط المدافعين عن حقوق الإنسان. غير أن هذه الأمثلة تعد محدودة في مناخ إعلامي موسوم بانفتاح متزايد. على كل حال، فإن النقاش حول نطاق حرية التعبير وحول مدى صواب «الخطوط الحمراء» وحدودها حاضر بقوة أيضاً في المشهد الإعلامي المغربي. إذ يتم تقديم مختلف وجهات النظر والمواقف والحجج التي يدلي بها المعنيون على تنوعها و باختلاف تجلياتها ومستوياتها.

1 – المسار التاريخي والسياق

نحى المغرب قبل فترة الحماية منحى شبيها بالدول ذات السيادة إزاء ظهور السمع البصري في بداية القرن الـ 20. إذ أكدت الدولة المغربية منذ سنة 1907 إرادتها احتكار هذا المجال، حيث أصدر السلطان مولاي الحسن الأول ظهيرا ينص على أن «استغلال التلغراف السلكي أو اللاسلكي يقع تحت احتكار الدولة بكل ربوع الإيالة الشريفة».

تم إدخال الإذاعة للمغرب في ظل نظام الحماية الذي حافظ على احتكار الدول للقطاع كما كان عليه الأمر آنذاك في غالبية الدول الأوروبية. وقد رأت «إذاعة المغرب» النور سنة 1928، كمرفق عمومي تابع لهيئة البريد والمواصلات

1 يمكن الاطلاع، على سبيل المثال، على مقال بث على موقع لجنة حماية الصحفيين (Committee to Protect Journalists) تحت عنوان : الصحافة المغربية تواجه مضايقات قضائية شديدة (Moroccan press faces aggressive judicial harassment) الرابط : <http://www.cpj.org/news/2006/mideast/morocco18jan06na.html>

مقدمة تحليلية

ساهمت الإذاعات المحلية في ديمقراطية المشهد الإعلامي وفي إعمال الحق في الاتصال والتواصل في عدة بلدان. وتحظى هذه الإذاعات باعتراف آليات الأمم المتحدة لحقوق الإنسان و العديد من المنظمات الدولية غير الحكومية الكبرى. وفي عدد من الدول، ولاسيما في إفريقيا وآسيا، تساهم الإذاعات المحلية في تنفيذ السياسات العمومية المرتبطة بالتنمية ومكافحة تهميش وإقصاء الساكنة القروية.

ذلك لأن هذه الإذاعات، التي تعتبر إذاعات قرب بامتياز، تعطي الكلمة لمن "لا صوت لهم" وتمنحهم الفرصة للتعبير وإعداد مشاريع تستهدف تحسين ظروف عيشهم والمشاركة في تنفيذها.

للأسف، لا يزال المغرب متأخرا مقارنة مع التوجه الدولي في هذا المجال، حيث لا يعترف قانون قطاع السمعي - البصري بهذا النوع من الإذاعات، وهو بذلك ينتهك الحق في حرية التواصل التي يضمنها الدستور.

توصيات

ندعو الحكومة والبرلمان إلى الاعتراف بالإذاعات الجموعية في القانون المتعلق بالاتصال السمعي - البصري. لذلك فمن الضروري بداية إدخال تعديلات على القانون رقم 77.03. وفي هذا الإطار، فإن الهيئة العليا للاتصال السمعي - البصري (HACA)، باعتبار الدور الذي تلعبه في تسيير القطاع السمعي والبصري والصلاحيات المخولة لها بشأن دعوة الحكومة والبرلمان إلى إدخال تغييرات في التشريعات لتلائم التحولات السوسولوجية والتقنية في مجال السمعي - البصري، مدعوة إلى:

< إحداث خلية مختصة في الإذاعات الجموعية كما هو معمول به في البلدان الديمقراطية التي تتوفر على ثلاثة قطاعات إعلامية سمعية بصرية؛

< المبادرة بتقديم مقترح قانون متعلق بالاعتراف القانوني بالإذاعات الجموعية يحدد حقوقها والتزاماتها؛

كما أن البرلمان مدعو للتصويت على مشروع القانون، مع الحرص على أخذ مطالب الجمعيات المغربية بعين الاعتبار، وذلك في احترام للقوانين والاتفاقيات الدولية ودستور البلاد.

يجب أن يعترف القانون المشار إليه بدور الإذاعات الجموعية في ديمقراطية المشهد الإعلامي وتوسيع نطاق الحق في حرية التواصل ليشمل مجموع الجماعات بالمغرب، مع التسطير على دورها في التغيير الاجتماعي ومكافحة الفقر والهشاشة والعزلة الاقتصادية والسياسية والثقافية والاجتماعية وتعزيز المواطنة.

ينبغي أن يسمح هذا القانون أيضا ب:

< وضع نظام لمنح التراخيص والترددات يكون مشجعا ومحفزا على إنشاء الإذاعات الجموعية؛

< وضع دفتر تحملات يتميز بالمرونة؛

< إنشاء صندوق وطني للدعم.

على مستوى التربية في مجال حقوق الإنسان، تبث العديد من محطات الإذاعة الجموعية، خصوصا في البلدان النامية، برامج حول حقوق المرأة والطفل والأشخاص المسنين والصحة وحماية البيئة، والحق في الشغل والحق في التصويت في الانتخابات. ولتعزيز الحق في التصويت، تعمل مجموعة من المؤسسات المنظمة للقطاع السمعي - البصري على تشجيع الإذاعات بإفريقيا على توعية وتحسيس الساكنة بواجب التصويت الذي ينص عليه الدستور.

ويتم القيام بأنشطة الدفاع عن حقوق الإنسان وحمايتها من خلال التعاون مع جمعيات حقوق الإنسان العاملة في المنطقة التي تغطيها الإذاعة أو مع الإذاعات الأخرى التي تعمل على المستوى الوطني.

تشجيع نهوض المؤسسات الحكومية والهيئات المنتخبة محليا بمهامها بشفافية ومسؤولية :

تعد الإذاعات الجموعية فاعلا مهما في مجال الحكامة الجيدة. فدورها في رصد السياسات المعتمدة من قبل المسؤولين عن تدبير الشأن العام والمنتخبين المحليين لفائدة مصالح الساكنة يهدف إلى تحسيسهم واطلاع الجمهور على أعمالهم بكل شفافية. وبذلك تضطلع هذه الإذاعات بدور الوساطة المحايدة التي تهدف أيضا إلى أن تستجيب الخدمات التي تقدمها السلطات العمومية والمنتخبون لاحتياجات المجتمع وأن يتم نقل مظالم الساكنة لصناع القرار.

النهوض بالثقافة المحلية عن طريق الترفيه :

تعد الإذاعة الجموعية بمثابة مؤسسة ثقافية قائمة الذات لها تأثير نافذ في الثقافة المحلية. حيث يتمثل دورها في تشجيع الإبداع الثقافي وتعزيز التنوع وتثمين الخصوصية الثقافية للجماعة في إطار فضاء ثقافي وطني.

تسوية النزاعات والوقاية منها :

تنامي دور الإذاعات الجموعية، كفاعل يساهم في حل النزاعات التي قد تحدث داخل الجماعة أو بين عدد من جماعات مختلفة أو حتى بين الجماعة والسلطات العمومية.

وتلعب هذه الإذاعات الأدوار المذكورة أعلاه بفضل قربها من الجماعات المحلية نظرا لتواجد بعضها في مناطق النزاع. ويمكن لهذه الأدوار أن تترجم إلى إجراءات محددة.

المشاركة في المشاريع التنموية :

يستند دور الإذاعات الجموعية في مسار التنمية على نموذج جديد في التواصل من أجل التنمية، تكون فيه هذه الأخيرة، خيارا للمجتمع المعني ويكون فيه التواصل أفقيا يعتمد على مشاركة واسعة للساكنة في مشاريع التنمية. حيث لا يقتصر دور الإذاعات المحلية على مجرد الإخبار بهذه المشاريع التي اتخذ القرار بشأنها من خارج الجماعة، بل تحول دور الساكنة التي تستهدفها مشاريع التنمية من دور المتلقي إلى دور فاعل قوامه المشاركة.

إن سياسة التواصل الرسمية التي طالما جعلت من الجماعة مجرد متلقي للمشاريع التنموية (إذ يتم وضع هذه الأخيرة واتخاذ القرار بشأنها من خارج الجماعة) لم تعد اليوم مناسبة أو مقبولة، خاصة أن مشاريع التنمية التي تستند على هذا التصور فشلت أو كانت ضعيفة التأثير.

لقد أضحت الحكومات والوكالات الدولية العاملة في مجال التنمية تولي اهتماما متزايدا بالإذاعات الجموعية. وبدورها في مسلسل التنمية، لاسيما في المناطق الفقيرة والمهمشة. وشكل هذا الاهتمام فرصة لم تتوان الإذاعات الجموعية في اغتنامها حيث سارعت إلى وضع استراتيجيات للتواصل ملائمة لواقع الجماعة وللمشاريع التنموية التي تستهدفها. وتتدخل الإذاعات المحلية في هذا الإطار على ثلاث مستويات و هي: وضع السياسات التنموية، تنفيذ المشاريع وتقييمها وأخيرا تعديل المشاريع أو إعادة تكييفها. خلاصة

وتشجيع الولوج والمشاركة في أنشطة الجماعة وتعكس الحاجيات والمصالح الخاصة للجمهور الذي تتوجه إليه.

للإذاعات الجمعوية مجموعة من الخصائص تميزها عن إذاعات القطاع العمومي أو التجاري.

< الملكية : تعود ملكية هذه والإذاعات من الناحية النظرية، إلى الجماعات التي تستهدفها، غير أنها تعود في الواقع للجمعية التي حصلت على رخصة الملكية باسم الجماعة التي أحدثت من أجلها؛

< الاستقلالية : الإذاعة الجمعوية وسيلة إعلامية مستقلة، سواء على مستوى التأسيس أو البرمجة أو الخط التحريري أو التسيير. كما أن الإذاعات الجمعوية لا تأتي لتعمل في تعارض مع وسائل الإعلام الخاصة أو العمومية الأخرى أو كبديل عنها، ولكنها تعمل وفق منطق التكامل، لأن مهمتها وأهدافها تركز على الاستجابة للانتظارات والاحتياجات الحقيقية للسكان- والتي لا توفرها وسائل الإعلام الأخرى أو لا توفرها إلا نادرا.

< التمويل : يجب أن تكون الإذاعات الجمعوية ذات هدف غير ربحي؛

• في بعض الأنظمة يسمح للمحطات الإذاعية بتنظيم بعض الأنشطة المدرة للربح، في نطاق محدود وبسيط، شريطة أن تتم إعادة استثمار الأرباح لفائدة الإذاعة. وفي بعض الدول، تحصل هذه الإذاعات على دعم من المالية العمومية وتبرعات من المؤسسات الخيرية الوطنية والدولية.

• كما توجد، أنظمة تشريعية أخرى تشجع الإذاعات الجمعوية على البحث عن التمويل في نطاق المنطقة والسكان التي تخدمها؛

< الموارد البشرية : يشكل المتطوعون النسبة الأكبر ضمن الموارد البشرية للإذاعات الجمعوية.

< مشاركة الجماعة : تعتبر مشاركة أعضاء الجماعة في تسيير أعمال المحطة الإذاعية مسألة مهمة وأساسية.

< الخصائص التقنية : تتميز الإذاعات الجمعوية كذلك بصغر مساحة مقراتها، وانخفاض تكلفة تجهيزاتها التقنية بالإضافة إلى عدم اتساع المنطقة التي تغطيها. كما يجب أن تتماشى التكنولوجيات التي تعتمد عليها هذه الإذاعات مع السياق الجغرافي الذي تعمل به.

< وظائف الإذاعات الجمعوية :

تؤدي محطات الإذاعة الجمعوية، أيا كان وضعها القانوني أو هدفها الاجتماعي، مجموعة من الوظائف المعترف بها من قبل جميع الفاعلين المرتبطين بوجودها وتطورها.

الوظيفة الإخبارية :

تمكن الإذاعات الجمعوية من الحصول على أخبار يطبعها التعدد والحياد وعدم التحزب وذات فائدة للمتلقي حول القضايا السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية على الصعيد المحلي والجهوي والوطني والدولي، مع الحرص على الاستجابة لحاجيات الجماعة.

وتشكل هذه الإذاعات في بعض المناطق القروية وسيلة الإعلام الوحيدة المتوفرة، وفي حالات أخرى يمكن أن تقدم هذه الإذاعات معلومات مختلفة عن تلك التي تبثها وسائل الإعلام المهيمنة، ليس فقط بقدرتها على معالجة الأخبار من زاوية أخرى (الجهوية والوطنية والدولية) لكن لأنها تنقل أيضا أخبارا أهملتها وسائل إعلام أخرى أو أخبارا مرتبطة ارتباطا مباشرا بالحاجيات الفعلية للمستمعين.

كما تعمل الإذاعات الجمعوية على تعزيز حق أفراد الجماعة في حرية التعبير من خلال منحهم الفرصة للتعبير عن آرائهم في ما يخص القضايا التي تعنيهم.

النهوض بحقوق الإنسان وتعزيز المواطنة :

تعتبر الإذاعات الجمعوية من بين أقوى الوسائل التي يمكن من خلالها الدفاع عن حقوق الإنسان والنهوض بها داخل المجتمع خاصة حقوق الفئات المهمشة والفقيرة.

المذكرة

هذه المذكرة هي عبارة عن مرافعة للمجتمع المدني المغربي من أجل الاعتراف القانوني والنهوض بالإذاعات الجمعوية بالمغرب الذي يسجل تأخرا كبيرا في مجال ضمان تعددية ودمقرطة مشهده السمي البصري.

لقد أقر المجتمع الدولي منذ عقود بتعددية مجال الاتصال السمي البصري الذي تتعايش فيها ثلاث منظومات إعلامية هي : القطاع العمومي التابع للدولة، القطاع الخاص-التجاري والقطاع الجمعوي.

وتخضع كل منظومة من هذه المنظومات لإطار قانوني خاص بها وتلعب دورا مميزا في تنمية مجتمع الإعلام والمعرفة وتدلي بإسهامها وقيمتها المضافة في التنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمجتمع.

تنشط الإذاعات الجمعوية بشكل أكبر بالدول النامية ويتم اللجوء إليها بانتظام من قبل الحكومات بلدانها وهيئات الدولية من أجل العمل على تحفيز الساكنة التي تمثلها على الانخراط في البرامج التنموية، خاصة في المناطق القروية أو بين صفوف الساكنة الحضرية المهمشة، وتشتغل على مجالات متنوعة من قبيل الصحة و التربية و البيئة و المواطنة والديمقراطية المحلية.

أما في المغرب، فإن إصلاح القطاع السمي البصري الذي تم القيام به سنة 2004 لم يفض إلى تحقيق التعددية المرجوة، إذ لازال المشهد الإعلامي السمي البصري مقتصرًا على قنوات وإذاعات القطب العمومي والقطاع الخاص ذو الطابع التجاري فالإذاعات الجمعوية لا تحظى بالاعتراف من لدن المشرع الذي لم يمنحها وضعًا قانونيًا خلال تصويت البرلمان على القانون رقم 77.03 المتعلق بالاتصال السمي - البصري.

ويناضل المجتمع المدني المغربي اليوم من أجل تصحيح هذا الوضع وتدارك النقص، تحذوه في ذلك قناعته بأنه من حق الساكنة التي يمثلها التمتع بالحق في الاتصال كما تقره القوانين والمواثيق الدولية ويضمنه الدستور المغربي الجديد.

لقد انطلقت مطالبة المجتمع المدني المغربي من أجل الاعتراف القانوني بالإذاعات الجمعوية والنهوض بها منذ سنة 2011، وهي قائمة على ترصيد واستثمار كل المبادرات السابقة في هذا المضمار، لاسيما مؤتمر منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلوم والثقافة (اليونسكو) والحكومة المغربية حول الإذاعات الجمعوية المنظم سنة 2005 بالرباط والحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع. و يتبنى هذا المطلب نحو ألف من الجمعيات عاملة بكل جهات المملكة بمبادرة وإشراف من منتدى بدائل المغرب (FMAS).

يستند وجود الإذاعات الجمعوية على مبادئ كونية تضي الشرعية على وجودها وتوجه عملها. وهي مبادئ مستلهمة من منظومة حقوق الإنسان والممارسات الفضلى المعمول بها في المجتمعات الديمقراطية.

وفي الوقت الراهن، تعترف أكثر من 100 دولة على امتداد قارات العالم الخمس بالإذاعات الجمعوية كقطاع قائم بذاته في المشهد الإعلامي. ويمثل هذا الاعتراف نتاج نضالات المجتمعات المحلية من أجل الحق في حرية التعبير والدفاع عن مصالحها والتأكيد على خصوصيتها الاجتماعية والثقافية واللغوية و حمايتها. وقد كانت المنظمات الدولية الحكومية هي السبابة إلى الاعتراف بالإذاعات الجمعوية والمساعدة في إقامتها ودعمها من أجل مواكبة مشاريع تنموية. وتعد كل من منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلوم والثقافة (اليونسكو) وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي ومنظمة اليونسيف ومنظمة الأمم المتحدة للمرأة ومنظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة (فاو) والبنك الدولي من المنظمات الأكثر نشاطا في هذا المجال.

ويختلف المسار التاريخي لوسائل الإعلام الجمعوية من قارة إلى أخرى بل ومن بلد إلى آخر. وليست كل الإذاعات الجمعوية متشابهة وثمة العديد من التعاريف حسب مختلف السياقات الوطنية وطبيعة ونمط عمل كل إذاعة.

ونورد في هذا الملخص تعريف منظمة اليونسكو للإذاعة الجمعوية التي تعتبرها المنظمة "وسيلة للتواصل لا تهدف إلى تحقيق الربح، تعود ملكيتها إلى جماعة معينة تضطلع بتسييرها. وتهدف الإذاعة إلى خدمة مصالح هذه الجماعة،

المذكرة

3.....

الدراسة - انجاز : سعيد السلمي، المدير التنفيذي لمركز حرية الاعلام بالشرق الاوسط وشمال افريقيا

9 مقدمة تحليلية - انجاز: هشام مدعشا، أستاذ - باحث

25..... مقدمة

26.....1. الاعتراف الدولي بالإذاعات الجموعية.

26 1.1 آليات الأمم المتحدة والإعلانات والمواثيق الإقليمية

27 2.1 اعتراف المنظمات الدولية الحكومية

28 3.1 الاعتراف بالإذاعات الجموعية من لدن الدول

29 4.1 الحركة الدولية للمدافعين عن الإذاعات الجموعية

30.....2. عدم اعتراف قانون الاتصال السمعي - البصري المغربي بالإذاعات الجموعية

31.....3. الحركة الجموعية الوطنية والمطالبة بالحق في الاتصال السمعي البصري

32.....4. الإذاعة الجموعية : تعريفها وخصائصها ووظائفها

32 1.4 تعريف الإذاعة الجموعية

33 2.4 خصائص الإذاعات الجموعية

33 1.2.4 الملكية

34 2.2.4 الاستقلالية

34 3.2.4 التمويل

35 4.2.4 الخصائص التقنية

35 5.2.4 الموارد البشرية

35 6.2.4 مشاركة الجماعة

36.....5. وظائف الإذاعات الجموعية.

36 1.5 الوظيفة الإخبارية

37 2.5 تعزيز حقوق الإنسان والنهوض بالمواطنة

37 3.5 تشجيع اضطلاع المؤسسات الحكومية والهيئات المنتخبة محليا بمهامها بشفافية ومسؤولية

38 4.5 النهوض بالثقافة المحلية عن طريق الترفيه

38 5.5 تسوية النزاعات والوقاية منها

39 6.5 المشاركة في المشاريع التنموية

40.....6. خلاصة

41.....7. توصيات

ملاحق

43 مقترح خطوط توجيهية لمشروع قانون خاص بالإذاعات الجموعية

51 مقترح مدونة اخلاقيات خاصة بالإذاعات الجموعية

مرافعة وطنية

من أجل الاعتراف القانوني بالإذاعات الجماعية بالمغرب

من إنجاز : سعيد السلمي ، المدير التنفيذي لمركز حرية الاعلام بالشرق الاوسط وشمال افريقيا

(ترجمة عن النص الأصلي بالفرنسية)

بوابة المجتمع المدني مغرب مشرق "جسور"

برنامج منتدى بدائل المغرب،

عمارة 53 شقة 16 زنقة ملوية اكدال الرباط

هاتف : +212 5 37 68 39 26 - فاكس : +212 5 37 77 07 22

البريد الالكتروني www.e-joussour.net - ejoussour@gmail.com

مرافعة

من أجل الاعتراف القانوني بالإذاعات الجمهوية بالمغرب



الإعلام الجمهوي،
من أجل إعلام مواطن

⊙⊙⊙⊙ | ⚡⚡⚡⚡,
⊗ ⊙⊙⊙⊙ ⊗ ⊗ ⊙⊙⊙⊙

MÉDIAS
COMMUNAUTAIRES,
POUR UNE INFORMATION CITOYENNE